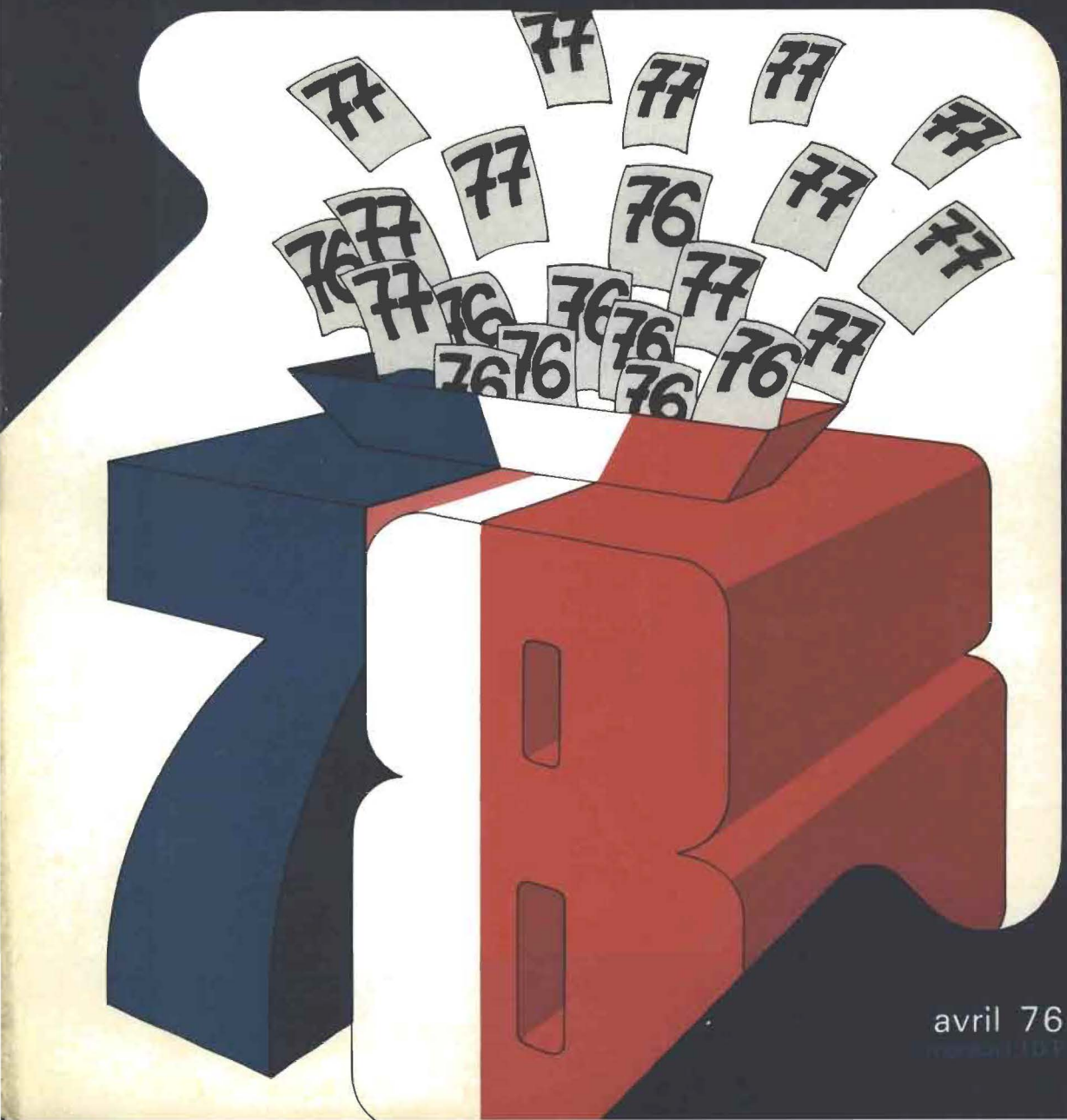
faire

l'enjeu des municipales

7



avril 76

L'équipe de faire

Comité d'orientation :

André Acquier, Jean-Paul Bachy, Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Roger Dosse, Claude Estier, Gilles Ferry, Gérard Fuchs, Jacques-Antoine Gau, Claude Germon, Henry Hermand, André Jeanson, Charles Josselin, Lionel Jospin, Jean-François Kessler, Henri Laborit, Catherine Lalumière, Jean Legarrec, Guy Le Neouannic, Louis Le Pensec, Jean Maire, Gilles Martinet, Maïté Mathieu, Jean Monnier, Daniel Mothé, Jean Pronteau, Jean Rey, Michel Rocard, André Salomon, Evelyne Sullerot, Dominique Taddei, Yves Tavernier, Alain Touraine, Claude Vieira

Comité de rédaction :

Martine Buron, Paul Chaslin, Stéphane Coquard, Pierre Dupuis, Patrice Finel, Jacques Gallus, Henri Guillaume, Marc Osouf, Bernard Pingaud, Jean-Louis Pontich, Alain Richard, Lucien Rioux, Gérard Sandoz, Jean-Pierre Worms

Rédacteur en chef :
Patrick Viveret

Maquette :
Bernard Thomas

Photo :
Chantal Géron

Directeur de la publication :
Gilles Martinet

« faire » est édité
par la société des éditions
du Coq Héron
48, rue Sainte-Anne
Paris 2e
742.84.05

Composé par :
GRAPHITI, 5, rue des Petits Hôtels
75010 PARIS

N° 7 SOMMAIRE

actualité

Municipales : la prochaine bataille **3**



Gouverner avec les communistes 5

Où faut-il gagner ? 8

changer la vie

La démocratie locale à Grenoble **12**

Lire Illich 15

où en sont aujourd'hui...

La CFDT avant son 37e Congrès **19**

recherches et débats

Lettre aux militants socialistes **25**



La fin du plein-emploi 30

Montaillou, village occitan 35

interviews

Claude Germon **39**



notes et critiques

Ivens 43
Bourdet
Guillaume
Clévenot
Audiberti...

dossiers

A quoi sert le 7e Plan ? **49**

faire

LA victoire de la gauche aux cantonales, due pour l'essentiel à la progression spectaculaire du Parti socialiste, a eu pour principal résultat de créer dans l'opinion et au sein de ce qu'il est convenu d'appeler « la classe politique », un choc psychologique : moins de deux ans après la victoire de Valéry Giscard d'Estaing aux Présidentielles, une victoire de la gauche aux législatives paraît désormais probable. Du coup, la droite engage une campagne considérable sur le thème : « la gauche est incapable de gouverner », ce qui prouve à quel point, ce qu'il faut bien appeler l'ex-majorité, s'engage sur une stratégie dure mais fondamentalement défensive. La gauche, elle, va se trouver confrontée à un triple problème : prendre le pouvoir, savoir le conserver, savoir le transformer. Prendre le pouvoir, ce sera une bataille longue et difficile, dont aucun sondage ne rendra jamais compte. L'hypothèse d'une victoire de la gauche va considérablement aiguiser la lutte des classes dans notre pays, durcir la droite et ouvrir une période au cours de laquelle ses coups préférés seront les plus bas. C'est dire que pour les prochaines échéances, qu'elles soient sociales ou électorales, il ne faut plus compter comme aux cantonnales sur un quelconque effet de surprise ou sur d'énormes fautes tactiques de l'adversaire. Aussi, la bataille des municipales dont Gilles Martinet, Jean-François Merle et Alain Richard évoquent les contours politiques sera déterminante, comme sera décisive sa préparation au sein du Parti socialiste.

SAVOIR garder le pouvoir : le Chili, le Portugal, et l'expérience même du mouvement ouvrier français nous interdisent toute légèreté dans le traitement de cette question. Quels que soient les états d'âme de Valéry Giscard d'Estaing, la droite française ne jouera pas le jeu de l'alternance. Il ne suffira pas à la gauche de se prévaloir de sa légitimité électorale (d'autant que la Constitution actuelle, si elle n'est pas transformée, ouvrira la voie à une crise de régime en cas de dualité du pouvoir) ; il lui faudra aussi disposer de relais et de réseaux sociaux suffisamment forts pour tenir dans une bataille qui se jouera autant dans la production, l'administration et l'appareil éducatif qu'au Parlement et à l'Elysée. Sur ce terrain décisif, les socialistes français sont engagés, du fait de leur handicap de départ, dans une véritable course contre la montre. Leur implantation et leur intervention dans les entreprises, leur influence au sein des grandes organisations syndicales, sont une condition nécessaire de leur capacité à tenir le pouvoir. L'interview de Claude Germon, rédacteur en chef du « Peuple » (organe de la CGT), et membre du Comité Directeur du Parti socialiste est à cet égard importante car elle souligne la gravité de cet enjeu.

IL reste que ces deux objectifs, prendre le pouvoir, savoir le garder, n'ont de sens que s'ils servent à la réalisation d'un troisième, le plus important : être capable de transformer la nature de ce pouvoir. Là est pour la gauche l'épreuve de vérité. Et c'est à son attitude sur ce point que sera jugé le nouveau Parti socialiste. Ni la tradition social-démocrate, ni la tradition communiste n'ont été en mesure, pour des raisons historiques différentes, de s'attaquer réellement à ce problème. Si le socialisme autogestionnaire a un sens, s'il témoigne d'une originalité tant dans l'approche théorique que stratégique du problème du pouvoir, c'est bien précisément parce que lui prétend affronter cette question. Mais l'autogestion ne recouvrira rien d'autre qu'une nouvelle idéologie, capable peut être de mobiliser des énergies mais impuissante à changer la réalité sociale, si le Parti socialiste raisonne, comme l'ont fait avant lui gaullistes et communistes, en identifiant le problème du pouvoir à celui de l'Etat. Pour qu'il soit autre chose, à la fois culture politique nouvelle et stratégie révolutionnaire du changement social, le socialisme autogestionnaire et son principal milieu politique porteur, le Parti socialiste français, doit, comme l'explique Alain Touraine dans ce numéro, se poser la question de la société et pas seulement celle de l'Etat, se doter d'une politique et pas seulement d'une stratégie.

Patrick VIVERET

ACTUALITÉS

Municipales : la prochaine bataille



Magnum

Le Parti socialiste tiendra très bientôt un congrès consacré à la préparation des prochaines élections municipales. Préparation importante pour la gauche car elle annoncera la bataille des législatives.

Les cantonales ont mis fin à cette sorte d'entr'acte politique qui avait suivi l'élection présidentielle de 1974. Nous allons vivre pendant deux ans dans l'attente et la préparation de deux nouvelles et importantes batailles : les municipales de 1977 et les législatives de 1978.

La gauche va les aborder avec un très haut moral et la volonté de l'emporter. Il ne faut pas pour autant dissimuler les problèmes qui devront être résolus et, en premir lieu, ceux que pose l'échéance des élections municipales.

La situation dont a hérité dans ce domaine le nouveau parti socialiste présente, on le sait, des aspects contradictoires. Il existe des municipalités socialistes homogènes (avec parfois une participation radicale de gauche), des municipalités d'union de la gauche et un nombre relativement important de municipalités socialo-centristes. Les congrès de Grenoble et de Pau ont clairement condamné ce dernier type de coalition. Les socialistes qui ne voulaient pas se retirer des municipalités à dominante réactionnaire de Nice, Nantes, Nancy et Chatellerault ont été exclus. Gaston Defferre à Marseille et Pierre Mauroy à Lille se sont séparés de leurs adjoints centristes. D'autres ruptures devront intervenir d'ici la fin de l'année pour que la situation soit parfaitement nette lorsque s'ouvrira la campagne électorale.

Il reste que, sur le terrain, les socialistes auront à choisir entre trois formules, celle des listes

socialistes homogènes, celle des alliances limitées aux radicaux de gauche et celle des listes d'union comprenant les communistes, étant entendu que, dans tous ces cas, des éléments n'appartenant à aucun parti mais acceptant des options de caractère socialiste (par exemple les militants des GAM) pourront être associés à l'effort commun.

Comment se feront les choix ? En fonction de quels critères ? Et quel sera finalement le pourcentage des listes homogènes et des listes d'union ? On ne peut se contenter de faire l'addition des opportunités locales et des préférences tactiques. Chacun comprend que le résultat global aura une très grande portée politique. Aussi attend-on de la prochaine convention nationale du PS (qui doit se tenir les 15 et 16 mai) des orientations précises et non pas seulement de vagues recommandations.

Il faut, bien entendu, partir des deux données fondamentales qui déterminent la stratégie du nouveau parti socialiste : l'union de la gauche et la perspective autogestionnaire. Ce qui implique : 1/ que l'on ait le plus grand nombre possible de listes communes celles-ci constituant **la règle** et les listes homogènes, **l'exception** ; 2/ que les négociations qui précéderont l'établissement de ces listes aboutissent à la rédaction de programmes comportant une profonde démocratisation de la vie locale.

Cependant, la convergence des deux grands courants qui constituent la coalition n'a pas atteint un point tel que l'on puisse éviter l'existence d'une prédominance. Les municipalités d'union sont soit à direction socialiste, soit à direction communiste. Cela explique que le maire et son premier adjoint appartiennent au même parti. Il y a sans doute quelques exceptions à cette règle mais ces exceptions sont souvent, il faut le reconnaître, la source de sérieuses difficultés.

La réalité de la prédominance de l'un ou l'autre parti implique que l'on attache une très grande importance au programme et à sa réalisation. C'est ce contrat qui justifie la coopération et l'action commune. C'est lui qui permet à la minorité de travailler efficacement avec la majorité. La coexistence sera encore mieux assurée si la réalisation du programme entraîne la participation active de la population à la gestion de la ville et de ses quartiers. C'est en renforçant et en enrichissant sans cesse le tissu démocratique que l'on peut, pour prendre la célèbre formule, élever réellement la « qualité de l'union ». De ce point de vue, bien des comportements doivent être modifiés dans les municipalités à direction communiste mais aussi - pourquoi ne pas le dire ? - dans certaines municipalités à direction socialiste.

Le Congrès

extraordinaire du PS aura à prendre connaissance d'un premier projet du programme. Celui-ci sera définitivement adopté avant l'automne. Il déterminera la mise au point de tous les programmes locaux. Il serait inconvenable que ceux-ci ne répondent pas aux mêmes principes et aux mêmes orientations. Mais il serait également absurde de ne pas tenir compte de situations qui varient d'une ville à l'autre. Les populations sont sensibilisées par des problèmes très concrets qui nécessitent des réponses non moins concrètes.

C'est pourquoi les négociations qui précéderont l'établissement des listes communes et l'élaboration des programmes communs doivent nécessairement se dérouler sur le plan local. Encore faut-il que les directions nationales puissent en contrôler les déroulements et les aboutissements.

Les négociations peuvent se heurter à différents types d'obstacles les uns de nature programmatique, les autres liés à l'équilibre interne des listes (c'est-à-dire à la répartition des sièges). Il importe qu'aux yeux de la population, tout demeure toujours très clair. Si, dans tel ou tel cas, la discussion aboutit à un échec (et cela arrivera plus ou moins inévitablement), les causes de cet échec doivent pouvoir être précisément exposées.

Il résulte de l'ensemble de ces considérations que la démarche du PS, dans la bataille municipale sera d'abord celle de l'établissement d'un programme général puis, à partir de ce programme, celle d'une série de négociations locales devant aboutir, dans les villes de plus de 30.000 habitants mais aussi dans les villes plus petites, à la constitution du plus grand nombre possible de listes d'union de la gauche.

D'autres

considérations entreront sans doute en ligne de compte. Il existe des villes où une liste d'union a beaucoup moins de chances de l'emporter qu'une liste homogène. Les sections socialistes de ces villes auront donc tendance soit à éviter la négociation (ce qui serait une erreur), soit à faire des propositions très limitatives à leurs éventuels partenaires. Ici encore les problèmes doivent être clairement posés et sous le contrôle des instances nationales du PS. On ne peut pas, en effet, accepter que se créent des situations où, sous le prétexte d'empêcher la droite de s'emparer d'une municipalité, des socialistes fassent appel aux électeurs de cette même droite pour « barrer la route » au parti communiste. La stratégie de l'union de la gauche ne peut faire l'économie d'un certain nombre d'affrontements et de tensions. Il ne s'agit en aucun cas de passer sous les fourches caudines du PC (d'où la nécessité du recours éventuel à la liste homogène). Mais cette stratégie implique l'abandon définitif des illusions et des ambiguïtés de la « troisième force ».

Le parti socialiste doit sa progression à la clarté de ses choix. Il ne peut gagner que sur une orientation de gauche.

Gilles MARTINET

Gouverner avec les communistes

Il est normal, disent nos camarades communistes, que ceux qui prétendent gérer ensemble un pays commencent par gérer ensemble leurs communes. Nous sommes bien d'accord et c'est pourquoi nous avons voulu faire le point sur les problèmes que pose concrètement cette question dans les municipalités d'union de la gauche.

Les municipalités d'union de la gauche où les communistes sont majoritaires sont considérées, aussi bien dans les classifications politiques que par la population, comme des « mairies communistes » ; celles où les socialistes dominent comme des « mairies socialistes ». Cette constatation toute banale suffit à montrer que la réalité de l'union de la gauche, là où elle est pratiquée, est perçue davantage comme une juxtaposition de forces que comme une politique homogène. L'étiquette du maire pèse davantage que le programme de l'équipe municipale.



FOTOLIB

Gouverner ensemble le pays... et les municipalités.

Ces deux questions - la politique d'alliances et le programme - vont être au cœur des prochains débats du Parti socialiste sur les élections municipales : c'est pour mieux en apprécier les enjeux et l'imbrication profonde que nous sommes allés interroger un certain nombre d'élus socialistes qui, soit majoritaires, soit minoritaires, travaillent avec les communistes dans les municipalités. (1) Cet article a été rédigé à partir des informations qu'ils nous ont transmises.

Une des premières différences entre élus communistes et socialistes est que, bien souvent dans les villes importantes, le maire ou les adjoints communistes sont des permanents de leur parti. Dans ce contexte se pose le problème de l'appartenance du premier adjoint au même parti que le maire : légalement et théoriquement, le premier adjoint n'est le remplaçant obligé du maire que pendant une absence officielle (vacances, maladie, etc.) Dans une municipalité à majorité communiste, qu'un socialiste soit premier adjoint porte peu à conséquence puisqu'il est « marqué » (pour utiliser une image sportive) par d'autres adjoints communistes qui sont souvent aussi des permanents.

En revanche, dans une municipalité socialiste, la présence d'un premier adjoint permanent du PC cause des problèmes considérables en cas d'absence du maire, soit qu'il doive continuer à travailler, soit qu'il soit parlementaire. C'est la raison pour laquelle tous les maires socialistes insistent sur la nécessité d'avoir un premier adjoint membre de leur parti, qui puisse les remplacer en toute occasion et en qui ils puissent avoir une confiance absolue.

Une seconde différence tient à l'exercice même du mandat municipal. Dans la direction d'une municipalité, il y a d'une part ce que l'on fait et d'autre part ce que l'on fait valoir. Ce n'est pas sur le plan des réalisations que les différences sont les plus im-

portantes : les facteurs locaux ou régionaux, les personnalités comptent souvent davantage. Encore que certains élus socialistes se plaignent parfois de la tendance de leurs partenaires communistes à privilégier les revendications immédiates venant de tous les horizons plutôt qu'à définir et exécuter un plan d'investissements à long terme, surtout s'il doit se traduire par une augmentation des impôts locaux. Il reste, cependant, une volonté commune d'accorder une priorité aux équipements collectifs, réducteurs d'inégalités, et à une gestion sociale du budget communal.

En revanche,

dans la mise en valeur des réalisations, dans l'explication politique de la gestion municipale, certaines attitudes sont tout à fait divergentes. Dans les municipalités à majorité communiste, surtout si cette majorité est quasi hégémonique, les élus socialistes ont l'impression d'assister avec les représentants de la population (associations, groupes de quartier, organisations socio-professionnelles, etc.) à un « dialogue à une voix » dans la mesure où le PC domine également ces différentes associations grâce auxquelles il « tient » la ville. On pourrait invoquer, pour expliquer le fait que les socialistes n'en font pas autant, la faiblesse de leur investissement militant dans les associations locales. Mais même là où le PS est actif, les maires socialistes précisent qu'ils préfèrent jouer le jeu de la démocratie réelle et de l'indépendance des organisations, qui permettent, à la fois, une meilleure expression des insatisfactions (que l'on peut donc corriger) et une prise en charge plus pédagogique, d'un point de vue autogestionnaire, des problèmes par les usagers eux-mêmes.

Un point sur lequel élus socialistes et communistes se retrouveront, c'est pour saluer l'efficacité de la politique de « relations publiques » des élus communistes. Non seulement ils savent être de bons gestionnaires, mais ils savent le montrer, et les municipalités socialistes n'ont pas toujours le même souci ou la même capacité.

Enfin, la direction politique d'une municipalité permet, pour le recrutement du personnel communal ou la conclusion de contrats d'études, de privilégier des personnes ou des organismes proches de la municipalité. L'influence militante et financière que cela donne, ajoutée à la pression idéologique qui peut êtreexercéepar tel ou tel style de gestion municipale et au prestige que confère à une formation politique sa présence dans une municipalité, expliquent l'importance des mairies pour l'élargissement de l'audience d'un parti.

L'attitude différente des socialistes et des communistes pour le vote des budgets communaux ou départementaux avait été un des éléments significatifs de la polémique entretenue par le PC contre le PS, à l'automne 1974, quand il l'accusait de « gérer la crise ». Pour les maires socialistes, le vote d'un budget en déséquilibre est un pur artifice de propagande puisque les conseils municipaux à majorité communiste sont conduits, après un « tour de piste » de protestation, à voter un budget équilibré, sauf à voir le budget précédent reconduit et exécuté par douzième à l'entière discrétion du préfet, ce qui est une façon pour le moins contradictoire de relever le prestige des collectivités locales.

Les élus

socialistes considèrent qu'il s'agit d'une façon irresponsable de fuir les contradictions inhérentes à l'exercice d'un mandat électif, sans pour autant résoudre le difficile problème de la fiscalité locale, compte tenu des transferts de charges de l'Etat sur les communes et de l'injustice de l'assiette des impôts locaux. Certains maires socialistes se plaignent même de la tentation à laquelle n'échappent pas toujours leurs conseillers communistes de laisser entendre que le pouvoir n'est pas seul responsable de l'augmentation des impôts locaux et qu'eux ne la votent qu'à leur corps défendant...

C'est un problème beaucoup plus fondamental qu'il n'y paraît peut-être au départ, car maintenir un niveau d'imposition locale assez faible, n'est-ce pas une façon de gérer la crise ? Sur un budget communal, 60 ou 65 % des ressources proviennent des entreprises industrielles ou commerciales, alors que la part des investissements communaux, qui profitent directement à ces entreprises, ne représente que 15 % ou 20 % des dépenses, le résultat auquel on aboutit est bien de donner 80 ou 85 % de services à la population pour un financement de ces services de l'ordre de 35 à 40 %. Il s'agit bien d'un transfert de ressources qui contribue, lorsqu'il s'agit de dépenses d'éducation, d'action sanitaire et sociale, de culture, à réduire les inégalités. Un problème demeure non résolu ; l'assiette d'imposition locale qui s'appuie sur des signes extérieurs (propriété) et non sur le revenu, est en elle-même source d'injustices, et une base d'imposition trop forte n'est pas toujours supportable. Il est donc nécessaire de faire œuvre d'imagination pour trouver les conditions possibles d'une redistribution de l'imposition locale pour ceux qui ne peuvent la payer, et c'est à quoi certains maires socialistes réfléchissent, pour sortir de la querelle traditionnelle sur le déséquilibre budgétaire.

En matière d'investissement, les situations locales sont par trop différentes pour qu'il soit possible d'en tirer des conclusions générales. Des élus socialistes constatent toutefois une attitude souvent réservée de leurs collègues communistes dans les Conseils Municipaux à l'égard des innovations : sensibles aux protestations locales, les élus communistes ont peut-être tendance à laisser à d'autres la responsabilité de certaines ini-

tiatives qui bousculent les habitants (zones piétonnes, etc.)

La forte

implantation du Parti communiste dans les associations locales le conduit souvent à avoir une attitude différente par rapport aux commissions extra-municipales selon qu'il est majoritaire ou non à la municipalité. Dans les municipalités à majorité communiste, on pratique peu le dialogue avec la population par l'intermédiaire de telles commissions puisque, en bonne logique, le PC qui se considère comme représentant les intérêts de la population n'a pas besoin d'une structure particulière pour se faire valoir à lui-même l'expression de ces intérêts.

Là en revanche où il est minoritaire, ces commissions sont une tribune où, par l'intermédiaire des associations qu'il anime, il peut trouver un relais à son expression municipale. Il en va de même des groupes de quartier ou d'associations diverses. Les maires socialistes qui pratiquent ce genre de commissions (ce n'est malheureusement pas le cas de tous) y voient plutôt une occasion de laisser s'exprimer de manière constructive la contestation des habitants, de les associer aux projets, de pratiquer une pédagogie locale qui va dans le sens des options autogestionnaires de notre parti.

Ce même souci se retrouve dans l'autonomie de gestion laissée aux associations paramunicipales : maisons des Jeunes, clubs sportifs, Caisses des Ecoles, etc., certes financées par des subventions communales mais laissées libres du choix de leurs activités et de la manière dont elles utilisent ces subventions. Dans les municipalités où le maire est communiste, on trouve plus fréquemment un « office municipal » des sports, de la jeunesse et de la culture, etc. qui crée une centralisation de fait au nom du vieux principe : « qui paie dirige ». Il y a là une différence de principes qui, si elle n'est pas générale, n'en est pas moins importante.

Sur le plan du soutien aux luttes populaires, enfin, l'absence qui a été trop longtemps celle du PS sur ce terrain a conduit le PCF à le considérer comme un « domaine réservé ». Dans les municipalités où il n'est pas majoritaire, il souhaiterait une sorte de division du travail entre les socialistes chargés de la gestion et les communistes chargés de défendre les intérêts de la population. Il est évident que de plus en plus les élus socialistes refusent ce monopole, non seulement par patriotisme de parti, mais aussi parce que c'est un mauvais service à rendre aux lutte sociales que de ne pas les appuyer dans l'unité, partout où c'est possible.

Trop

souvent, la répartition des responsabilités dans les équipes municipales aboutit à une sorte de « Yalta » social et idéologique, où les positions sont figées, les chasses gardées de règle, et où le parti minoritaire fait de la figuration par rapport au groupe majoritaire. Cette pratique statique de l'union de la gauche est sans doute préférable à l'absence d'union de la gauche, mais elle est loin d'être suffisante pour prouver la capacité des socialistes et des communistes à administrer ensemble le pays comme les communes.

Avant la Convention du Parti socialiste sur les élections municipales, il était nécessaire de rappeler qu'un débat sur les alliances est inséparable d'un débat sur le programme. A quoi servent les municipalités ? Quel rôle doivent y jouer les socialistes, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires ? Quelles propositions mettre en avant ? Voilà quelques points à prendre en compte. Pour ce faire, il était nécessaire, au préalable, d'examiner les réalités de l'union de la gauche telle qu'elle se pratique au plan municipal.

Jean-François MERLE.

(1) Principalement à Nîmes, Massy et St-Brieuc.

Christian Pierre.
Lucien Praire.

DE LA PLANIFICATION CAPITALISTE A LA PLANIFICATION DEMOCRATIQUE.

Une économie peut-elle être à la fois "planifiée" et "autogestionnaire"?

Au terme d'une analyse du capitalisme moderne et des divers systèmes de planification aujourd'hui en vigueur dans le monde, Christian Pierre et Lucien Praire montrent qu'il n'y a pas de contradiction entre les deux.

La pensée socialiste dans l'actualité.

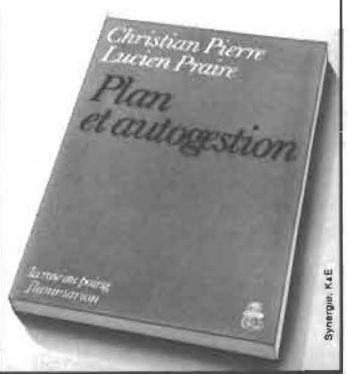
Le parlement va être appelé prochainement à voter le 7ème plan.

Ce débat suscite de toute part questions et réflexions.

Ce 5ème livre de la collection la Rose au Poing apporte une réponse socialiste.

broché
188 pages
18F.

EF FLAMMARION



COLLECTION LA ROSE AU POING.
FLAMMARION

Où faut-il gagner ?

Il est difficile de débattre de tactique électorale sans connaître d'une manière précise les situations concrètes qui doivent être affrontées.
C'est pourquoi nous avons effectué pour nos lecteurs le classement des villes de plus de 30.000 habitants, celles où se pose pour le Parti socialiste le problème du choix entre listes communes et listes homogènes.

Il y a (en mettant Paris à part) 219 villes de plus de 30.000 habitants, dont 29 peuvent être appelées « grandes villes » c'est-à-dire formant le centre d'une agglomération de plus de 200.000 habitants ou constituant le chef-lieu d'une région. Par ailleurs, près de la moitié de ces villes, 103 exactement, sont des communes de « banlieue » au sens large, c'est-à-dire des centres secondaires d'une agglomération plus vaste : 70 pour l'agglomération parisienne, mais aussi 7 pour Lyon, 5 pour Lille, 4 pour Marseille-Fos, etc. Cela n'enlève d'ailleurs rien à leur importance politique, bien au contraire. Il reste donc 87 villes constituant des centres autonomes de province, comme Valence ou Lorient.

On rappellera que Lyon et Marseille votent par secteurs, ce qui peut permettre l'entrée au Conseil municipal de listes différentes selon les secteurs (en fait, ce n'est le cas que d'un secteur sur 8 à Marseille et d'aucun sur les 9 de Lyon). Le gouvernement envisage d'étendre ce système aux communes les plus peuplées (plus de 100.000, 150.000 ou 200.000 habitants), ce qui serait la source de complications secondaires mais ne paraît pas, à soi seul, entraîner de changements dans le contrôle politique de ces villes.

On peut distinguer 8 types de situations.

La première série est celle des communes ayant déjà une municipalité d'union de la gauche à direction communiste. C'est le cas de 51 communes, dont 2 grandes villes au sens indiqué précédemment ; la majorité des autres sont des communes de banlieue. (cf. Tableau I)

Tableau I

13 Arles	91 Corbeil Ess.	93 Pantin
13 Aubagne	91 Ste Gnve des Bois	93 Rosny S/Bois
13 Martigues	91 Savigny s/O.	93 St Denis
18 Vierzon	92 Nanterre	93 St Ouen
30 Nîmes	92 Bagneux	93 Bagnolet
30 Alès	92 Colombes	93 Stains
34 Sète	92 Gennevilliers	94 Champigny
38 St Martin d'Hères	92 Levallois	94 Choisy le Roi
38 Echirolles	92 Malakoff	94 Fontenay s/Bois
52 St Dizier	93 Bobigny	94 Ivry
62 Calais	93 Aubervilliers	94 Orly
69 Vénissieux	93 Aulnay s/Bois	94 Villejuif
69 Vaulx en Velin	93 Drancy	94 Vitry
76 Le Havre	93 La Courneuve	95 Argenteuil
76 St. Etienne du R.	93 Le Blanc Mesnil	95 Garges les G.
80 Amiens	93 Montreuil	95 Sarcelles
83 La Seyne	93 Noisy le Sec	78 Sartrouville

Dans ces 51 cas, la plupart des éléments tactiques vont dans le sens de la conclusion de lignes unitaires. C'était d'ailleurs déjà la situation de 1971, à quelques exceptions près (Arles, Martigues, Alès, La Seyne). Il n'y aurait d'indications contraires que dans deux hypothèses :

- si un désaccord apparaissait sur la proportion du PS sur la liste, ou sur l'entente globale

dans un département,

si la pression du désistement apparaissait comme le seul moyen d'obtenir du PC des engagements sur le programme ou sur les méthodes de gestion municipale.

Ainsi, sur un plan strictement électoral (et ceci réserve tout jugement politique que l'on peut porter sur le bilan et les perspectives d'une collaboration municipale avec un PC majoritaire) il n'apparaît guère d'arguments en faveur de la conclusion de listes autonomes PS ou UGSD dans ces 51 villes.

Le second type de situation est celui des communes où la majorité de droite paraît difficilement réversible actuellement. Cette série comporte 31 communes. (cf. Tableau II)

Tableau II

03	Vichy
06	Nice
06	Grasse
20	Ajaccio
35	Saint Malo
37	Tours
49	Angers
49	Cholet
49	Saumur
54	Nancy
56	Vannes
57	Metz
57	Thionville
59	Marcq en B.
60	Compiègne
64	Bayonne
67	Strasbourg
67	Schiltigheim
68	Mulhouse
68	Colmar
69	Lyon
69	Caluire
74	Annecy
83	Hyères
85	La Roche s/Yon
92	Boulogne Bill.
92	Neuilly
94	St Maur
94	Vincennes
78	Versailles
78	St Germain

Il s'agit

de communes dans lesquelles les chances de l'emporter pour une liste de gauche, quels que soient ses contours, sont faibles. Cela ne signifie pas que la bataille soit sans intérêt, et qu'il n'y ait pas des cas où une progression importante puisse être obtenue. On peut même imaginer que certaines de ces communes soient gagnées, soit à la suite de rivalités à droite entraînant des élections triangulaires (Nancy, Ajaccio), soit du fait d'une mutation socio-politique en profondeur (cas d'Angers ou de Compiègne par exemple), que souligne la poussée des dernières élections cantonales.

Mais il faut remarquer que l'électorat de ces villes ne présente pas les mêmes traits de méfiance à l'égard de l'union de la gauche que les couches « républicaines » plus traditionnelles de l'électorat socialiste. Il n'est donc pas vraisemblable que la constitution de listes séparées donne un résultat très différent de la tactique d'union au 1er tour.

La troisième série de cas est constituée par les municipalités socialistes qui ont été élues dès 1971 en union de la gauche. Il s'agit de 18 communes, sans aucune grande ville. On y inclut Bastia, dirigée par un radical de gauche, et Agen, dirigée par une personnalité de gauche indépendante. (cf. Tableau III)

Tableau III

11	Carcassonne
20	Bastia
22	St Brieuc
27	Evreux
33	Talence
44	Rezé les Nts
47	Agen
56	Lorient
58	Nevers
62	Arras
69	Bron
79	Niort
82	Montauban
91	Massy
92	Suresnes
93	Bondy
93	Epinay
94	Alfortville

Notre

propos n'est pas de tirer des conclusions de l'expérience de gestion municipale effectuée... Mais sur le plan tactique, il paraît assez cohérent que l'entente conclue précédemment soit reconduite. Le réflexe de renforcement des équipes sortantes joue ici dans le même sens que la stratégie d'union de la gauche définie par le Parti. La rupture de la coalition existante n'aurait sans doute pas comme conséquence un renforcement électoral marqué pour le PS, et entraînant des risques évidents quant aux réflexes de l'électorat communiste au 2e tour. S'agissant de ces communes, on notera que dans quatre d'entre elles le PC a devancé le PS aux législatives (Evreux, Massy, Suresnes et Epinay), mais il paraît à peu près certain que dans une consultation municipale, le PS serait en tête. Les cantonales l'ont d'ailleurs montré à Suresnes et à Epinay.

Le quatrième cas est celui des municipalités socialistes déjà en place, qui n'ont pas été élues en coalition avec le PC ; certaines ont des composantes centristes ou modérées, d'autres non, mais il est clair que dans tous les cas, c'est le parti socialiste qui a l'apport électoral déterminant. Cela représente 33 communes dont 6 grandes villes. On y inclut La Rochelle (radical de gauche), ainsi que Quimper et Chateauroux dont les maires sont des personnalités proches du PS.
(cf. Tableau IV)

Ces situations posent un problème d'adaptation politique et un problème de sécurité électorale. La plupart des situations locales sont marquées par la difficulté de mutation psychologique d'anciennes équipes, par des craintes de « noyautage », etc. exprimées par les élus actuels. C'est une contradiction politique sérieuse, et dont la solution ne peut être trouvée que

Tableau IV

08 Charleville	53 Laval	64 Pau
13 Marseille	59 Lille	66 Perpignan
13 Aix en Provence	59 Cambrai	71 Chalon s/Saône
17 La Rochelle	59 Maubeuge	76 Grand Quevilly
25 Besançon	59 Roubaix	84 Avignon
25 Montbéliard	59 Wattrelos	87 Limoges
29 Quimper	60 Creil	92 Clichy
33 Mérignac	62 Boulogne s/mer	92 Chatenay Malabry
36 Chateauroux	62 Lens	93 Livry Gargan
38 Grenoble	62 Liévin	93 Sevran
44 St Nazaire	63 Clermont Ferrand	94 L'Hay les Roses

sur des arguments de fond. Mais il est utile d'examiner les situations locales.

Il est frappant de voir que, même dans les secteurs où la présence d'alliés modérés fait un « bruit » politique considérable, le poids électoral du PS dans les élections politiques lui permet de voir sans inquiétude le départ de ces alliés. Et dans la généralité des cas, l'existence d'une majorité de gauche est assurée. Il faut toutefois faire une réserve sur quelques cas dans lesquels la majorité de gauche peut apparaître, pas forcément menacée, mais relativement réduite et où la perte d'un électorat municipal politiquement incertain serait plus sensible que le déchet sur un désistement communiste. On peut ranger dans ce groupe : Aix en Provence, Besançon, Laval, Lille, Pau. Deux cas sont plus difficile, car le PC y représente une force plus importante : Quimper et Chateauroux.

Dans tous les autres cas, sans discussion possible, la constitution de listes d'union ne met pas en difficulté la gauche dans son ensemble, face à la droite. C'est parfaitement clair par exemple à St Nazaire, Roubaix, Perpignan, Avignon, Limoges, etc. Les éléments réels de la discussion ne portent pas sur l'enjeu électoral.

Le cinquième « cas de figure » est celui des communes ayant actuellement une municipalité de droite mais où la gauche a atteint, lors des dernières élections, un pourcentage qui la rapproche de possibilités de victoire, et où le PS a devancé le PC au 1er tour de 1973, ce qui lui donne vocation à conduire une liste d'union.
Il y a 40 communes dans ce cas, dont 9 grandes villes.(cf. Tab V)

Tableau V

01 Bourg en Br.	33 Bordeaux	69 St Priest
10 Troyes	33 Pessac	69 Villefranche s/S
11 Narbonne	34 Montpellier	69 Rilleux
13 Salon de Pro.	35 Rennes	71 Mâcon
14 Caen	42 St Chamond	73 Chambéry
16 Angoulême	44 Nantes	81 Albi
21 Dijon	44 St Herblain	81 Castres
26 Valence	50 Cherbourg	86 Poitiers
26 Romans	54 Vandœuvre les N.	88 Epinal
28 Chartres	59 Dunkerque	89 Auxerre
28 Dreux	59 Tourcoing	90 Belfort
29 Brest	59 Villeneuve d'Ascq	92 Meudon
31 Toulouse	60 Beauvais	77 Melun
		77 Meaux

Il ne faut pas surestimer la signification de pourcentages assez élevés dans les élections politiques : dans ces villes qui approchent du point de basculement, la nature des conflits locaux et la résistance des équipes en place comptent beaucoup dans les chances réelles. Il est très vraisemblable que ces chances, par exemple, sont meilleures à Toulouse qu'à Bordeaux, à Brest qu'à Nantes, à Chartres qu'à Dreux.
Dans ces situations, le choix d'efficacité entre listes communes et listes de gauche concurrentes ne paraît pas produire de différences très marquées quant aux résultats à en attendre (sauf peut-être à Chartres). On est typiquement dans des cas où la montée (parfois la remontée) du PS s'est faite sur une ligne unitaire, et où la capacité d'attirer de nouveaux soutiens n'est pas compromise par la coalition avec le PC. On peut soutenir que les chances de succès tiennent plus à la représentativité « sociale » d'une liste et à la capacité de mobilisation d'une campagne qu'à la présence du PC au sein de la coalition.

La sixième hypothèse est un peu symétrique : c'est celle où la gauche à des chances de conquérir la mairie actuellement détenue par la droite, mais où la di-

rection d'une liste de gauche unie est problématique. C'est la situation où en 1973 le PS est arrivé derrière le PC mais où, à l'heure actuelle, et compte tenu des résultats des cantonales, le rapport de force nouveau lui donne des chances de venir en tête (l'exemple le plus net étant Chatellerault).
Il y a dans ce cas 27 communes, dont 4 grandes villes.
(cf. Tableau VI)

06 Le Cannet	92 Asnières
15 Aurillac	92 Clamart
24 Périgueux	92 Courbevoie
41 Blois	92 Montrouge
42 St Etienne	92 Puteaux
42 Roanne	92 Rueil Malmaison
51 Reims	93 Gagny
65 Tarbes	94 Créteil
69 Villeurbanne	94 Maisons Alfort
71 Le Creusot	77 Chelles
76 Rouen	78 Conflans Ste Honorine
83 Toulon	78 Poissy
86 Chatellerault	78 Mantes la Jolie
92 Antony	

L'approche

de ces situations doit intégrer deux données :
- la possibilité d'obtenir un accord positif avec le PC dans le cadre d'une négociation départementale ;
- les risques inhérents à une concurrence, d'abord de se trouver plus bas que l'objectif escompté, ensuite de faire apparaître une insuffisante discipline unitaire de l'électorat socialiste. Certes, dans les cas où des chances très sérieuses de percée existent, il serait injustifié de les sacrifier parce que le PC refuserait d'examiner la situation réelle. Mais compte tenu des risques qu'introduisent ces concurrences, il y aurait de la légèreté à les multiplier dans les cas où elles risquent de donner des résultats négatifs : cas par cas, il peut être fructueux de faire un tri des possibilités les plus solides et de s'en tenir là.

Le septième cas est celui où les chances de la gauche de gagner une mairie actuellement à droite ont comme corollaire une prédominance du PC au sein de la gauche. Il y en a 12 dont une grande ville, le Mans.
(cf. Tableau VII)

Tableau VII

02 St Quentin	72 Le Mans
03 Montluçon	91 Athis Mons
18 Bourges	91 Viry Châtillon
51 Châlons s/M	92 Issy les Mlx
59 Douai	92 Villeneuve la Garenne
59 Valenciennes	92 Houilles

On se retrouve un peu dans le « cas de figure » des municipalités à direction communiste. Mais dans la mesure où le PS est là aussi en progression et où son électorat est récent, on peut s'interroger sur ses réactions.

Enfin, la huitième catégorie est celle des quelques villes où les situations municipales actuelles sont ambiguës du fait d'une position particulière du maire, inclassable entre la majorité et la gauche. Cela touche 7 communes, dont une grande ville : Orléans. (Cf. Tableau VIII).



Fotolib

06 Antibes	
06 Cannes	
13 La Ciotat	
19 Brive	
34 Béziers	
45 Orléans	
76 Sotteville-les-Rouen	

Il s'agit soit de maires socialistes exclus mais ayant des élus fidèles au Parti dans leur conseil, soit de radicaux ou centre gauche, et enfin de Jean Charbonnel, dont les positions hostiles à Giscard n'ont pas encore été suivies d'un reclassement officiel par rapport aux forces politiques réelles.
Dans ces situations, qui peuvent donner naissance à des chances sérieuses pour le PS, il n'est guère possible actuellement d'évoquer ce que peuvent produire les tactiques alternatives que nous essayons d'étudier. Il reste de multiples arguments à produire sur ce grand débat de la bataille municipale. Beaucoup, de nature politique générale, devront peser plus que les considérations tactiques, arithmétiques qui viennent d'être exposées. Il sera tout de même préférable de ne pas les oublier tout à fait.

Alain RICHARD



La démocratie locale à Grenoble

Il ne suffit pas d'invoquer la démocratie pour la réaliser. Partant de l'expérience grenobloise, C. Lacroix et D. Populus montrent la voie d'un approfondissement de la démocratie locale qui dépasse la contradiction immédiate entre la démocratisation des institutions municipales et l'extension du contrôle populaire à la base.

A Grenoble, les socialistes ont exprimé depuis longtemps, et particulièrement depuis 1965, le souci de voir progresser la « démocratie locale ». Au point de départ, une institution grenobloise traditionnelle : l'union de quartier, rassemblement d'habitants, fondé sur le volontariat pour la défense « d'intérêts locaux ». En 1965, le souci de sortir de leur léthargie les unions du centre-ville, et d'impulser leur développement dans les nouveaux quartiers, fut exprimé par la composante « gamiste » de la municipalité. A ce jour, une vingtaine d'unions de quartiers sont recensées. La municipalité a désigné un conseiller délégué pour être leur interlocuteur, des fonctionnaires municipaux instruisent leurs demandes, les conseillers assistent à leurs réunions dans leurs quartiers respectifs. En bref, un effort non négligeable est fait en faveur d'institutions capables de mettre en évidence les besoins courants du quartier et d'ajuster en retour les services fournis par la municipalité. Une étape et un minimum sans doute nécessaires à toute politique municipale.

Toutefois, après dix ans d'existence, les unions de quartier font encore profession d'apolitisme et ne sont guère représentatives des groupes sociaux du quartier, particulièrement du milieu populaire. Elle s'inscrivent de fait dans un courant de pensée qui prône davantage la « participation » des habitants que la mise en œuvre d'un pouvoir de contrôle. Si elles admettent parfois que l'Etat fait des choix politiques en matière de cadre de vie, elles attribuent, par contre souvent à la municipalité un pouvoir de résolution « technique et financier » pouvant s'affranchir de la lutte politique.

Dans de telles conditions, on ne répond pas (ou du moins très imparfaitement) à l'attente de la population. Attente d'une plus grande « démocratie locale » qui s'exprime par : le sentiment du caractère peu démocratique de la relation habitants/élus municipaux ; le sentiment d'une inégalité

flagrante du pouvoir d'intervention des divers habitants et groupes sociaux sur leur cadre de vie.

On peut comprendre ces réactions : d'une part le pouvoir municipal est exercé par transfert de pouvoir. Rares sont les temps de la vie municipale et ses secteurs d'intervention où s'exercent une réelle consultation, une active participation et un contrôle des habitants.
A titre d'exemple, les récentes actions d'information sur le budget et sur la crise des finances communales, marquées par l'absence de mobilisation constatée à la suite de ces actions fournissent bien une photographie de cette relation habitants/élus.

D'autre part, en même temps que se révèlent à eux les conditions d'exploitation à travers le logement, le transport, la fiscalité locale, la santé, etc. les habitants découvrent qu'ils n'ont pas tous le même pouvoir d'intervention dans ces domaines. Les plus atteints par cette exploitation, sont aussi les plus éloignés des mécanismes de décision. Ce n'est qu'à travers des revendications immédiates, des luttes souvent confuses et inorganisées que peuvent alors s'exprimer ces tensions. (ex : les grèves de loyers et de charges locatives dans les ensembles d'habitat social).
A Grenoble cependant, la municipalité a eu le courage de prendre à bras le corps ces difficultés. De nombreuses initiatives allant au-delà du soutien des Unions de Quartier (mise en place de moyens d'information municipaux nombreux et diversifiés par exemple) ont permis d'expliciter et de préciser cette question de la démocratie locale. Ces interventions peuvent être classées en trois catégories :

● Celles relevant d'une politique active de réalisation d'équipements collectifs et d'animation de quartier. Un effort d'investissement en centres sociaux, maisons de jeunes, maisons de l'enfance, foyers de jeunes travailleurs est entrepris. L'accent est mis sur les conditions diverses de leur fonctionnement « au quartier ». Au centre du débat ainsi créé : le contrôle démocratique des activités, les relations avec les mouvements d'éducation populaire, le rôle du travailleur social ou socioculturel.

● Celles relevant d'une politique de soutien de la vie associative sous ses multiples formes (soutien financier systématique aux travailleurs grévistes, construction d'une bourse du travail, aide apportée, entre autres, au planning familial, à l'Office Dauphinois des travailleurs immigrés, aux théâtres amateurs, aux associations d'éducation populaire et aux syndicats ouvriers...).

● Celles relevant d'une politique d'information municipale sur les problèmes de la ville. (journal mensuel, notes d'information à 3000 Grenoblois, visites de quartier, expérience de télédistribution...)

Si elles ont permis de préciser la question de la démocratie locale, toutes ces actions ont en même temps montré leurs limites. Les « malaises » décrits plus haut sont mieux perçus mais n'ont pas vraiment disparu. Il est important de tenter d'en analyser les causes.
Cette question a pris à Grenoble, un caractère particulier qu'il faut étudier plus précisément. En effet, la municipalité socialiste a hérité en 1965, d'un fort passif (insuffisance de la construction sociale et des équipements collectifs, anarchie de la promotion immobilière privée, etc...) servant de toile de fond et d'aliment à une revendication populaire posée en termes de pouvoir d'intervention.
On peut considérer à bien des égards, sans y voir matière à paradoxe, que la municipalité a partiellement atténué la dynamique de cette revendication de pouvoir par une politique audacieuse et fortement anticipatrice d'habitats et d'équipements. Plus la municipalité réalise, plus on attend d'elle en quelque sorte !
Il ne s'agit pas de minimiser les aspects positifs d'une telle politique. Il faut pourtant souligner qu'une trop grande partie de la population continue à considérer la municipalité comme une institution qui pourvoit à tous les services » et où les Grenoblois sont assimilés à des « assistés ».

La « revendication de pouvoir » a trop été le fait de nouvelles couches petites-bourgeoises. Elle s'exprimait davantage dans le sens d'une participation, même limitée, au pouvoir local que dans celui d'une mobilisation des organisations et mouvements existants sur les divers problèmes de la vie quotidienne des Grenoblois.

C'est ainsi qu'apparaissent des risques et des déviations :

● insuffisance de la mobilisation de la population et des organisations du mouvement ouvrier et, en retour, sensible dépolitisation du débat sur les questions municipales.

● Notabilisation sensible des unions de quartier et des multiples associations gestionnaires, ou non, d'équipements - traduisant l'insuffisance d'assises populaires et démocratiques de ces structures.

● Développement d'une technocratie para-municipale (urbanistes, sociologues, culturocrates...) conçue pour tenir tête aux administrations d'Etat, mais encline à échapper à la fois au contrôle politique des élus comme à celui de la population.

C'est pourquoi la question de la démocratie locale à Grenoble ne peut plus se limiter



Comment concilier le contrôle populaire et la démocratisation de l'action municipale

Rapho

à la perspective « participative » indiquée plus haut, c'est-à-dire celle d'une simple « démocratisation de l'action municipale ».
La complexité croissante des enjeux politiques portés par la municipalité, la diversité des terrains d'intervention de celle-ci, le contexte d'affrontement avec le pouvoir de même que les risques indiqués plus haut appellent une mobilisation beaucoup plus consciente et autonôme de la population - en particulier au plan politique - sur les problèmes qui la concernent directement.
Ceci implique donc de préciser ce que l'on attend par « développement de la démocratie locale ».
Bien souvent la confusion semble s'établir entre deux perspectives : celle qui vise à donner à la population, à travers les organisations collectives ou les mouvements les plus divers, une plus grande maîtrise sur ses conditions d'existence (logement, équipements de quartier, transports, santé, etc.). Celle qui vise à faire que les décisions municipales soient élaborées le **plus démocratiquement possible, compte tenu des limites d'une action municipale socialiste.**
Ces deux perspectives se confortant l'une l'autre, ne sont pas toutefois identiques.
L'une conduit à chercher dans le développement autonome des mouvements et organisations s'exprimant dans la ville, l'amorce d'un « contrôle populaire » des habitants sur leurs conditions d'existence. L'autre a pour but le renforcement du caractère démocratique de l'assise du pouvoir municipal : plus particulièrement par la mise en place de structures démocratiques de quartier détentrices d'un réel pouvoir.

Si elles sont concrétement poursuivies et reliées l'une à l'autre, ces deux perspectives (« contrôle populaire », « démocratisation de l'action municipale ») constituent une avancée de la « démocratie locale ». Ce n'est pas fréquemment le cas

Dans le contexte politique actuel, il faut sans aucun doute réaffirmer que l'Etat et la droite y font obstacle et que les progrès de la « démocratie locale » doivent passer principalement par un renforcement de la présence de la gauche dans les municipalités ; ce qui investit les municipalités, socialistes ou communistes, de responsabilités croissantes dans le combat contre le pouvoir d'Etat et la politique urbaine qu'il poursuit, mais aussi dans l'instauration de rapports démocratiques entre la population, ses organisations collectives, et la municipalité elle-même.
Dans un tel contexte de luttes et d'affrontements avec la droite les progrès de la démocratie s'inscrivent dans les perspectives politiques d'ensemble ouvertes par la gauche.
Si seul un changement politique peut instaurer une transformation profonde de la démocratie locale, il n'en demeure pas moins que des initiatives, prises dès aujourd'hui dans les communes

animées par la gauche, renforcent la mobilisation populaire.
Dans une telle conception la politisation des problèmes les plus quotidiens des travailleurs dans leur cadre de vie est nécessaire. Cela interroge tout d'abord les partis politiques, et particulièrement ceux qui se proposent, comme le PS, de changer les rapports sociaux et de ne pas se contenter d'occuper le pouvoir d'Etat. Dans cette perspective la démocratie locale ne se développe pas contre ou en dehors des partis politiques mais invite à leur transformation : ce n'est pas seulement faire de la vie de quartier une nouvelle scène politique, c'est l'inscrire dans l'action politique.
Cela interroge également la conception courante que l'on a de la démocratie locale.
S'agit-il de vouloir séparément, ou contradictoirement, des structures mises en place par les municipalités, d'une part, et, d'autre part, une vie associative stimulée sans référence à des luttes politiques d'ensemble ? En soi un effort de démocratisation et de décentralisation de l'action municipale (unions de quartier, commissions extra-municipales, actions d'information et de consultation...) ne peut être qu'un moyen adapté à une étape de la vie démocratique locale. En soi le développement d'associations diverses exprimant les attentes immédiates de groupes sociaux peut révèler les difficultés dans le cadre de vie mais ne peut jeter les bases d'une transformation sociale, économique et politique.
Mais il n'y aura de démocratie locale que dans la dynamique de l'affrontement des institutions politiques détentrices d'un réel pouvoir et des mouvements exprimant les intérêts des groupes sociaux (par le biais des partis, syndicats, associations, etc.)

Cet affrontement implique de faire exister au plan local des lieux où il puisse s'exprimer : lieux où les institutions puissent être contestées, lieux où elles aient la possibilité de s'expliquer sur les formes de réponses qu'elles apportent.

Il appartient aux municipalités et aux partis de gauche de créer de tels lieux tenant compte de la réalité actuelle de l'institution municipale, de son mode de désignation, et de la conception du combat politique local que nous venons de développer. L'expérience Grenobloise indique la voie d'un tel approfondissement de la démocratie locale qui dépasse la contradiction apparente entre la démocratisation des institutions et l'extension du contrôle populaire à la base.

Christian LACROIX
Daniel POPULUS

Lire Illich

On a beaucoup parlé en France d'Illich mais on le connaît finalement peu. Pourtant, son apport peut être essentiel pour l'élaboration d'une nouvelle critique des sociétés industrielles.
Dans son livre « Attention Illich » (1), dont nous publions ici un extrait consacré aux principaux concepts illichiens, Patrick Viveret montre, à la fois, ce qu'il y a de contestable et de positif chez l'auteur d'une « Société sans Ecole ».

C'est dans « La Convivialité » qu'Illich a le plus clairement synthétisé et conceptualisé son projet. Il le définit ainsi dans l'introduction de cet ouvrage : « Au long des années qui viennent, j'ai l'intention de travailler à un épilogue de l'âge industriel... Je voudrais dresser un tableau du déclin du mode industriel de production et de la métamorphose des professions qu'il engendre et nourrit.
« Par-dessus tout, je veux m'attacher à montrer ceci : les deux tiers de l'humanité peuvent encore éviter de traverser l'âge industriel, s'ils choisissent dès à présent un mode de production

(1) Edition du Cerf

fondé sur un équilibre post-industriel, celui-là même auquel les nations surindustrialisées vont être acculées par la menace du chaos »
Je reviendrai, dans le chapitre « Critiquer Illich », sur les concepts utilisés par l'auteur et sur la difficulté à cerner ce qu'il entend exactement par « âge industriel », ou « mode de production fondé sur un équilibre post-industriel ».
Pour l'heure, notons seulement l'objet central de la critique d'Illich : *le mode de production industriel.* S'il n'est pas forcément clair positivement, ce concept l'est au moins négativement : il indique que la critique portera aussi bien sur des modes de production capitalistes que socialistes en tant qu'ils sont industrialisés. Ainsi Illich fera toujours une analyse distincte de la Chine lorsqu'il critiquera les différents systèmes socialistes.
Deuxième concept clé du projet d'Illich : *la convivialité.* La société conviviale constitue chez Illich l'alternative nécessaire à la crise du mode de production industriel, mais ce concept reste lui aussi relativement imprécis.
« J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil. »
C'est donc tout à la fois la nature du rapport à l'outil et le type d'outil qui définit la société conviviale. Troisième concept clé, par conséquent, que cet « outil », qui sera au centre de l'analyse et de la stratégie illichienne.
L'outil, chez Illich, c'est aussi bien, comme l'explique Alain Dunand, l'ustensile, la seringue, la bicyclette, que les éléments de construction, les machines-outils, l'automobile. Mais c'est aussi l'usine, l'école, l'hôpital, les tribunaux, ou encore les voies de communication, l'armée et la technostructure. Sont également des outils les institutions productrices de biens ou de services et, notamment, celles qui prétendent fournir « l'éducation », la « santé », le « savoir » ou la « décision ». Concept très large, l'outil et le rapport à l'outil représente donc chez Illich le nœud central de l'analyse d'un mode de production, d'un système de rapports sociaux, d'une représentation idéologique.
Mode de production industriel, convivialité, outil : autour de ces trois concepts va s'ordonner la problématique d'Illich. Nous nous trouvons donc en présence d'un projet global, même si le caractère généralement assez flou des concepts utilisés ne lui donne pas l'aspect rigoureux qu'aurait une pensée critique systématisée.
Pour établir sa critique, Illich a forgé deux instruments théoriques nouveaux : la théorie du « double seuil de mutation » et celle du « monopole radical ».


Norma
La voiture n'est plus un bon outil de transport...

La théorie du « double seuil de mutation »

Conformément à sa méthode, Illich va asseoir cette théorie sur deux exemples : la médecine et les transports. Il s'agit pour lui de diagnostiquer le moment à partir duquel un « outil » finit par produire des « effets seconds » négatifs plus importants que ses résultats positifs directs.
Pour la médecine, Illich situe ces deux seuils au début du siècle et dans les années 50.

Le premier seuil correspond à l'époque où les progrès de la médecine ont permis au patient d'avoir « plus d'une chance sur deux qu'un médecin diplômé lui fournisse un traitement efficace »
Pourtant, indique Illich, « les résultats statistiques sur lesquels se fonde de plus en plus le prestige de la profession médicale ne sont pas, pour l'essentiel, le fruit de ses activités. La réduction souvent spectaculaire de la morbidité et de la mortalité est due surtout aux transformations de l'habitat et du régime alimentaire, et à l'adoption de certaines règles d'hygiène toutes simples : les égouts, le traitement au chlore de l'eau, l'attrape-mouches, l'asepsie et les certificats de non-contamination exigés des voyageurs ou des prostituées, ont eu une

influence bénéfique bien plus forte que l'ensemble des « méthodes » de traitements spécialisés très complexes ».

Mais c'est à partir de la seconde guerre mondiale que nous atteignons, selon Illich, un deuxième seuil, à partir duquel la médecine se met à créer autant de maladies qu'elle n'en soigne :
« Il a fallu du temps aux médecins pour identifier la nouvelle menace représentée par les microbes rendus résistants à la chimiothérapie, et reconnaître un nouveau genre d'épidémies dans les désordres génétiques dus à l'emploi des rayons X pendant la grossesse. Trente ans plus tôt, Bernard Shaw se plaignait déjà : les médecins cessent de guérir pour prendre en main la vie de leurs patients. Il a fallu attendre les années 50 pour que cette remarque prenne forme d'évidence : en produisant de nouveaux types de maladies la médecine franchissait un second seuil de mutation ».
L'analyse du double seuil chez Illich s'étend donc aux modifications que produit l'outil dans les rapports sociaux. La transformation du système médical en *monopole radical,* concept que nous aurons l'occasion de retrouver, conduit à une modification profonde du rapport à la maladie et au malade : déchirement du tissu social communautaire et familial qui entourait le malade, étrangeté croissante de la maladie, fût-elle bénigne, impossibilité de se soigner soi-même pour toute une série d'affections qui n'exigent pourtant aucune intervention spécialisée.
Ainsi, poursuit Illich, « Arrivé au second seuil, c'est la vie qui semble malade dans un environnement délétère. La protection d'une population soumise et dépendante devient le principal souci et la grosse affaire de la profession médicale. Les soins coûteux de prévention ou de cure deviennent un privilège : seuls les gros consommateurs de services médicaux y ont droit. Les gens qui peuvent rencontrer un spécialiste, être admis dans un grand hôpital, bénéficier de l'outillage de traitement de la vie, sont les malades dont on trouve le cas intéressant ou les habitants des grandes villes où le coût de la prévention médicale, de la purification de l'eau et du contrôle de la pollution est exceptionnellement élevé ».
Cette analyse du double seuil conduit Illich à critiquer les formes de contestation habituelles qui ne remettent pas en cause le type d'outil utilisé mais simplement son fonctionnement : « Les porte-parole des minorités critiquent l'absence de contrôle social sur l'administration de la santé et l'organisation des systèmes de soins. Veulent-ils nous faire croire qu'en participant aux conseils d'administration des hôpitaux ils pourront contrôler les agissements du corps médical ? ».

Cette théorie du double seuil, Illich la reprend en citant l'exemple des transports et d'autres institutions industrielles comme l'éducation, les postes ou l'assistance sociale : « Dans le cas des transports, il a fallu un siècle pour passer de la libération par les véhicules à moteur à l'esclavage de la voiture. Les transports à vapeur ont commencé d'être utilisés pendant la guerre de sécession. Ce nouveau système a donné à beaucoup de gens la possibilité de voyager en chemin de fer, à la vitesse d'un carosse royal, et dans un confort dont nul roi n'aurait osé rêver. Peu à peu on se mit à confondre bonne circulation et grande vitesse. Depuis que l'industrie des transports a franchi son second seuil de mutation, les véhicules créent plus de distances qu'ils n'en suppriment.
« En une décennie, conclut Illich, plusieurs institutions dominantes ont, ensemble, sauté gaillardement le second seuil. L'école n'est plus un bon outil d'éducation, ni la voiture un bon outil de transport, ni la chaîne de montage un mode acceptable de production ».

Le « monopole radical »

Au centre de la critique du mode de production industriel, il y a, chez Illich, l'idée d'une dépossession de l'autonomie d'un individu ou d'une collectivité. Au-delà de la destruction de l'équilibre entre l'homme et la nature, il existe un autre risque : « altérer le rapport entre ce que les gens ont besoin de faire eux-mêmes et ce qu'ils tirent de l'industrie ». C'est pour rendre compte de cette altération qu'Illich va utiliser le concept de *monopole radical.*
« Par ce terme, j'entends la domination d'un type de produit plutôt que celle d'une marque. Dans de tel cas, un procès de production industriel exerce un contrôle exclusif sur la satisfaction d'un besoin pressant, en excluant tout recours dans ce but, à des activités non industrielles ».

Le monopole radical diffère donc du « monopole » au sens économique habituel, qui exprime uniquement le contrôle exclusif par une firme des moyens de production ou de vente d'un bien ou d'un service. « Ainsi Nestlé impose sa marque de chocolat en contrôlant le marché de la matière première, un fabricant de voitures en contrôlant les importations étrangères, une chaîne de télévision en prenant une licence d'exclusivité. » Ce type de monopole, s'il réduit le choix du consommateur, n'aliène pas complètement sa liberté. Par exemple, dira Illich, « un homme assoiffé peut désirer une boisson non alcoolisée, fraîche et gazeuse, et se trouver limité au choix d'une seule marque, mais il reste libre d'étancher sa soif

en buvant de la bière ou de l'eau. C'est seulement si et lorsque sa soif se traduit sans autre possibilité dans le besoin compulsif, l'achat obligatoire d'une petite bouteille d'une quelconque boisson, que s'installe le monopole radical ».
Ainsi les transports peuvent prendre le monopole de la circulation. Les voitures peuvent façonner une ville, éliminant pratiquement les déplacements à pied ou à bicyclette : « Que l'automobile restreigne le droit à la marche, et non pas qu'il y ait plus de gens à conduire des Chevrolet que des Peugeot, voilà le monopole radical. Que les gens soient obligés de se faire transporter et deviennent impuissants à circuler sans moteur, voilà le monopole radical. » L'école peut exercer un monopole radical sur l'éducation et la médecine sur la santé. Dans tous ces cas, « la domination de l'outil instaure la consommation obligatoire et dès lors restreint l'autonomie de la personne ».
Cette analyse conduira Illich à redécouvrir, tout en partant d'une problématique complètement différente, l'un des principaux problèmes mis en évidence par Marx : la disparition de la valeur d'usage au profit de la valeur d'échange.
« Les moyens de satisfaire les besoins ne manquent pas, tant que les hommes restent dépendants de ce qu'ils peuvent faire par et pour eux-mêmes, le recours à des professionnels étant marginal. *De telles activités ont une valeur d'usage, et n'ont pas été affectées de valeur d'échange.* »
Nous reviendrons sur cet aspect de l'apport d'Illich dans la dernière partie de ce livre, en montrant tout l'intérêt théorique et stratégique d'une mise en rapport de sa pensée avec le marxisme.
Il est, en effet, frappant de constater comment des critiques venues de la nouvelle pensée utopique ou de la sociologie moderne rencontrent un certain nombre d'intuitions et de concepts de Marx, qu'il s'agit désormais de « déterrer » sous les différentes sédimentations « productivistes » du marxisme officiel.
En témoigne, par exemple, cette critique extrêmement moderne de l'un des mécanismes de l'inflation, l'usure rapide des produits, qui pourrait tout aussi bien être signée par Michel Rocard ou Jean Baudrillard : « La nécessité artificielle et l'usure planifiée sont deux dimensions distinctes de la surefficience, qui étayent une société où la hiérarchie sédimente le privilège... La meilleure façon d'ouvrir un marché est d'assimiler le produit nouveau à un important privilège. Si cela marche, le vieux modèle est dévalorisé, et le consommateur s'abandonne à l'idéologie de la croissance illimitée qui touche à la « qualité » améliorée du bien de consommation. Les individus, mais aussi les pays se classent socialement selon l'ancienneté de leur stock d'outils et de biens... Chaque nouvelle unité lancée sur le marché crée plus de besoins qu'elle n'en comble. Si ce qui est nouveau est mieux, ce qui est vieux n'est pas si bon ; le lot de l'humanité dans son écrasante majorité, est alors bien mauvais. Le nouveau modèle produit une nouvelle pauvreté. Le consommateur, l'usager, ressent durement la distance entre ce qu'il a et ce qu'il serait mieux d'avoir. »

Au-delà de l'utopie

Avant de préciser les éléments fondamentaux de cette alternative économique, sociale politique et culturelle qu'Illich nomme « société conviviale », il peut être utile de faire le point sur ces deux aspects fondamentaux de la lecture d'Illich qui vient d'être proposée : la méthode et la problématique.
L'analyse de la méthode illichienne nous a conduit à réfléchir sur la fonction de l'utopie, son apport complémentaire à celui de la pensée critique et sur le statut des exemples et des images qui constituent le mode privilégié d'expression d'une pensée utopique.
L'analyse de la problématique et particulièrement les concepts mis en place par Illich dans sa critique du mode de production industriel nous permettent d'aller plus loin. Même s'ils sont insuffisamment rigoureux, ces concepts expriment la présence dans l'œuvre d'Illich d'un travail théorique, d'une « recherche radicale », comme il l'indique lui-même, qui dépasse déjà la simple fonction de l'utopie. Certes, les concepts de mode de production industriel, d'outil, de seuil de mutation, de monopole radical, devront être à leur tour critiqués, si l'on veut donner à cette recherche une réelle assise scientifique. Mais, tels qu'ils sont, ils cernent déjà les contours d'un champ théorique en grande partie inexploré, à commencer par Marx lui-même : le rapport entre la critique d'un mode de production et la dépossession de l'autonomie individuelle et collective, c'est-à-dire l'exploration d'une articulation nouvelle entre exploitation et aliénation. Or, sur ce terrain, Illich apparaît paradoxalement beaucoup moins idéaliste que nombre de penseurs marxistes, qui se contentent d'analyser l'aliénation dans le seul champ de l'idéologie. C'est en effet d'abord dans la base structurelle du mode de production que l'auteur de « La Convivialité » cherche les racines de cette étrangeté de l'homme dans son rapport à la production et à l'outil, et non dans le simple « reflet » idéologique des rapports de production.
On le voit, une certaine « distance » dans la lecture d'Illich est nécessaire, pour dégager son œuvre de l'image quelque peu caricaturale que l'on s'en fait habituellement. ■

La C.F.D.T.

Le 37e Congrès de la CFDT se tiendra à Annecy du 25 au 29 mai prochain. Il ne sera sans doute pas l'occasion de l'une de ces mutations spectaculaires qui ont jalonné l'histoire de la CFTC puis de la CFDT, mais consacrera la réflexion en profondeur que la deuxième centrale syndicale française a engagée à partir de son projet socialiste autogestionnaire. Gérard Fuchs rappelle ici les grandes étapes d'une évolution déterminante pour le mouvement ouvrier français.

Pour la CFTC, née en 1919,

le Front populaire marquera la première vague de recrutement de masse sur des bases non confessionnelles.

Huit ans bientôt après Mai 68, la CFDT continue de déranger schémas et habitudes établis. Deuxième organisation du mouvement ouvrier français, avec plus de huit cent mille cotisants réguliers, elle poursuit la définition d'un type de socialisme original, qui ne découle pas directement des enseignements « scientifiques » de Marx et de Lénine. Confédération syndicale, elle entend tenir sur le champ politique une place de premier rang, spécifique, mais autonome par rapport aux partis. Deux raisons parmi d'autres qui lui valent succès et estime, mais aussi,



Fotogram

Huit ans après Mai 68 la CFDT continue de déranger les habitudes.

parfois même à gauche, méfiance et incompréhension. Perçue comme un phénomène nouveau, la CFDT plonge pourtant ses racines loin dans le passé. Si, en tant que Confédération, elle n'a été fondée sous le sigle CFTC qu'en 1919, le syndicalisme chrétien apparaît dès la deuxième moitié du XIXe siècle. La référence à la « doctrine sociale de l'Eglise » (1891) amènera cependant la CFTC à ne trouver que progressivement les réflexes de lutte et la conscience de classe de la majorité du mouvement ouvrier. En même temps, son refus du « marxisme athé » l'obligeront à se doter peu à peu son refus du « marxisme athée » l'obligeront à se doter peu à peu de bases idéologiques propres et contiendront probablement en germe les grands traits de l'évolution ultérieure.

Les dates essentielles de cette évolution sont connues, mais significatives, déjà, d'une grande capacité à prendre en charge les choix importants de la période. Le Front Populaire marquera la première vague de recrutement de masse sur des bases non confessionnelles. Les luttes de la résistance feront prendre conscience de l'importance de l'unité d'action entre les différentes organisations du monde du travail. Et les divergences avec la CGT n'empêcheront pas, dès la Libération, le groupe d'études « Reconstruction » de prendre en charge, au niveau de la réflexion et au niveau de l'action, ce problème de l'unité. Le débat interne sur ce point, l'engagement politique de la Confédération en faveur de l'autodétermination algérienne, vont accélérer l'évolution. Le Congrès de 1959 voit l'adoption des thèses de la planification démocratique, celui de 1964 est marqué par l'abandon de la référence chrétienne et l'apparition du sigle CFDT (les minoritaires du Congrès, environ 8 %, iront créer la CFTC maintenue »).

Tout sera prêt alors pour la rencontre de 68, entre une Confédération en pleine élaboration d'un projet de société fondé sur la liberté et la responsabilité, et le mouvement populaire, à la fois socialisant et libertaire, le plus puissant qu'ait connu la France depuis 1936.

Au 35e Congrès en 1970 :

les trois piliers d'un projet : autogestion, propriété sociale, planification démocratique

Avant d'introduire les éléments essentiels du projet actuel de la CFDT et de la stratégie qui le sous-tend, il convient de se pencher pour commencer sur leur mode d'élaboration, qui ne constitue pas une des moindres originalités de la centrale.

Pour la CFDT la revendication n'exprime pas simplement le sentiment immédiat des travailleurs : elle constitue déjà la mise en forme collective de l'expression spontanée. Par exemple, face à une insatisfaction sur les conditions de travail, on peut déjà réagir de diverses manières : se battre pour une prime ou exiger une modification de l'organisation du travail. Il y a donc un rapport dialectique constant entre ce qu'expriment les luttes et les perspectives de transformation plus globales, entre l'action à court terme et le projet à plus long terme.

C'est dire que l'élaboration de ce projet ne saurait être l'œuvre d'une avant-garde éclairée de la Confédération. Et de fait, le type de socialisme dont se réclame aujourd'hui la CFDT a été défini progressivement, par navettes successives entre la base et le sommet de l'organisation, par vérification et confrontation à travers les luttes les plus quotidiennes. La démocratie et le débat interne sont bien sûr dans cet esprit des éléments déterminants pour que le projet élaboré soit « juste », c'est-à-dire non-utopique parce que prolongeant les aspirations exprimées par les travailleurs. Démocratie syndicale mais même, plus largement, démocratie ouvrière : si l'organisation syndicale, de par son expérience, a vocation à proposer et à négocier, il appartient à l'ensemble des travailleurs de se prononcer sur les objectifs et les formes de lutte.

Cette conception de la CFDT explique sans doute pour une bonne part la rapidité avec laquelle la centrale a pu engranger tout ce qu'il y avait de positif dans l'explosion de 68, et aussi la nature même de son projet

Au départ se trouve une analyse originale du capitalisme. Originale parce que distincte de celle que fournit une lecture simplificatrice et bien répandue du marxisme. Pour la CFDT le capitalisme est un ensemble social articulé à trois niveaux : économique bien sûr, mais aussi social et idéologique. Des luttes des travailleurs ressort, en effet, la volonté de voir mettre fin aux

Fotolib



phénomènes d'exploitation et à ceux de domination et d'aliénation. Concrètement, la lutte contre la hiérachie et l'organisation du travail n'est pas dissociable de la lutte pour l'élévation du niveau de vie. Il ne suffit donc pas de nationaliser les grands monopoles pour transformer en profondeur les rapports sociaux existants. Il ne suffit même pas de « démocratiser » ensuite, progressivement, les institutions, du comité d'entreprise à l'Etat. Il faut changer la nature même du pouvoir dans la société.

D'où le fameux communiqué du 16 mai 1968 : « A la monarchie patronale et administrative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion ». D'où surtout le texte du document d'orientation adopté au 35e Congrès (1970), où après avoir fait de la lutte de classe le moteur de sa stratégie, la Confédération présente les trois caractéristiques de la société à construire : « autogestion, propriété sociale des moyens de production et d'échange, planification démocratique » et ajoute : « ces trois éléments, indissociables, ne peuvent être réalisés que dans une société socialiste..., société décentralisée au triple plan de la propriété économique, des procédures de planification et des structures politiques, (qui) s'oppose fondamentalement aux systèmes étatiques centralisés dont la preuve est faite qu'ils ne peuvent aboutir qu'au totalitarisme ».

En janvier 1974,

la CFDT développe sa stratégie « de l'Union des Forces populaires ».

L'objectif est ainsi défini dans ses grands traits, et permet à son tour une avancée dans le contenu et les formes des luttes. C'est l'époque où la CFDT met en avant les revendications d'augmentation non hiérarchisée des salaires et discute du rôle respectif du syndicat et du comité de grève réunissant tous les travailleurs. Après s'être prononcé sur ces points, le Congrès de 73 lancera naturellement le débat sur la stratégie. En janvier 74, la CFDT affirme que « la prise du pouvoir est le résultat de la conjonction des luttes sociales et des luttes politiques, convergentes et complémentaires » et introduit la formule de « l'Union des Forces Populaires » : « union de toutes les forces de gauche qui établissent sur une base de classe une convergence entre leurs stratégies, permettant de réunir les conditions de passage au socialisme ». Dans le respect de son caractère de force syndicale et autogestionnaire, la CFDT doit apporter sa contribution à la mise en place de cette union, qui doit se réaliser sur des bases anticapitalistes claires. La convergence doit être recherchée sur des « objectifs de transformation conduisant au socialisme » et établie « par la confrontation et dans l'action ».



Rassembler des revendications parcellaires autour d'un projet anticapitaliste *Miroglio*

Les premières propositions de tels « objectifs de transformation » commenceront d'être élaborées à la veille de l'élection présidentielle de mai 74 et leur signification exacte ne cessera ensuite d'être précisée : « Un objectif de transformation, c'est d'abord un moyen de mobilisation, un moyen d'assurer la convergence et l'enrichissement des luttes » ; « ces objectifs sont réalisables en fonction des rapports de force ». Extension du contre-pouvoir syndical, contrôle comme étape vers l'autogestion, autre type de croissance, villes rendues à leurs habitants... Toutes les revendications positives mais parcellaires se trouvent ainsi rassemblées, triées, organisées. Et la CFDT se trouve ainsi prête à aborder l'un des grands thèmes de son prochain congrès : le débat sur la transition.

Cette évolution, cet affinement progressif du projet et de la stratégie autogestionnaire de la CFDT ne se sont cependant pas réalisés à l'intérieur d'un champ

clos, isolé du reste de la gauche. En s'affirmant progressivement comme un élément moteur du mouvement ouvrier de notre pays, la CFDT se trouvait confrontée aux autres organisations syndicales, essentiellement SFIO et PSU, puis PS.

Au centre des débats CGT-CFDT :

les méthodes d'actions et le degré d'initiative des travailleurs dans les luttes.

A bien des égards, la nature des relations CFDT/CGT est significative. Conséquence logique de l'évolution interne de la CFDT, le premier accord interconfédéral a été signé il y a juste dix ans (accord de janvier 66 sur des « objectifs de lutte » communs). Mais l'unité d'action qui s'est développée, depuis lors, a été très largement une unité conflictuelle, rythmée par les inévitables querelles qu'engendraient les événements extérieurs. En Mai 68, la CGT réagira à l'autogestion en parlant de « formule creuse », de « revendication vague ». Mais un nouvel accord sera signé en 70. Le débat sur le gauchisme et le Programme Commun éloigne à nouveau les positions. Cependant, l'élection présidentielle de 74 conduit à un intéressant rapprochement et à un nouvel accord. Au centre des débats CFDT/CGT on trouve d'abord sans aucun doute les désaccords sur les méthodes d'action et le degré d'initiative des travailleurs dans les luttes : désaccords non seulement théoriques mais quotidiennement vécus par la base de la CFDT, désaccords qui seront et demeureront persistants. On trouve aussi les divergences sur la nature du socialisme à réaliser. (Documents de 72 sur autogestion et démocratie avancée, puis discussion sur la portée des nationalisations, le problème du type de développement...). On trouve enfin le débat essentiel sur le rôle du syndicat, aujourd'hui et dans la période de transition : maintien d'objectifs et d'une stratégie autonome ou soutien au Programme Commun de Gouvernement de la Gauche...

Cependant, sur la manière même d'envisager le dialogue interconfédéral, le débat a été presque aussi vif que sur le fond. A l'attitude de la CGT : « Ne retenons que ce qui nous unit, écartons ce qui nous divise », la CFDT n'a cessé de répondre, souvent avec succès : « Agissons sur ce qui nous est commun et débattons en public de ce qui nous sépare ». Attitude logique de la part d'une centrale qui se veut autogestionnaire et estime nécessaire de réaliser dès aujourd'hui un front consciemment anticapitaliste. Exemplaire, à cet égard, aura été le débat sur les augmentations non hiérarchisées des salaires. Résolument hostile au départ à une telle revendication, qu'elle jugeait devoir être mal perçue par les ingénieurs, techniciens et cadres, la CGT devra finalement l'accepter, devant l'écho qu'elle aura rencontré auprès des travailleurs. La CFDT de son côté sera d'ailleurs conduite à moduler son principe initial d'augmentations uniformes pour tous.

Au total, l'unité d'action aura fait évoluer les deux Confédérations. La CFDT aura été conduite à accorder plus d'importance au problème de la prise du pouvoir d'Etat et aura reconnu les dangers de certaines initiatives d'action « gauchistes ». La CGT aura amélioré sa pratique collective. Et si sa théorie du socialisme et de la transition a encore peu évolué, le constat que l'unité d'action a sans doute, en termes d'influence, plus profité à la CFDT qu'à elle-même ne sera pas sans peser sur elle à l'avenir. Nous sommes aujourd'hui plutôt dans une phase où l'unité d'action CFDT/CGT se distend, du fait de la CGT. Sans doute y a-t-il là une forme de retombée de la polémique PC/PS de l'année dernière. Mais la CGT ne peut réagir vis-à-vis de la CFDT comme le PC vis-à-vis du PS, en affirmant simplement : je suis la classe ouvrière, pas vous. Dès lors, il y a sans doute gros à parier que la CGT, confrontée au projet socialiste de plus en plus précis de la CFDT, devra dans les prochaines années accepter un certain réexamen de sa doctrine.

Les rapports CFDT-PS :

entre la conception léniniste et travailliste une nouvelle définition des rapports partis-syndicats.

Les relations CFDT/PS, de leur côté, ont parfois aussi été déterminées par les attitudes face à certains des thèmes politiques que nous venons d'évoquer. Mais, plus fondamentalement, la question centrale posée avec acuité est celle des relations parti-syndicat, dans l'entreprise mais, surtout, au plan national. Entre le syndicat « courroie de transmission » du léninisme et le « parti émanation du syndicat » du travaillisme, y a-t-il d'autres voies imaginables ?

La question est encore compliquée par les réflexes des deux parties prenantes : d'un côté un PS né avec pour référence essentielle l'Union de la Gauche et qui a toujours du mal aujourd'hui à admettre le refus de la CFDT de cautionner le Programme Commun ; de l'autre une CFDT consciente de l'importance de son rôle politique et méfiante à priori à l'égard d'un parti au passé souvent peu exemplaire. Et parfois des mots extrêmes se trouvent ainsi lancés : anarcho-syndicalisme ou attitudes anti-parti d'un côté, réformisme et électoralisme de l'autre. Et, souvent, des tentations contradictoires se font jour : pour le PS, tantôt celle de donner des leçons d'unité à une Confédération qui



Le drame du chômage : l'analyse de la crise actuelle sera au centre des travaux du 37e Congrès.

Miroglio

demeure réservée à l'égard des bases actuelles de l'accord entre les partis de la gauche, tantôt aussi, celle de considérer la CFDT comme un simple vivier où recruter des militants ouvriers déjà formés ; pour la CFDT, tantôt la tentation de donner des leçons de pratique à perspectives autogestionnaires, tantôt aussi, celle de voir s'affirmer à gauche un répondant politique qui l'aide à contrebalancer le couple CGT/PC.

Alors, pour en rester aux toutes dernières années, on voit la polémique autour des bases du Programme Commun mais aussi le soutien confédéral, en mai 74, au candidat commun de la gauche. On voit les Assises du Socialisme, qui conduiront de nombreux responsables cédétistes à s'engager au PS, moyennant de la part de ce dernier une prise en compte plus nette du projet autogestionnaire ; mais aussi, quelques mois après, une aigre querelle sur la crédibilité populaire de la gauche. Enfin, tout récemment, face à l'inculpation de militants syndicaux sous prétexte de « démoralisation de l'armée », on voit la réaction modérée du PS ressentie par de nombreux militants comme une rupture de solidarité face à une atteinte aux libertés élémentaires.

En vérité, si subsistent des différences d'appréciation sur les conditions à réunir pour que la gauche arrive au pouvoir avec le meilleur rapport de forces possible – quel niveau de conscience populaire est-il possible d'atteindre et comment ? – les conditions d'une plus grande compréhension entre la CFDT et le PS sont sans doute aujourd'hui réunies. Acceptation d'un dialogue soutenu, acceptation de l'autonomie de projet et de stratégie de chaque partenaire, refus de tout lien préférentiel : il y a là les bases objectives pour une cohabitation enrichissante. Il reste bien sûr le problème des relations pendant la période de transition au socialisme. Mais sur ce point chacun a encore beaucoup à préciser sa recherche, même si, à travers son prochain congrès, la CFDT semble décidée à aborder de front la question.

Le 37e Congrès

sera d'abord l'occasion d'une réflexion de la CFDT sur elle-même.

Ce trente septième Congrès, donc, qui se tiendra à Annecy du 25 au 29 mai prochain, que

peut-on en attendre ?

Tout d'abord, sans aucun doute une réflexion de la CFDT sur sa propre organisation. Celle-ci s'est développée ces dernières années de façon plus que satisfaisante : représentativité accrue (environ 22 % au total des élections professionnelles contre 50 % à la CGT et 10 % à FO), nombre d'adhérents en hausse constante (+ 43 % de 1967 à 1974). Mais les inculpations à propos de l'affaire de l'armée ont aussi révélé quelques problèmes de fonctionnement interne : s'il n'appartient pas aux instances confédérales d'élaborer seules les positions de la centrale, une limite doit aussi être définie pour les initiatives des instances de base. Ceci apparaît particulièrement nécessaire en ce qui concerne les instances interprofessionnelles, les Unions Locales, moins directement soumises au contrôle des militants que des syndicats ou des fédérations et de ce fait plus facilement « noyautables » par des organisations extérieures à la Confédération. Un équilibre structurel extrêmement intéressant est établi au plan global (où par exemple le Bureau National de 31 membres est élu par le Congrès sur la base de listes séparées pour les représentants nationaux (10), des Fédérations (10), des Régions (10) et des cadres (1) ; un tel équilibre n'est pas encore réalisé avec autant de bonheur aux niveaux de base.

Le Congrès se penchera aussi bien sur les problèmes d'action, et en particulier, une nouvelle fois, sur la liaison entre revendications et objectifs de transformation. Cette question sera essentiellement prise en compte à partir du problème des conditions de travail. Mais, dans une situation de crise économique et de chômage aigu, c'est aussi l'ensemble des luttes de la période qui sera soumis à examen. On peut déjà dire à ce sujet que si le début de la récession a, peut-être, été plus profitable à la CGT, qui retrouvait un terrain de revendication économique traditionnel, la situation qui va maintenant prévaloir trouvera une CFDT bien préparée.

Enfin, les débats du Congrès analyseront aussi les problèmes plus globaux : préciser encore davantage la nature de l'Union des Forces Populaires et le rôle des objectifs de transformation, réfléchir sur la nature de la transition, conçue non comme une étape mais comme une dynamique d'action : « Un processus de mise en place progressive du pouvoir des travailleurs doit se développer. Ainsi coexistent, pendant un temps, un pouvoir réel des travailleurs sur des décisions encore limitées, et un contrôle des travailleurs dans les domaines où le pouvoir de décision ne sera pas immédiatement accessible. Le processus de socialisation généralisera le passage du contrôle au pouvoir de décision » (avant-projet de résolution).

Quelles seront, sur l'ensemble de ces problèmes, les réactions des délégués ? On sait que la CFDT ne connaît pas de tendances institutionnalisées, qu'elle considère comme incompatibles avec son caractère de classe et de masse. Il y a cependant, bien sûr, comme dans toute organisation démocratique, des phénomènes de majorité et de minorité. La majorité actuelle (avec notamment pour les Fédérations, la Métallurgie, la Chimie, le SGEN et pour les Régions l'Alsace-Lorraine, le Nord, la Haute-Normandie, Paris,...) verra certainement approuvées les grandes lignes de l'action qu'elle a menée depuis le Congrès de Nantes (même si les conditions de la tenue des Assises du Socialisme font encore l'objet de quelques remous). C'est que l'opposition interne à cette action (que l'on présente parfois à l'extérieur comme « la gauche syndicale ») n'est guère en mesure d'offrir une alternative cohérente.

Avec toutes les nuances qu'il faut apporter à une classification trop sommaire, on peut dire que l'opposition regroupe une sensibilité plus « marxiste » et « programme commun » (région Rhône-Alpes, dans une certaine mesure PTT) et une sensibilité de type plus « syndicaliste révolutionnaire » (Fédération Hacuitex, Services, dans une certaine mesure la Banque...) L'influence directe d'organisations extérieures, comme la Ligue Communiste, a, quant à elle, plutôt décru depuis 1973. Selon le débat, les majorités donc ne seront pas les mêmes : la sensibilité « syndicaliste révolutionnaire » se retrouvera isolée sur une position de pointe sur l'armée, le problème des pratiques revendicatives (notamment dans le secteur nationalisé) fera apparaître d'autres clivages. Le débat sur la transition, malgré la difficulté parfois éprouvée à le faire prendre en charge à tous les niveaux de l'organisation, verra sans doute réapparaître la majorité et la minorité de 1973.

Cela dit, le 37e Congrès de la CFDT se déroulera dans un environnement radicalement changé par rapport aux congrès précédents. La gauche politique a retrouvé aujourd'hui une crédibilité qu'elle n'avait pas connu depuis longtemps, tandis que la crise du système capitaliste pose à la majorité giscardienne au pouvoir des problèmes d'adaptation peut-être insurmontables. La CFDT, dans ces conditions, pourrait connaître la tentation de renouer avec une conception plus traditionnelle et en tout cas plus sécurisante du syndicalisme. Peut-être même y sera-t-elle expressément invitée par certains. Ceux qui estiment qu'elle a joué un rôle déterminant dans le renouveau actuel de la théorie et de l'action socialiste souhaiteront quant à eux que ce 37e Congrès marque simplement une nouvelle étape : car le chemin n'est pas achevé qui conduit à la définition par le mouvement socialiste, dans sa totalité, des conditions qui permettront aux travailleurs d'acquérir enfin la maîtrise réelle de leur devenir.

Gérard FUCHS



J.-P. Paireault

Depuis vingt ou trente ans, les partis en France se définissent avant tout par rapport à l'Etat. Nous sommes dans une période, estime Alain Touraine, où la Société demande et attend sa revanche sur l'Etat. Le Parti socialiste sera-t-il l'agent politique capable de réaliser ce projet ? La réussite ou l'échec d'une prochaine expérience de gauche en France dépend en partie de la réponse qui sera donnée à cette question.

Lettre aux militants socialistes

Tout semble sourire au parti socialiste. On a peine à croire qu'il y a six ans à peine il était au plus bas. Presque d'un coup, le voici devenu un grand parti, de loin le premier. Il a retrouvé en même temps des hommes, des idées, des objectifs.

En écartant toute tentative centriste, en adoptant sans aucune équivoque possible une stratégie de gauche de l'action unitaire autour du Programme Commun, il a redonné l'espoir à toute la gauche.

Pendant un an, il a été attaqué par le PC ; il n'a guère répondu ; il a continué à gagner du terrain, à la différence de celui qui l'attaquait en termes souvent outranciers. Du même coup, la direction du parti socialiste se trouvait débarrassée, au moins provisoirement, de la pression du CERES. Car comment prêcher la priorité à l'Union quand le partenaire se fait accusateur ? Ceux qui à droite ont cru qu'ils pourraient le faire changer de stratégie ont perdu leurs efforts, erreur qu'ils paieront cher. Longtemps la gauche a passé pour ignorante en économie. Qui ne sait aujourd'hui

Il semble parfois que le choix lucide et irrévocable d'une stratégie de programme commun dispense d'inventer une politique.

qu'un nombre considérable d'experts sont engagés avec le parti socialiste et l'aident de leur compétence ?

Le militantisme renaît: aujourd'hui dans les usines, demain certainement dans les collèges, les lycées et les universités. Que demander de plus ? La mutation et la puissance du parti socialiste ne profitent pas qu'à lui. Elles garantissent à tous la défense des libertés et redonnent l'espoir d'un progrès social.

Cela suffirait, en effet, s'il ne s'agissait pour le parti socialiste que d'être le leader de l'opposition ou même d'attendre patiemment un jour, son entrée dans une nouvelle combinaison ministérielle...

Mais l'histoire de demain imposera au parti socialiste de plus lourdes responsabilités. Très prochainement, il peut parvenir au pouvoir, dans des conditions rendues nécessairement dramatiques par la Constitution, dans une situation économique troublée et dans un climat social qu'on ne peut imaginer calme, alors que pour la première fois depuis la Libération et le Front Populaire, les français auront conscience qu'une brèche est ouverte dans les privilèges, créant la possibilité d'une transformation profonde de la société.

Il semble parfois, que le choix lucide et irrévocable d'une stratégie de programme commun dispense d'inventer une politique, une image de la société et de l'Etat. Certains au parti socialiste se réjouissent de ce silence. Pour eux, la stratégie unitaire est l'alpha et l'omega du programme. Même quand le partenaire communiste se fâche ou tempête, ils veulent être unitaires pour deux.

Mais qu'est-ce qu'une stratégie sans politique ? Quel avenir un tel choix pourrait-il réserver au parti socialiste sinon son propre écroulement ? Puisqu'à ne pas réfléchir sur ce qui le différencie du PC, obligerait ses électeurs à n'être que plus modérés, donc à freiner, à mesure que le mouvement s'accélèrerait, jusqu'à la rupture et au glissement de quelques-uns ou de beaucoup vers le centre. D'ores et déjà, ceux qui ont rejoint le parti socialiste ou qui le considèrent comme la force dirigeante de la gauche n'attendent pas de lui qu'il soit seulement rose, mais qu'il apporte une autre, une tout autre conception de la société et de la vie.

Le parti communiste, lui, a une politique, même si ce n'est pas toujours la même. Plus l'organisation bolchevik s'approche du pouvoir dans notre type de société, plus elle devient déséquilibrée, oscillant entre la peur de perdre sa puissance militante et celle, plus grande encore, de s'enfermer dans une opposition sans espoir qui l'affaiblirait très vite.

Pourquoi le PS serait-il timide intellectuellement et politiquement, alors que son partenaire principal est lui-même hésitant - quoique toujours péremptoire - presque écartelé entre l'appel au peuple de France et le rôle dirigeant de la classe ouvrière, de son parti et de son idéologie ?

Surtout, comment le parti socialiste pourrait-il conduire les prochaines transformations politiques et sociales s'il ne développe pas dès maintenant les actions intellectuelles et matérielles qui lui permettront de résister aux pressions opposées de la gestion économique, de la démocratisation et des mouvements contestataires ? Le risque est toujours grand de voir éclater une union purement stratégique, de voir des forces à l'intérieur et à l'extérieur du parti socialiste déborder le PC à la base, tandis que les notables provinciaux du PS se replieraient sur de prudentes positions social-démocrates et que les directions des deux grands partis de gauche ou leurs militants entreraient en concurrence pour renforcer leur influence au détriment de l'autre. Souvenons-nous du Chili.

Nous ne savons pas exactement dans quelles conditions économiques, sociales et internationales, la gauche arrivera au pouvoir. Je fais l'hypothèse que ce sera dans l'effervescence, les pressions, les ruptures. D'autres peuvent avoir



Pinochet : Souvenons-nous du Chili...

une vision plus rassurante. Mais même s'ils avaient raison, la force du parti socialiste, serait, sans doute, davantage renforcée et les chances de passer victorieusement une passe difficile, plus grandes, si dès aujourd'hui le renouvellement de la pensée et de l'action politique ainsi que la préparation des grandes échéances de 78 étaient menées avec plus d'enthousiasme et plus d'imagination libératrice.

Le parti socialiste, qu'il le veuille ou non, est aujourd'hui le lieu politique où se manifestent de nouvelles orientations de la société et de la culture. Depuis vingt ou trente ans, les partis en France se définissent avant tout par rapport à l'Etat et Malraux, pour cette raison, n'avait pas tort de dire que la scène politique était dominée par les gaullistes et les communistes. Le redressement économique, le rôle croissant des échanges internationaux et des sociétés multinationales, et parallèlement une participation sociale élargie à l'éducation et aux mass-media, une circulation beaucoup plus active des personnes, des biens et des idées, enfin la crise de l'Etat national à la fois dans son organisation administrative et dans sa grande politique, tout a contribué à rendre à la société et à ses problèmes la prééminence sur la question de l'Etat.

Nous parlons encore souvent un langage jacobin, mais nos mœurs et nos idées ont déjà évolué. A tous les niveaux, la société demande et attend sa revanche sur l'Etat. Ce qui peut être seulement médiocre, n'être que l'addition des groupes de pressions et de corporations, dans un déluge de redistribution social-démocrate, profitant aux groupes les mieux organisés, relançant l'inflation, affaiblissant la capacité de production, paralysant l'Etat, doit être le contraire : la renaissance d'une société longtemps enfermée dans le conservatisme social et culturel par une croissance économique autoritaire et dirigée vers le renforcement des inégalités. Un gouvernement de gauche ne veut rien dire s'il n'est pas l'instrument de ce surgissement d'une société foulée aux pieds, enfermée dans le discours, méprisée par l'argent. Face aux sociétés multinationales et aux contraintes du système capitaliste mondial, ce n'est pas un Etat doctrinaire et solitaire qui peut imposer une nouvelle orientation économique et sociale. Mais il n'est pas vrai non plus qu'une nation n'est qu'un fêtu de paille sur le flot du capitalisme international. Une nation-Etat, forte de la mobilisation populaire et de sa capacité de décision peut, beaucoup plus qu'on ne le croit d'ordinaire, imposer sa politique, parfois en acceptant le rôle des multinationales quand elles sont créatrices de technologies nouvelles, parfois en négociant avec elles, parfois en rompant avec des empires purement financiers.

La force d'une nation vient de sa capacité à briser l'image d'une consommation en croissance linéaire et de contenu socialement indéterminé, purement marchand. Seuls un mouvement social et un gouvernement populaire peuvent créer un projet de société, inventer des alternatives, élargir donc, dans des contraintes assurément très réelles, des possibilités politiques de choix.

Les luttes sociales et le progrès économique ne peuvent se développer qu'à l'intérieur d'une collectivité qui se sent responsable d'elle-même. Le mouvement ouvrier a toujours eu conscience de cette responsabilité, pas seulement devant la classe ouvrière, mais de-

Le PS doit sortir de l'espace proprement politique et vivre en solidarité active avec les forces de transformation de la culture et de la société.

vant le peuple tout entier. Aujourd'hui, nous avons besoin d'une responsabilité plus étendue et plus profonde encore, non pour défendre je ne sais quelles traditions ou quelle identité, mais pour peser du poids de tout un peuple dans la production de notre avenir collectif.

C'est par là qu'il faut commencer : créer un espoir collectif qui doit emporter dans son courant à la fois les privilèges et les défenses corporatives et bureaucratiques.

Ce qui suppose le désir de transformer la vie, c'est-à-dire au plus profond les catégories de notre expérience culturelle et sociale. C'est pourquoi j'attends avec impatience du parti socialiste qu'il parle de l'éducation. Les travaux des sociologues, au-delà de leur diversité et de leurs oppositions, ont montré l'épuisement de notre idéologie scolaire. Depuis longtemps déjà l'école est davantage au service d'une culture scolaire qu'au service de la démocratie et joue un rôle de transmetteur et peut-être même de producteur d'inégalités tandis que l'Université est comme la trappe du père Ubu, où disparaissent ceux qui croyaient atteindre enfin à l'enseignement supérieur. L'éducation nationale est un champ de ruines gardé par des intérêts corporatifs plus soucieux de défense catégorielle que d'éducation.

Pour la première fois, voici quelques semaines, une voix nouvelle s'est fait entendre de ce côté. Le discours d'André Henry au Congrès de la FEN redonne espoir. Mais il faut convaincre la majorité des français de l'urgence d'une transformation radicale de l'éducation, ce qui ne peut pas être le fruit d'une « réforme », mais d'initiatives venant de partout, des enseignants et des enseignes, des pouvoirs locaux, des associations volontaires, des partis et des syndicats. Dans certaines situations, la mobilisation populaire se fait autour d'une barricade ou d'une armée. Aujourd'hui, elle doit se faire autour du désir d'un peuple d'être une société, s'inventant et se gérant elle-même, heureuse d'échapper à l'atomisation et à la manipulation pour produire son champ culturel et ses propres formes d'organisation sociale.

Si cette renaissance ne se produit pas, nous verrons le secteur culturel, comme d'autres, s'écrouler complétement, tiraillé entre les initiatives contestataires, les défenses corporatives, le poids des bureaucraties, les intérêts des filières élitaires heureuses de profiter de la décomposition de la pression démocratique.

Je ne demande certes pas au parti socialiste d'être l'avant-garde idéologique, politique et organisationnelle des luttes de masse. Ce vocabulaire et les représentations qu'il implique doivent être complètement abandonnés. Mais je souhaite que les forces politiques de gauche se placent, dès maintenant, devant l'image d'une société mise en mouvement et aussi en crise par leur propre victoire et par les attentes de ceux qui auront créé cette victoire, par leur vote et par leur militantisme.

Un gouvernement de gauche devra nécessairement mener de front plusieurs tâches, c'est-à-dire répondre à des contraintes et à des incitations souvent opposées les unes aux autres. En premier lieu, il devra mener une politique économique capable de rétablir le plein emploi, de manière durable, sans inflation et sans rupture avec l'environnement international, mais aussi préparer le saut en avant de l'économie française, par la concentration des efforts sur de grands secteurs de biens d'équipement et de services modernes.

Néanmoins cette action économique ne peut pas être isolée de la situation sociale dans laquelle elle s'exercera.

Une deuxième dimension sera donc le mouvement nécessaire et montant de démocratisation qui se manifestera dans les entreprises et dans tous les types d'organisation, qui sera animé par des organisations syndicales, mais aussi par tous les mouvements qui luttent contre la centralisation bureaucratique.

La troisième dimension sera re-

vendicative, et probablement comme la plupart des mouvements des dernières années, cette contestation sera à la fois culturelle et sociale, grand branle-bas dans lequel des groupes révolutionnaires, des mouvements utopistes, de simples forces revendicatives entreront en action. On parle du programme de la gauche ; ne faudrait-il pas parler davantage de la situation produite par l'action, par la victoire de la gauche ? A ne pas le faire, on risque une désarticulation grave entre une action conjoncturelle techniquement élaborée et des principes généraux qui ne pèseraient pas lourd devant la mise en mouvement de la société elle-même hors du contrôle des partis.

Il ne s'agit pas de choisir entre ces éléments que je viens de décrire, ni même de dire s'il faut donner la priorité à la politique économique, à la démocratisation ou aux mouvements de base. Personne n'est et ne sera en état de choisir selon ses préférences dans une situation comportant ces trois composantes.

D'autant moins que la gauche française n'est pas et ne sera pas unifiée. On peut imaginer ailleurs un parti-Etat imposant des priorités, des sacrifices économiques ou une répression sociale.

Tel ne sera pas le cas de la France ; elle devra entrer dans une zone de mouvements et de mutations sans avoir d'unité politique, idéologique et organisationnelle. Au moment, au contraire, où elle est elle-même en mutation, où la gauche modernisatrice et contestataire voisine avec des notables social-démocrates, des groupes gauchistes et le puissant appareil communiste, comment négliger les leçons de l'histoire ? Tous les Fronts Populaires se sont mal terminés. La multiplicité des contraintes décompose la capacité d'action politique d'un gouvernement lui-même hétérogène.

Certains répondent que l'économie française est beaucoup plus puissante aujourd'hui qu'en 36 et que ne l'était l'économie chilienne, que la gauche dispose de moyens de pilotage, d'une compétence sans commune mesure avec ce dont elle disposait dans les cas cités. Mais l'économie française est aussi beaucoup plus engagée dans des relations internationales et donc plus fragile et plus dépendante de son environnement.

Soyons sincères : qui de nous, en écoutant les attaques de plus en plus violentes du PC contre le PS quelques mois seulement après la campagne présidentielle ne s'est demandé avec angoisse ce qui se serait passé si le déplacement de quelques voix avait donné le pouvoir à la gauche ? Quelle aurait été la capacité d'action d'un gouvernement soumis à de tels déchirements internes ?

Deux solutions et deux seulement permettent d'assurer la force de gouvernement nécessaire dans une période aussi décisive. La première est la solution unitaire, la réunification de la gauche, l'effacement du Congrès de Tours et de plus d'un demi-siècle de conséquence. Mais cette hypothèse apparaît bien loin du possible, alors que le PC développe une politique propre, dans laquelle la référence au Programme Commun perd manifestement la place centrale, comme l'a montré son récent Congrès. Comment peut-on sérieusement penser à unifier des conceptions de la société et de l'action politique si différentes ? Reste la seconde solution : l'unité assurée par la prépondérance d'un des partenaires. Que serait une victoire de la gauche en Italie, par le moyen du « compromis historique », sinon celle d'une coalition largement dominée par le PCI, associé à un parti socialiste hésitant et affaibli et à des lambeaux détachés de la démocratie chrétienne ?

En France, la seule solution raisonnable est la victoire d'une gauche au sein de laquelle le parti socialiste jouerait un rôle moteur. Non seulement à cause de la puissance de celui-ci en nombre d'électeurs et beaucoup plus encore en nombre d'élus, mais aussi parce qu'il doit imposer activement sa représentation de la société et de l'action politique. Il ne suffit pas au parti socialiste de constater qu'à travers invectives et raidissements brusques le PC se transforme et se rapproche du socialisme démocratique, auquel le parti socialiste est identifié de manière ferme et constante, il faut encore qu'il sorte de l'espace proprement politique et vive en solidarité active avec les forces de transformation de la culture et de la société.

Ce qui suscite aussitôt une objection sérieuse : ce dynamisme et cette ouverture ne vont-ils pas au contraire affaiblir la capacité politique du PS, en le laissant pénétrer par les forces sociales les plus diverses, des intérêts corporatifs aux sectes utopiques ? Le danger est réel. La CFDT en a fait l'expérience. Mais si elle n'avait pas couru ce danger, la CFDT serait-elle la grande centrale syndicale qu'elle est aujourd'hui ? Et, n'est-il pas nécessaire que le PS soit dès aujourd'hui, avant sa victoire prochaine, capable d'assurer son autorité sur un mouvement des socialistes plus vaste et plus diversifié mais ayant besoin de l'action des dirigeants politiques désormais responsables de l'Etat.

Si la gauche continue à consacrer l'essentiel de ses initiatives à la stratégie des forces politiques les unes à l'égard des autres, elle échouera quand elle sera au gouvernement. Elle doit au contraire se préparer à vivre son grand problème, celui de toutes les transformations sociales, la combinaison d'une action étatique ferme et des forces multiples de transformation sociale et culturelle. Le parti socialiste doit simultanément renforcer sa propre organisation et la capacité d'action de ses dirigeants et être activement ouvert aux forces de mutation culturelle et sociale. Rien n'oppose ces deux objectifs mais ils s'opposent conjointement à la dégradation de la politique en stratégie et de la stratégie en tactique. Le parti socialiste aura de toutes manières la responsabilité principale du gouvernement. Qu'il se donne les moyens politiques et culturels de réussir son entreprise, de soulever la société française et d'associer l'Etat responsable au peuple en mouvement.

Alain TOURAINE

Les socialistes auront d'une façon ou d'une autre à affronter le problème de la fin du plein-emploi, Pierre Dupuis ouvre ce débat

La fin du plein emploi

Le plein emploi, c'est fini. On a beau retourner dans tous les sens les prévisions statistiques, les perspectives ne sont guère encourageantes. Les travaux du VIIe plan ne permettent pas d'escompter un nombre de chômeurs inférieur à 800.000 pour la période 1976-1980, dans la plus favorable des hypothèses, si des actions vigoureuses ne sont pas décidées.

Aujourd'hui, quelle que soit la façon de compter, le million de chômeurs est très largement dépassé ! Il faut en outre tenir compte du chômage à temps partiel qui concerne 300.000 travailleurs environ.

Et rien ne permet de tempérer pour l'avenir le pessimisme des estimations actuelles. Bien au contraire. D'abord parce que le développement du désir de travailler est un phénomène irréversible dans la population féminine. C'est un fait de civilisation qui pèsera lourd dans les années à venir au niveau de la demande d'emplois. Dans un premier temps, la situation de crise a certes eu tendance à ralentir ce mouvement. C'est ce que les économistes appellent la « flexibilité conjoncturelle » : en période de fort chômage, un certain nombre de personnes renoncent temporairement à chercher du travail, dissuadées par la difficulté d'en trouver. Mais ce n'est qu'une réaction conjoncturelle : à terme, l'attente, aujourd'hui consentie, se transformera naturellement en revendication d'emploi. Autre facteur aggravant pour l'avenir : la politique patronale d'accélération de la substitution du capital au travail. La réduction systématique de l'embauche fixe est en train de devenir un élément décisif de la politique des entreprises privées. J. Bidegain, du C.N.P.F., écrivait sans détours dans « Le Monde » du 22 avril 1975 : « L'obligation de considérer chaque nouvel emploi créé comme un coût de structure fixe incite les entreprises à une très grande prudence et à ne créer des emplois qu'en dernier recours. Plus on rend difficile les licenciements, plus on rend difficile les embauches ». Cette orientation aura deux conséquences qui se manifestent d'ailleurs dès maintenant : réduction du nombre de poste de travail stables et augmentation du nombre de postes de travail précaires (intérimaires, personnel en régie etc.). La crise n'a fait qu'accélérer à ce niveau un mouvement qui était déjà perceptible depuis plusieurs années.

Les perspectives sont donc probablement encore plus sombres que ce que laissent supposer les prévisions du VIIe plan. De ce point de vue le capitalisme est dans une impasse. Les politiques de relance n'ont eu que peu d'effet sur l'emploi. On s'aperçoit aujourd'hui que la croissance de la production peut redémarrer sans qu'il y ait relance de l'emploi. D'abord parce qu'il faut récupérer le creux de 1974 et de 1975 (pro-

AVENUE DU CHOMAGE

Réalisé par les Travailleurs de l'Imro
en occupation depuis le 29 septembre 1975
23, 27, rue du Pré-de-la-Bataille - ROUEN

C.G.T. - LIVRE

duction industrielle en recul de 14 %) avant de songer à développer les capacités de production existantes. Ensuite parce que la crise a accéléré la restructuration du capitalisme dans le sens d'une plus grande substitution du capital au travail. Les sommes du plan giscardien de septembre 1975 consacrées à l'investissement ont été utilisées pour rationaliser la production beaucoup plus que pour créer des emplois nouveaux. Le rapport investissement/création d'emplois devient de plus en plus élevé.

Il ne faut pas non plus oublier que nous sommes loin d'être sortis de la crise en ce qui concerne les perspectives de croissance. Les politiques de relance traditionnelles, d'inspiration keynésienne, ont ainsi montré leurs limites. Il faut inventer autre chose que les politiques keyséniennes pour dépasser la crise. On oublie d'ailleurs trop souvent qu'elles s'étaient révélées insuffisantes pour sortir de la crise de 1929 : il a fallu l'effort de guerre puis les tâches de la reconstruction pour donner au capitalisme un second souffle, second souffle qui n'a pu se prolonger qu'avec l'entrée dans la société de consommation.

A l'intérieur même de sa propre logique, le capitalisme a le choix entre trois politiques pour tenter de dépasser, ou de déplacer, ses contradictions actuelles.

Premier choix : la mise en place d'une société d'assistance développée. Il s'agit d'enregistrer comme un fait inéluctable la stagnation, voire la réduction, de la population active totale.On ne doit d'ailleurs pas oublier que de 1901 à 1962 la population active restait stable alors que la population totale augmentait de 8 millions d'individus : dans cette période la création d'emplois industriels et tertiaires compensait tout juste la diminution de la population employée dans l'agriculture et l'artisanat. Pour l'avenir, le Commissariat au plan estime qu'une augmentation de l'écart entre les ressources en main-d'œuvre et la population active se répartira pour 1/3 en augmentation du chômage et pour 2/3 en réduction d'activité. Une politique d'assistance suppose ainsi de multiplier les mesures dissuasives en matière d'emploi (notamment en ce qui concerne les femmes) et de perfectionner les mécanismes d'aide aux chômeurs. Par la bouche de Ceyrac, le C.N.P.F. a indiqué son intérêt pour le premier aspect de cette politique en proposant de développer les allocations pour la femme au foyer.

La perspective d'une telle société d'assistance apparaît difficilement supportable, socialement et financièrement. Financièrement, elle coûte cher et implique un important développement des prélèvements obligatoires (impôts + cotisations sociales). Socialement, cette solution créera des situations explosives : le droit au travail devient une revendication de plus en plus affirmée.

Deuxième choix possible : la fuite en avant dans une croissance forte : un taux de croissance annuel de 5 % sur la période 1976-1980 suffira tout juste à stabiliser le chômage. C'est ce qu'indiquent les travaux préparatoires du VIIe plan. Selon les experts, 1 point de croissance supplémentaire équivaut à la création de 60.000 à 200.000 emplois. En mettant les choses au mieux, il faudrait donc une croissance annuelle supérieure à 10 % pour retrouver le niveau d'emploi de 1970. Cette hypothèse reste largement une hypothèse d'école. Elle se heurte d'abord à l'obstacle de

La réduction de la durée du travail se traduira par une forte croissance du travail posté

l'inflation : il est exclu d'envisager un taux de croissance de cet ordre sans relancer de façon catastrophique l'inflation. Une nouvelle récession est donc la conséquence pratiquement inévitable de cette politique. Le coût social en serait par ailleurs excessivement élevé : développement accéléré du travail posté, croissance des emplois non qualifiés, recul des investissements collectifs. L'augmentation très forte de l'immigration serait le corollaire logique d'une telle politique qui exacerbe nécessairement les aspects négatifs des conditions de travail et de l'organisation du travail. Et surtout cette hypothèse ne prend pas en compte le problème des limites actuelles de la croissance, tant au niveau du modèle de consommation qu'à celui des effets sur l'environnement.

Troisième perspective enfin : l'action volontariste sur l'offre d'emplois. Il s'agit d'abord d'augmenter l'offre en abaissant l'âge de la retraite et en diminuant le temps de travail (retour aux quarante heures, embauche d'une cinquième équipe dans le travail au continu etc.) L'effet de ces politiques ne peut guère s'apprécier de façon mécanique. Mettre 200.000 travailleurs à la retraite, ce n'est pas automatiquement créer 200.000 postes de travail pour des jeunes. On l'a bien vu ces dernières années quand la politique des mises à la retraite anticipées a davantage été utilisée pour » dégraisser les effectifs » (notamment à la suite de concentrations) que pour créer des emplois. Il en va de même pour la réduction de la durée du travail, qui peut être très différente selon les secteurs, en termes de postes de travail dégagés. Il n'y a guère que dans certains secteurs administratifs que la réduction du temps de travail permet de créer des emplois en proportion arithmétique. Dans bien des secteurs industriels, la réduction de la durée du travail se traduira en outre probablement par une forte croissance du travail posté (à cause de l'augmentation moyenne du coéfficient de capital dans l'industrie qui implique un amortissement plus rapide du matériel).

C'est dans le domaine des services publics qu'une politique d'action volontariste sur l'offre peut s'avérer la plus efficace, tant la création d'emplois nouveaux est devenue nécessaire pour stopper la dégradation des services rendus (P.T.T. et services de santé notamment).

Globalement, une telle politique d'action directe sur l'offre contribue donc à accélérer le gonflement du secteur tertiaire. C'est d'ailleurs principalement de cette façon que la population active a pu croître de 1962 à 1973.

Or, c'est dans le tertiaire que la productivité progresse le plus lentement. La « tertiarisation » de la société implique donc, soit l'acceptation d'une baisse de la productivité moyenne de l'économie, soit l'accélération des progrès de productivité dans l'industrie pour maintenir cette productivité moyenne. Cette augmentation de la productivité dans l'industrie impliquant à la fois stagnation de l'emploi et dégradation des conditions de travail (cadences plus élevées, renforcement de la division du travail). Elle implique en outre une augmentation de la pression fiscale pour financer le développement de la création des emplois dans la fonction publique.

Aucune de ces trois politiques n'est donc viable. Le gouvernement et le patronat ne choisissent d'ailleurs pas, cherchant désespérement à composer un cocktail de mesures efficaces et peu coûteuses. Le C.N.P.F. parle de dissuader le travail féminin par une modification de la politique des allocations de salaire unique. Lionel Stoleru espère ralentir l'immigration en réhabilitant le travail manuel. Le ministre de l'Education nationale permet de titulariser davantage d'auxiliaires, etc. Ces demi-mesures ne définissent pas une politique. Toutes, elles butent sur des problèmes de structures : fiscalité, contrôle des investissements, rapports sociaux dans l'entreprise.

Des éléments empruntés à ces trois hypothèses ne pourraient en effet être appliqués sérieusement



Développer l'emploi, c'est aussi changer les conditions de travail

François Lehr/Fotolib

sans profondes réformes de structure. Au niveau fiscal, elles impliquent dans tous les cas une augmentation de la pression fiscale. On voit mal comment c'est possible sans profonde modification du système fiscal (impôt sur le capital, réforme de la T.V.A., meilleure prise en compte des revenus non salariaux). Or, cette réforme, le pouvoir giscardien ne veut pas et ne peut pas la mener à bien (le débat sur l'imposition des plus-values est bien instructif à cet égard). Maîtriser l'emploi sur un autre plan, c'est contrôler le rythme et la nature des investissements : impensable pour un gouvernement défenseur de l'ordre, de la propriété privée. Développer l'emploi, c'est aussi changer les conditions de travail en permettant aux travailleurs d'exercer un pouvoir de contrôle sur les décisions de l'entreprise : impossible pour un régime qui s'appuie sur l'autorité patronale.

Le paradoxe de la situation actuelle, c'est que le gouvernement est dans l'incapacité de prendre les moyens des politiques qu'il pourrait idéalement suivre.

Et la gauche alors ? A court terme, elle seule pourrait prendre des mesures de ce type : les premières propositions du plan en trois étapes, récemment publié par le P.S., et bon nombre de propositions syndicales s'inscrivent dans ce sens. Mais ce faisant la gauche ne fait pas autre chose que d'opérer, pour le capitalisme d'aujourd'hui, l'équivalent de ce qu'étaient les mesures keynésiennes en 1929. Le P.S. en est bien conscient. Voici pourquoi il parle de nouvelle croissance. Mais depuis que Giscard d'Estaing a fait figurer ce qualificatif dans la panoplie de ses références verbales, il y a urgence à préciser. Et il faut bien avouer que nous ne sommes guère avancés sur ce point. Pourtant la gauche n'a de chances de gagner en 1978, et surtout de rester au pouvoir si elle gagne, que dans la mesure où ce discours sur la nouvelle croissance se concrétise en propositions opératoires, notamment en matière d'emploi. La tâche est aussi urgente qu'ardue. On peut tenter dès maintenant de définir au moins les équations du problème à gérer.

Il n'y aura pas de retour à une situation de plein emploi (même relatif) sans remise en cause du rythme actuel de substitution du capital au travail. Les économistes n'abordent trop souvent cette question qu'à travers le problème de la baisse tendancielle du taux de profit. Elle n'est pourtant qu'un épiphénomène de cette réalité première. Cette substitution accélérée du capital au travail a été le prix à payer pour maintenir un taux de productivité de l'économie, élevé malgré le développement des activités tertiaires. Dans un premier temps, l'amélioration des conditions de travail (ateliers autonomes, recomposition des tâches, réduction des cadences) peut s'opérer sans baisse de la productivité, certaines mesures en compensant d'autres : l'enrichissement des tâches permettant par exemple de pallier la baisse de productivité consécutive à un ralentissement des cadences. Il faut également sérieusement reconsidérer l'automatisation et l'informatisation de certains processus de travail ; le bilan étant loin d'être toujours positif, aussi bien en termes d'emplois qu'en termes de productivité ! Mais au bout du compte, ralentir le mouvement de substitution du capital au travail, c'est inévitablement accepter un ralentissement des progrès de productivité. Il n'y a que ceux qui n'ont jamais travaillé en usine qui s'en plaindront d'un point de vue « économique » !

La question du volume d'emplois et du nombre de postes de

travail dans la société se pose également en termes de débouchés et de demande économique finale. Or les secteurs entraînant jusqu'à maintenant l'activité économique commencent à s'essouffler (cas de l'automobile et de l'aéronautique) pour diverses raisons. Parler de nouvelle croissance, c'est donc définir de nouvelles activités entraînant l'économie. Il faut faire des fonctions collectives le pôle dynamique de la croissance : c'est une première orientation. Mais cette orientation implique un accroissement de la pression fiscale et est donc indissociable d'une profonde réforme fiscale. Au niveau industriel, c'est le concept de secteur de pointe qui doit être réévalué. Les secteurs dits de pointe sont en effet loin d'avoir eu un effet véritablement moteur sur la croissance, on commence à s'en rendre compte. Du point de vue technologique, la variable décisive est celle de l'autonomie. En dernière instance c'est donc une variable militaire dont la clef est la politique de défense. Elle nous échappe donc pour une part : c'est une contrainte. Mais il est faux de considérer que la prise en compte de cette contrainte détermine l'ensemble des choix en matière de politique technologique.

C'est la notion même de coopération avec les pays du Tiers Monde qui peut nous conduire à préciser les modalités d'un diversification de la politique technologique.

Les pays du Tiers Monde seront gros demandeurs de « technologies alternatives » adaptées aux réalités de leur développement. Plutôt que de tabler sur les contrats-mirages des pays du Moyen-Orient portant sur des technologies lourdes classiques, la France peut occuper une place de premier rang dans la mise en œuvre de technologies alternatives, facteurs d'emplois dans le Tiers Monde. La définition d'un nouveau type de développement dans les pays industrialisés est indissociable de la définition d'un nouveau type de développement, plus autonome, dans le Tiers Monde.

Redéfinir la politique industrielle, la notion de secteur de pointe et d'activité entraînante ne suffira pas à régler le problème de l'emploi. Car la crise de l'emploi est aussi la crise de la notion de travail dans les sociétés industrielles développées. C'est le rapport entre la notion de travail et celle d'activité sociale qui est en train d'être bouleversé. On le voit bien en ce qui concerne le travail féminin : toutes les femmes ont des activités, mais beaucoup aspirent à un travail socialement reconnu. Il en ira bientôt de même pour les personnes âgées avec l'abaissement de l'âge de la retraite et l'allongement de la durée moyenne de vie : elles aspireront de plus en plus à exercer des activités sociales utiles et reconnues. La critique de l'école coupée de la vie va dans le même sens : bien des étudiants aspirent à une meilleure insertion dans la vie sociale. Or la quantité de postes de travail disponibles variera peu, alors que la demande d'activités socialement utiles et rénumérées ira croissant. C'est en fait le cœur du problème. Il ne pourra être résolu que dans la définition d'un nouvel équilibre à l'échelle de toute la société entre travail et vie sociale.

Dans le passé, cet équilibre à venir a longtemps été compris comme l'avènement d'une société de loisirs par la diminution du temps moyen de travail (diminution journalière, hebdomadaire, annuelle, à l'échelle de toute une vie). Mais si le temps socialement travaillé a diminué comparativement à la quantité de biens produits, il n'affecte pas arithmétiquement les différentes composantes de la durée du travail : il y a moins de personnes qui travaillent en proportion de la population totale, mais elles travaillent pratiquement aussi longtemps qu'autrefois.

Il n'y a pas de solution sans diversification du modèle productiviste qui assimile le travail aux activités exercées à l'usine ou au bureau. Mais cela implique en retour de repenser le rapport revenu/activité sociale.

La question clef est de savoir comment l'extension des activités non marchandes, individuelles et collectives, peut faire l'objet d'une rénumération sociale. C'est aller à contre-sens de ce que propose René Lenoir, le secrétaire d'Etat à l'action sociale, lorsqu'il prône le développement du bénévolat, figeant ainsi le rapport travail (activité rénumérée)/activité sociale (activité non rénumérée).

Une autre croissance, c'est encore, et peut-être d'abord, une croissance qui se fonde sur des rapports sociaux différents : rapports de pouvoir mais aussi rapports d'argent (les deux étant d'ailleurs constamment liés comme on le voit en analysant les structures hiérarchiques). La réduction des inégalités est la condition essentielle de possibilité sociale d'une croissance moins rapide en termes marchands. On doit d'ailleurs s'interroger sur le fait qu'une partie importante des revenus les plus élevés n'est pas tant consacrée à acquérir une plus grande quantité de biens qu'à payer très cher la diminution de certaines nuisances : appartements de luxe pour payer le calme et le silence, logements chers dans le centre des villes pour réduire la fatigue des transports, alimentation coûteuse pour éviter les produits industriels etc. Une grande partie des revenus les plus élevés est ainsi consacrée à restaurer une qualité de la vie dégradée et menacée. C'est en ce sens qu'un effort d'ensemble pour l'amélioration générale du cadre de vie peut accompagner et favoriser une forte réduction des inégalités. ce n'est qu'au prix d'une vie sociale plus égalitaire qu'une autre croissance peut être envisagée.

Ces quelques pistes de travail sont encore bien sûr trop floues. Mais leur esquisse indique le lieu d'un travail déterminant. A ne pas les prendre en compte la gauche risquerait fort de devoir se contenter de gérer la mutation d'un capitalisme essoufflé : elle y perdrait son crédit et ses chances d'imprimer à l'histoire la marque de ses espérances.

Pierre DUPUIS

A la recherche de leur identité, vacillant devant leur crainte du salut, possédés par l'amour de la vie, ainsi sont parvenus jusqu'à nous les passions, les désirs de 25 des 250 habitants de Montaillou.

Montaillou, village occitan



« Travailler, c'est l'éventuel des petites gens » *Roger Viollet*

Il ne faut pas chercher à Montaillou les fastes des salons mondains ; bijoux, lustres, satin et lits à baldaquin y sont absents. Hors de ces espaces longtemps parcourus par les élites sociales, Le Roy Ladurie se tourne vers les muets de l'Histoire : le petit peuple, les travailleurs anonymes d'une terre ingrate du Haut-Ariège.

La démarche n'est pas en soi novatrice ; elle se veut descriptive, au niveau de la vie quotidienne : **« Travailler, c'est l'événementiel des petites gens ».** Pourtant, la sensibilité qui traverse ce livre et la valeur du document en font une œuvre essentielle.

A l'origine de cette aventure, se trouve Tournier, évêque de Pamiers de 1317 à 1326, futur Pape en Avignon. Homme méticuleux, il traque l'hérésie cathare avec la précision d'un géomètre ; les interrogatoires se multiplient (578), les scribes qui l'entourent, constituent des dossiers et les pauvres habitants du diocèse se racontent. A la recherche de leur identité, vacillant devant leur crainte du salut, possédés par l'amour de la vie ; ainsi sont parvenus jusqu'à nous, les passions, les désirs, l'image du monde de 25 des 250 habitants de Montaillou.

Ce petit village perdu, isolé dans la montagne, homogène dans sa

Une liberté sexuelle organiquement liée aux conditions économiques.

misère, est cependant très marqué par l'importance des différenciations sociales : l'écart de fortune est de 1 à 50.

D'un côté, le pauvre pâtre Maury symbolise la mobilité, l'instabilité de la vie, le détachement des biens de ce monde, homme de la cabane temporaire , épicentre de sa sociabilité. De l'autre, le curé Pierre Clergue, homme du monde immobile, rivé à son église, à sa **domus**(maison, en latin) qu'il tisse patiemment par la multiplication des liens avec les autres grandes familles du village. Les Clergue dominent ; intermédiaires d'institutions lointaines, ils incarnent le pouvoir tant spirituel que temporel ; Bernard, le frère de Pierre, remplit les fonctions de juge, percepteur pour le comte de Foix et commissaire de police ; tous deux prélèvent les dîmes sur la population de Montaillou. Quant à P. Maury, il erre, berger par-delà les frontières, de l'alpage à la plaine, entre ciel et terre, libre dans son renoncement à toute thésaurisation, devant renoncer à l'indépendance économique pour louer sa force de travail à des cultivateurs ; contrainte qu'il supporte mal : amoureux de la liberté, il ne peut rester salarié d'un même patron plus de deux ans.

L'on est frappé de la virulence des antagonismes, du caractère conflictuel des relations dans ce village. La domination d'une domus, comme celle des Clergue, voit se dresser contre elle d'autres familles. La lutte sociale y semble d'autant plus âpre que l'espace est restreint et les rouages du pouvoir plus accessibles. La course pour le pouvoir local est toujours ouverte et lorsque l'inquisition détruira le clan hérétique des Clergue, le clan catholique rival, celui des Azéma, sera prêt à prendre la relève, ouvrant la brèche, brisant le réseau des liens d'influence des Clergue.

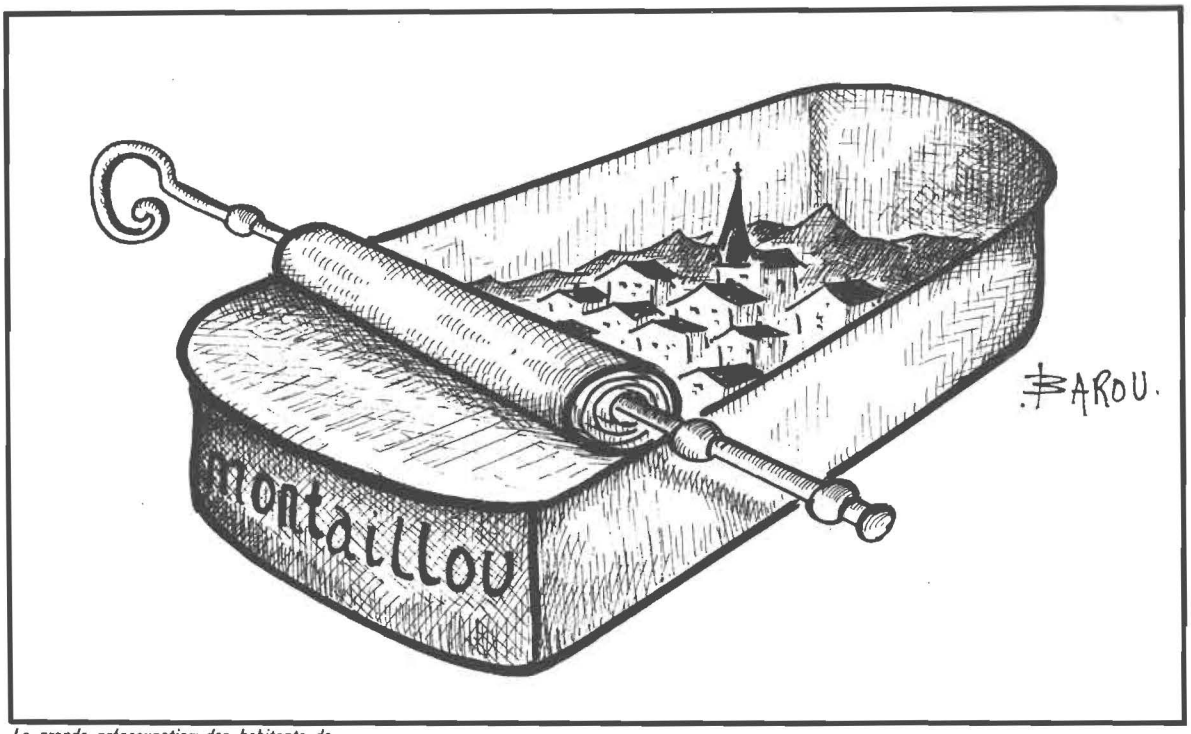
La loi du clan le plus puissant, comme dans les sociétés antiques, est inexorable, nul n'y échappe ; elle est dans un rapport d'immédiateté avec la population du village ; oppressante, unique, absolue, plus encore que la lointaine autorité seigneuriale du comte de Foix.

En ce XVIe siècle (c'est l'époque de la guerre de Cent Ans), le comportement face au désir est encore empreint de spontanéité, de liberté. Cette liberté sexuelle semble organiquement liée aux conditions économiques.

Le berger errant, P. Maury, dépourvu de domus, ne peut envisager ses désirs que dans le cadre de liaisons passagères, saisonnières, adaptant ainsi son affectivité au rythme de la transhumance et au niveau de sa pauvreté qui ne lui permet pas de se marier. Quant au fameux P. Clergue, voué au célibat par sa condition de curé, il ne faut pas chercher chez lui un sens prononcé de la culpabilité en matière sexuelle. Il compte à son actif plus d'une douzaine de maîtresses : séduisant les femmes mariées, défiorant des jeunes filles de 14 ans, il va jusqu'à transporter le lit d'une de ses maîtresses à l'église ; liaison qu'il avait entamée au confessionnal.

Il faut pourtant se garder de théoriser quelques cas ; cette instabilité, cette vie éclatée, restent marginales. La clef de voûte du système villageois reste le mariage, seul moyen d'assurer la pérennité de la communauté et de permettre à chaque Domus de s'enrichir grâce aux enfants ; richesse absolue dans ce mode de production agro-pastoral.

L'isolement du village, le faible brassage social qui en résulte, le désir de vivre dans une communauté de conscience , cathare ou catholique, les contingences sociales dans le choix du conjoint ; toutes ces données fort contraignantes, poussant au maximum à l'endogamie, ne parviennent pourtant pas à briser l'amour passionnel qui reste une valeur essentielle à Montaillou. Les sentiments amoureux sont magnifiés dans la conscience de ces villageois et lorsqu'ils existent, peu importent les tabous, ils basculent sous les foudres du désir ; ainsi s'exprime Grazide, femme que P. Clergue a défloré à 14 ans : « Avec P. Clergue, ça me plaisait. Donc ça ne pouvait pas déplaire à Dieu. Ce n'était pas un péché ».



La grande préoccupation des habitants de Montaillou : le salut

Montaillou est surtout le dernier refuge de l'hérésie cathare. L'église établie ne répond plus aux besoins spirituels du fait de son enrichissement grâce aux progrès de la monétarisation au XIIIe siècle.

Nous sommes à un moment de mutation, avec les progrès de l'économie, l'affirmation de l'Etat, le monde s'individualise à tous les niveaux et l'homme se trouve confronté à lui-même. Il n'est plus le reflet d'une entité collective. Ces bouleversements engendrent l'angoisse et souvent le rejet de la hiérarchie ecclésiastique, des intercesseurs traditionnels auprès de la Divinité. Les cathares prônent la pauvreté ; le riche sera exclu du paradis. Ils contestent l'esprit de lucre du clergé, et s'en prennent déjà aux indulgences vendues en masse aux pauvres gens. Ils renient plusieurs sacrements essentiels de la religion catholique comme l'eucharistie ou encore le baptême dont le prédicateur Bélibaste, annonçant en cela Luther, affirme : « Le baptême fait dans l'eau, n'est d'aucun profit... C'est seulement la foi qui sauve l'âme ».

Mais les fidèles sont divisés en deux catégories : l'élite, détachée des biens du monde, vouée à l'ascétisme ; ce sont les « Parfaits ». Il y a les autres, la multitude, les simples croyants ; pour eux, point d'obligations, puisqu'ils sont souillés, peu importe ; tout leur est interdit donc tout est permis comme le pratique le curé P. Clergue. Ils doivent attendre pour être sauvés le moment de leur agonie ; ils reçoivent alors le « consolamentum » qui les purifie. Nous sommes ici au centre de l'angoisse des habitants de Montaillou, Cathares et catholiques : la préoccupation du Salut.

L'homme se retrouve seul, individualisé, face au jugement de Dieu, devant la dernière tentation du Diable au chevet du mourant. Les cathares donnent à ce moment un caractère particulièrement insupportable, avec la pratique de l'« endura » à partir de laquelle l'agonisant doit renoncer à toute nourriture. Le contexte historique du XIIIe siècle éclaire en partie cette dramatisation du salut de l'homme ; d'une part l'individualisation de la vie économique et sociale mais aussi la fin définitive des croisades, l'échec devant la Jérusalem terrestre qui reçoit une explication dans le péché que l'Oc-

A Montaillou, la rupture avec la société englobante se fait sur une base religieuse, celle de la voie cathare avec son éthique et son idéal démocratique.

cident doit expier pour conquérir la Jérusalem céleste.

Le Roy Ladurie reconnaît à la problématique marxiste une certaine pertinence tout en considérant que le concept de lutte de classes opposant les groupes féodaux à la paysannerie serait néanmoins assez éloigné de la réalité conflictuelle de Montaillou.

Certes, nous avons vu que les luttes classiques sont primordiales, elles expriment le plus souvent les tensions au sein du village, mais nous sommes en un lieu d'isolement par son site : 1 300 m et sa situation périphérique par rapport à l'espace français. Nous ne nous étonnons donc pas de trouver une réalité où se juxtaposent plusieurs rapports sociaux de production.

Cependant, les traits spécifiques d'une formation sociale féodale au niveau des liens entre les diverses instances du mode production sont à tout moment présents dans la réalité humaine de Montaillou. La première caractéristique de l'époque féodale est la dominance du discours idéologique, ici religieux. A Montaillou, en effet, la rupture avec la société englobante se fait sur une base religieuse ; celle de la voie cathare, avec son éthique et son idéal démocratique qui opère un transfert de l'aspiration sociale vers un monde céleste, vers un paradis égalitaire.

Les villageois discutent avant tout religion ; c'est encore elle qui détruit l'équilibre des pouvoirs en s'attaquant aux hérétiques. Le pouvoir essentiel qui parvient à renverser les hiérarchies existantes, à briser l'autonomie d'un village perdu à 1 300 m, n'est autre que l'évêché de Pamiers. Le clergé est donc bien le premier ordre de la société féodale et le discours religieux domine sans contrepoids, les comportements des Montallionais. La lutte des classes se trouve occultée par la religion, elle est médiatisée par le monde de l'au-delà où le rapport entre riches et pauvres sera inversé ; croyance qui permet d'éviter que n'éclate une explosion sociale entre féodaux et paysans.

L'influence de l'instance économique est aussi très perceptible dans ce pays pauvre qui refuse de payer les dîmes, refus qui est bien souvent à la base de la rupture avec l'église catholique. Celle-ci répond, en effet, à la résistance économique des bergers par l'excommunication pour cause de dettes. Il y a donc dynamique inéluctable qui mène de la révolte antidécimale à l'anti-cléricalisme. la riposte économique des bergers ne peut être, là encore, qu'idéologique, valorisation de la pauvreté et identification de l'argent à la corruption. Quant à l'instance politique, elle est plus mineure. L'Etat français est encore quelque peu évanescent à Montaillou, où l'on n'a jamais vu un homme d'oïl. Mais le pouvoir politique existe néanmoins avec le comte de Foix qui détient la seigneurie de Montaillou et se fait représenter dans le village par le bayle : Bernard Clergue ; ce dernier très puissant par son influence, représentant du clan dominant. Notre micro-société est donc bien le reflet des aspirations, des comportements, des rapports sociaux de la société féodale.

Jusqu'à aujourd'hui, une certaine sociabilité villageoise a été préservée malgré les attaques de la société englobante, mais les progrès de l'uniformisation, de la rentabilisation capitaliste dévitalisent des régions entières dont le village de Montaillou, immortalisé par ce livre qui donne aux murs de ses maisons une âme, une force, un contour.

Mais peut-on en conclure, comme le fait Le Roy Ladurie, en constatant qu'il subsiste un Clergue sur l'annuaire du téléphone, de 1970, que Montaillou est passé dans le temps sans Histoire, alors même que nous avons vu en cet endroit, pourtant reculé, en marge des échanges, à quel point les hommes appartenaient à leur époque ?

Relativisé dans son espace et son moment, Montaillou n'en reste pas moins notre enracinement à tous.

François DOSSE

Le Roy Ladurie, **Montaillou, village occitan, de 1294 à 1324.** Editions Gallimard, 640 pages.

INTERVIEWS

Claude Germon est Rédacteur en Chef du « Peuple », organe officiel de la CGT. Il est également membre du Comité Directeur du PS, maire de Massy et il participe au Comité d'orientation de « FAIRE ». Il était donc bien placé pour répondre à nos questions sur le rôle des socialistes à l'intérieur de la première centrale syndicale française.

CLAUDE GERMON

Un socialiste, rédacteur en chef du « Peuple », organe officiel de la CGT, n'est-ce pas étonnant ?

Des circonstances qui tiennent à l'histoire ont établi une tradition selon laquelle « La Vie Ouvrière » magazine de masse, est dirigé par des communistes et « Le Peuple » par des non-communistes. C'est une façon de manifester en permanence la volonté unitaire de la confédération, tout comme le maintien dans ses statuts du préambule de 1936 qui avait servi de base à la réunification.
Mais, bien entendu, cela ne saurait avoir pour conséquence une presse de tendance : les journaux de la CGT expriment naturellement les orientations définies par les organismes réguliers de la confédération.

Il y a quelques années on disait : à la CGT, il y a les communistes et des non-communistes. On parle aujourd'hui « des socialistes de la CGT » ce phénomène te paraît-il significatif ?

Pendant des années, les journalistes politiques ne voyaient à gauche que les communistes et la gauche non communiste. Cela traduisait à la fois l'affaiblissement de la SFIO qui devait toucher le fond avec les 5 % de la candidature Defferre aux présidentielles, et la division des mouvements d'inspiration socialiste.
Aujourd'hui, en dépit de la mode rétro, on ne saurait continuer à



Studio images

parler de gauche non communiste sans faire figure d'attardé ; on nous désignait par rapport à ce que nous n'étions pas, communistes ; on nous désigne par ce que nous sommes, socialistes. C'est la traduction d'une réalité politique absolument différente. Par ailleurs, la CGT est profondément ancrée dans le tissu vivant de notre pays ; et tous les mouvements d'idées qui le traversent ont forcément des répercussions à l'intérieur de la confédération.
Ainsi, la scission de 1947 a privé la CGT de la quasi totalité de ses militants SFIO ; du même coup, des millions de travailleurs, attachés au thème de l'unité, ont cessé d'être syndiqués. Et, dans une organisation, atteinte dans ses capacités de lutte et réduite à un million d'adhérents, les communistes ont évidemment occupé l'essentiel du terrain. Mais une place, relativement importante par rapport à leur force réelle, a été conservée à ceux qui, non communistes lui étaient restés fidèles.
Au fil des ans, la fermeté dans la conduite des luttes et le souci de présenter un visage unitaire ont permis à la CGT de refaire une partie du chemin perdu. Aujourd'hui avec 2.400.000 adhérents, la majorité appartient incontestablement aux sans parti et beaucoup d'entre eux exercent des responsabilités syndicales.
Mais, parallèlement, l'éclosion puis la progression du Parti Socialiste, ne pouvaient pas ne pas avoir des échos à l'intérieur de la plus grande centrale syndicale.
D'ailleurs, un sondage déjà ancien publié dans « Le Nouvel Observateur » faisait apparaître que dès 1973 29 % des adhérents de la CGT votaient socialiste (contre 30 % à la CFDT).
Il serait intéressant de savoir ce qu'il en est aujourd'hui. Mais cela nous autorise à constater qu'au schéma ancien, communistes non communistes, se

Claude Germon

substitue une nouvelle réalité beaucoup plus riche dans laquelle communistes, socialistes et sans parti trouvent leur place. Cela n'implique pas l'organisation de tendances ou de fractions, absolument étrangère à l'idée que nous nous faisons d'une organisation de masse.

Paradoxalement, si l'on pousse ton raisonnement jusqu'au bout, celà voudrait-il dire que la campagne pour les trois millions d'adhérents aboutira à une diminution de l'influence communiste dans la CGT. ?

La question est amusante mais elle ne tient pas compte des traditions du mouvement syndical français.
Ce qui fait l'originalité du syndicalisme dans notre pays, par rapport aussi bien aux pays à direction communiste qu'à direction social-démocrate c'est sa volonté d'indépendance à l'égard des partis politiques.
Benoît Frachon me disait un jour, à l'occasion d'une longue discussion que nous avions à ce sujet : « Notre objectif n'est pas de faire de la CGT un deuxième parti communiste ; il y en a déjà un qui ne fonctionne pas si mal ; ce qu'il faut, c'est une organisation syndicale de masse capable de conduire la lutte revendicative ». Voilà pourquoi, avec son dynamisme propre, et pour l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, la CGT lance une grande bataille pour les 3 millions d'adhérents. Et personne ne se pose la question de savoir si les travailleurs qui entreront à la CGT seront influencés par tel ou tel parti.

En quoi la progression et le renouveau du Parti socialiste peuvent-ils influencer l'évolution du mouvement syndical dans notre pays ?

L'évolution du PS constitue un phénomène important pour la classe ouvrière et des dizaines de milliers de syndiqués, appartenant d'ailleurs à toutes les centrales, se sont reconnus dans les idées et dans l'action de notre parti. C'est ainsi, qu'à côté de camarades de la CFDT, de FO, de la FEN de la CGC, de nombreux adhérents et militants de la CGT sont entrés au Parti socialiste. Mais il est important de souligner que c'est dans le sens du syndicat vers le parti que s'est établi le mouvement, et non l'inverse, c'est-à-dire que les nouveaux socialistes sont marqués par leur origine syndicale. C'est à la fois un facteur d'hétérogénéité et de richesse pour notre parti.
Le PS, même s'il le voulait, ce qui n'est heureusement pas le cas, n'a ni la possibilité ni le droit d'indiquer une préférence en matière syndicale ; il laisse le libre choix à ses militants. Si bien que le fait d'avoir des socialistes à la CGT (ou à la CFDT) n'est pas le résultat d'une volonté délibérée. De même, le parti ne saurait intervenir auprès de ses militants pour leur dicter leurs prises de position à l'intérieur du mouvement syndical.
C'est pourquoi les socialistes de la CGT bien que de plus en plus nombreux, n'ont pas un comportement coordonné ; ils expriment simplement leurs opinions, à titre individuel, comme les autres travailleurs.

Bien sûr. Mais si l'on comprend très bien que le parti socialiste n'ait pas à avoir, en tant que tel, de politique « syndicale », il n'en demeure pas moins qu'il est en train aujourd'hui de se doter d'une politique sur les entreprises. Ainsi la « Conférence Nationale Entreprise » qui va se tenir à Massy, dans ta ville, ne va pas se préoccuper seulement de problèmes « d'implantation », mais aussi de problèmes d'orientation de la politique du Parti dans la classe ouvrière. Une telle évolution ne peut pas ne pas avoir de répercussion, ne seraitce qu'indirecte, sur le mouvement syndical.

C'est probable... Mais il est difficile aujourd'hui de dire comment peut se traduire cette évolution. Les militants socialistes de la CGT, qui sont de plus en plus nombreux, militent de façon isolée et dans un milieu qui est dominé idéologiquement par nos camarades communistes. Ils n'interviennent donc pas dans le débat syndical comme ils le feraient si, comme les communistes, ils sentaient autour d'eux un mouvement d'idées qui corresponde à leur sensibilité. Comment changer cette situation sans pour autant remettre en cause en quoi que ce soit l'indépendance du syndicat et son fonctionnement démocratique ? C'est une question délicate. Nul doute que la création de sections d'entreprise, de GSE (1) de branches d'industries et la rencontre de militants socialistes venus de divers horizons syndicaux ne favorisent une réflexion mieux assurée de notre Parti.

Prenons un exemple : le Parti socialiste, lors de sa récente campagne « entreprises », a mis en avant les thèmes du contrôle ouvrier et de l'autogestion. Or ce sont précisément deux thèmes qui, à des degrés divers ont été critiqués par la CGT en tant que confédération...

La plupart des militants viennent à la CGT sur des bases non pas idéologiques mais pratiques, parce qu'elle constitue un remarquable instrument pour l'action. Beaucoup d'entre nous ont adhéré à une époque où nous ne pouvions pas partager entièrement certaines positions confédérales ; mais nous privilégions l'efficacité. Il est vrai que l'affirmation idéologique du parti socialiste, sa cohésion de plus en plus grande autour de grandes lignes de force qu'il convient

(1) Groupes socialistes d'entreprises

encore de préciser et d'approfondir - c'est le cas du contrôle ouvrier, de l'autogestion -, l'organisation dont il se dote dans les entreprises et au niveau des grandes branches d'industrie, auront une traduction dans le mouvement syndical. Les socialistes y puiseront une capacité d'intervention plus grande auprès des salariés. Dans un milieu syndical très fortement influencé aujourd'hui par nos camarades communistes, le débat s'enrichira alors de cet apport nouveau. Ce sera indiscutablement un progrès pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Mais il est vrai aussi que sur certains problèmes de société, les socialistes de la CGT se sentent assez proches des communistes. Par exemple, je ne partage pas l'idée selon laquelle il y aurait deux camps dans la gauche : les autogestionnaires et les centralisateurs. Je me suis d'ailleurs opposé à Michel Rocard sur ce point lors des Assises du socialisme. Et je pense que le document de la CGT sur la gestion démocratique des entreprises, qui a fait l'objet d'un débat sérieux, constitue une base de réflexion et de convergence pour tous les partenaires de la gauche.

Ce que tu décris là correspond sans doute à une période où les militants ouvriers socialistes sont prioritairement marqués par leur appartenance syndicale. Mais n'est-il pas grave à plus long terme qu'une telle situation se prolonge et que l'on puisse continuer à dire par exemple que sur tel ou tel point, les socialistes de la CGT se sentent plus proches des communistes que de certains socialistes ?

Il y a effectivement une évolution dans le temps. Après la phase « non-communiste », il y a aujourd'hui celle des socialistes prioritairement marqués par leur appartenance syndicale, mais qui seront de plus en plus porteurs de l'influence idéologique de leur parti. Cela suppose, bien sûr, que sur ces problèmes, notre parti ait davantage d'homogénéité. Il poursuit d'ailleurs un important effort de réflexion. Je suis persuadé que la diversité de nos engagements syndicaux, qui peut paraître un obstacle à l'unité de pensée, constitue au contraire une richesse qu'aucun autre parti ne possède ; je constate avec plaisir qu'aucun socialiste ne s'enferme dans sa propre chapelle et qu'il y a une profonde volonté de dialogue constructif et de convergence. A cet égard la Conférence nationale de Massy, qui rassemblera mille délégués de sections d'entreprises, sera très importante. Elle s'inscrit dans un contexte de progression de notre parti sur les lieux de travail, ce qui pose, avec plus d'acuité que jamais, les problèmes du rôle du PS, de ses rapports avec les syndicats et avec les cellules du parti communiste. Mais la conférence devra aussi approfondir des notions théoriques essentielles pour notre travail dans les entreprises, telles que le contrôle ouvrier ou le front de classe.

L'accusation traditionnelle qui est portée contre la CGT, c'est de se trouver directement ou indirectement dominée par le Parti communiste et d'être, à ce titre, peu démocratique. Qu'en penses-tu ?

Le fait, pour les communistes, d'avoir été longtemps presque les seuls éléments politisés de la confédération les conduit souvent, même sans qu'ils s'en rendent compte, à faire un certain amalgame entre le parti et le syndicat. Mais il faut reconnaître que le Bureau Confédéral mène une action soutenue pour que la CGT soit réellement à l'image de tous ses adhérents. Le discours de Georges Seguy à Grenoble en 1971, suivi d'un CCN à l'Ile de Ré, sur la démocratie syndicale, avait eu un grand retentissement ; il reste un texte fondamental. En ce sens, il est faux - et je l'ai indiqué par ailleurs - de parler « d'inféodation » de la CGT au PC. Mais du même coup, notre conception de la démocratie syndicale nous autorise à être exigeants vis à vis de nos camarades communistes et à dénoncer certaines pratiques inadmissibles. Ainsi, on ne peut accepter - comme je l'ai vu à Massy - que des responsables locaux de la CGT recouvrent avec des affiches CGT les affiches d'un candidat socialiste, et laissent apparentes celles du candidat communiste ; ou encore d'entendre, dans un congrès syndical, un délégué annoncer à la tribune que dans telle entreprise on a enregistré X adhésions à la CGT et Y au PC, sans être repris par le Président de séance.

Est-il normal que, dans une instance nationale, un dirigeant se félicite de l'élection de deux députés de Gauche (socialistes) dans son département et ajoute : « Cela aurait pu être mieux... mais on ne peut pas jeter l'enfant avec l'eau du bain » ?

Même l'expression d'une forte volonté unitaire peut revêtir une forme discriminatoire : le militant qui se réjouit d'avoir renforcé la CGT par de nouveaux adhérents, « y compris des socialistes », est incontestablement unitaire, mais il ne mesure pas la charge de domination culturelle et politique de ses propos. Ces exemples traduisent un état d'esprit qui déforme l'image de ce que doit être la CGT. La présence de militants socialistes est incontestablement de nature à corriger cette conception, non conforme à la démocratie syndicale. D'autant qu'aujourd'hui, plus sensibles que d'autres aux conditions d'un syndicalisme de masse, et moins isolés qu'autrefois, ils réagissent plus vivement à toute mise en cause de l'indépendance à l'égard des partis, quels qu'ils soient.

Ainsi, par exemple, cette semaine, des socialistes ont protesté contre le compte rendu fait par la V.O. (2) du débat Mitterrand-Fourcade.

Par contre, sur les questions de

(2) Voix ouvrière

fond, on peut constater qu'au niveau confédéral la cohabitation de communistes, de socialistes, de socialistes et de syndiqués sans parti, donne à la CGT les moyens d'une attitude de plus en plus indépendante. Par exemple, lors des législatives de 1973;, l'affiche de la CGT disait : « Voter pour le candidat du Programme commun, c'est prolonger l'action syndicale » ; ainsi, la CGT ne choisissait-elle pas entre socialistes, communistes ou radicaux de gauche. Par exemple encore, lors de la polémique engagée par le PCF contre le PS : inquiète, la CGT a rencontré successivement les trois partis de gauche pour s'informer - comme c'était son devoir - mais elle n'a pas pris position. On pourrait citer, tout récemment encore, la résolution sur l'Europe.

Le dernier Congrès du Parti communiste semble avoir redonné la priorité au travail des cellules d'entreprise par rapport à l'activité syndicale. Du même coup, le vieux débat sur les rapports partis/syndicats se trouve relancé. Quelle est ton analyse ?

C'est une question encore mal résolue. Très souvent, le contenu des tracts politiques dans les entreprises ressemble comme un frère à celui des tracts syndicaux ; souvent, cette confusion conduit à privilégier soit le syndicat, soit le parti ; et il arrive même que là où le parti communiste est fort la CGT ait de la peine à se développer comme organisation de masse. Cela n'a-t-il pas été le cas chez Renault ? Il est normal et souhaitable que les partis s'organisent dans les entreprises. Mais il ne sauraient apparaître comme de faux syndicats d'avant-garde. Dans le cas de la CGT, cela ne pourrait que gêner son effort pour atteindre les 3 millions d'adhérents. Quant à l'autre problème posé par le Congrès du PC, qui traduit sa volonté de combattre l'organisation du PS dans les entreprises, elle s'articule mal, c'est le moins qu'on puisse dire, avec l'unité autour du Programme commun. On retrouve là l'idée de « la classe ouvrière et son parti », bien analysée par le rapport Jospin et dont, nous socialistes, considérons qu'elle ne repose ni sur une base théorique ni sur la réalité. La solution ? c'est que chacun, parti ou syndicat, tienne bien sa place, en liant l'indépendance nécessaire et la volonté unitaire.

Lors d'un conflit social qui s'est déroulé dans ta région, à l'entreprise Currus, le problème des rapports entre partis de gauche et entre partis et syndicats s'est trouvé posé. Peux tu nous expliquer comment.

Currus illustre parfaitement les erreurs à ne pas commettre. Dans cette entreprise de carrosserie, employant près de 200 personnes, le syndicat CGT était pratiquement inexistant. Et lorsque la fermeture est intervenue, et pendant les 5 mois de lutte, on a vu le Parti communiste et la CGT locale tenter de mener une action commune en écartant les socialistes ; dès le 1er jour, ils avaient organisé ensemble un meeting dans l'entreprise. Il se trouve que les socialistes de Massy sont proches des travailleurs et que nous étions présents les premiers chez Currus pour convaincre les salariés que la seule solution était d'occuper l'usine. En 5 mois d'occupation la municipalité d'Union de la gauche à direction socialiste, a apporté 4.000 repas dans l'entreprise ; au cours de 10 meetings socialistes dans l'Essonne, des sommes importantes ont été réunies ; et, contrairement à nos camarades communistes, nous n'avons pas décidé à la place des travailleurs mais au contraire, nous avons aidé les travailleurs à s'exprimer. Ils ont eux-même créé leur section socialiste ; et dès la fin juillet, alors que le délégué CGT, en même temps responsable communiste de l'entreprise, voulait rendre les clefs au syndic, les socialistes de l'entreprise s'y sont opposés et ont poursuivi seuls, avec des travailleurs sans parti, l'occupation de l'usine, jusqu'à la victoire. Au 1er octobre, l'entreprise a rouvert ses portes. Et les socialistes ont tous adhéré à la CGT.

Tu penses en effet, malgré toutes les difficultés, que l'engagement dans la CGT est aujourd'hui déterminant.

Qu'est ce qui est décisif sur l'échiquier syndical ? C'est l'attitude de la CGT. On ne peut pas envisager de très grande action si la CGT n'est pas présente. On ne peut pas parler d'unité syndicale en excluant la CGT. Ce fait s'impose à tous, quelles que soient les sympathies de chacun pour telle ou telle autre centrale. La CGT réaffirme les principes fondamentaux de classe, de démocratie et d'indépendance ; ce sont les bases indispensables de l'unité syndicale. Mais chaque organisation a sa dynamique propre ; et ces principes seront appliqués différemment selon que la CGT aura 400.000 adhérents ou 5 millions.
Il n'est évidemment pas question par ce propos, d'orienter les socialistes vers une confédération ni de leur dicter un comportement à l'intérieur de leur syndicat ; ce serait tourner le dos aux traditions d'indépendance réciproque des organisations, que nous défendons depuis toujours. Mais je pense que, quel que soit le pouvoir - y compris celui de l'Union de la Gauche -, notre pays aura besoin d'une grande centrale de masse, ayant une conscience de classe élevée, le sens des responsabilités, la pratique de la démocratie et de l'indépendance. Georges Seguy a raison quand il dit que le mouvement syndical français - et pas seulement la CGT - est assez mûr pour se passer de tuteur. C'est une conception que tous les socialistes peuvent partager. Et ils peuvent contribuer à en faire une réalité.

Notes et Critiques

Ivens
Bourdet
Clévenot
L'Olivier
Audiberti...

DOUZE HEURES EN CHINE AVEC JORIS IVENS ET MARCELINE LORIDAN

Douze heures de films sur la Chine réalisés par Joris Ivens et Marceline Loridan, en trois années de tournage et de montage. La vie quotidienne, les rapports de travail, les rapports humains : 900 millions d'hommes sont en train de changer leur vie, devant nous, grâce aux deux réalisateurs.

Quelles que soient nos réserves – elles sont sérieuses – sur le pouvoir politique qui semble encore échapper aux masses, et sur la politique internationale de la Chine (Angola, Chili, Nixon...) comment ne pas recevoir comme un choc, et avec enthousiasme, ces images qui nous montrent une entreprise géante de transformation révolutionnaire de la société ? Chaque problème qui se pose – et il s'en pose à tout instant – fait l'objet d'une réflexion individuelle qui débouche sur une discussion collective. Pour les Chinois, la vie n'est plus un automatisme se déroulant comme une machine programmée, elle est réinventée de jour en jour comme une création continue, l'intelligence étant au poste de commandement. Cette créativité qui se déploie sur tous les terrains est, certes, axée sur la collectivité et ne favorise probablement pas, dans le stade actuel d'évolution de la société, la création individuelle. Mais peut-on parler de « manipulation des masses » sous le seul motif que les individus sont canalisés vers les entreprises collectives ? Des images ne permettent pas de répondre complètement à ces questions, mais elles nous interrogent, nous concernent.



Une volonté de saisir la réalité chinoise le plus concrètement possible. *Capri-films*

Véritable créateur, après Medvedkine, d'un cinéma politique, militant, Joris Ivens a été présent pendant près d'un demi-siècle sur tous les fronts des mouvements révolutionnaires, de la lutte anti-impérialiste. Travaillant avec une équipe chinoise formée par lui sur place au cinéma direct, sans aucun scénario, il a, avec Marceline Loridan, établi lentement, patiemment, un dialogue avec la population pour montrer la vie quotidienne, sans jamais faire réaliser pour le film, spécialement, une scène quelconque : tout est pris en direct, « sur le vif ». Cette volonté de saisir la réalité chinoise le plus concrètement possible explique pourquoi les deux cinéastes se sont refusés à faire un film de synthèse unique. Ils ont préféré multiplier les angles d'approche. Ils ont voulu montrer comment un peuple vit, travaille, mange et réfléchit. A l'école, dans une pharmacie, dans un village de pêcheurs, dans une usine, sur un chantier, Ivens s'attache à montrer comment la vie politique s'imbrique dans la vie quotidienne. D'où les débats, sans cesse repris, toujours ouverts qui traversent ces douze heures de films. Mais les débats n'ont pas lieu seulement à l'intérieur des têtes... ils régissent toute la vie sociale. Citons-en quelques-uns.

La question des primes, tout d'abord. Elle fait l'objet d'une grande discussion dans « l'usine de générateurs » de Changaï, mais elle est également abordée dans la « pharmacie ». Les ouvriers de l'usine de générateurs discutent de ce problème depuis des années, certains continuent de penser que les primes permettent de développer la production. Dans la pharmacie, les primes ont été supprimées et le débat semble clos.

Un autre débat porte sur les séjours des ouvriers et des cadres à la campagne. Dans « l'usine de générateurs », nous voyons 1 200 ouvriers – sur 8 000 – quitter l'usine pour aller aider les paysans. Quitter l'usine chaque année pour aller à la campagne c'est risquer de désorganiser la production. Il

semble que certains dirigeants d'entreprises s'opposent à de telles marches. Le débat reste ouvert.

A travers tous les longs métrages, apparaît le problème de la femme et de son rôle dans la Chine socialiste. Dans un « village de pêcheurs, » des jeunes filles sont devenues marins, mettant fin aux résistances multi-séculaires des hommes. Dans « une femme, une famille » nous apprenons qu'avant la Révolution culturelle, une femme ne pouvait pas toucher à une machine lourde. Les films nous montrent la lutte des femmes chinoises pour se libérer. Si cette libération paraît largement acquise dans les rapports de travail, en est-il de même sur le plan de la famille, sur le plan sexuel ? La lutte entre « l'ancien » et « le nouveau » d'une part, les objectifs économiques d'autre part, ne semblent pas avoir apporté dans ce domaine de solution révolutionnaire.

Dans « l'usine de générateurs », nous assistons à la naissance d'un « dazibao ». Après trois mois d'une campagne qui met en cause la direction par la base, une série de réunions est organisée : ouvriers, cadres moyens et supérieurs sont mis en présence. Beaucoup d'ouvriers interviennent durement mais avec un sens aigu de l'humour.

La « pharmacie » à Changaï nous présente un modèle d'autogestion. Vendeurs et vendeuses gèrent non seulement la bonne marche du magasin, mais ils établissent avec les clients toutes sortes de liens qui les font participer également à la vie de la pharmacie. L'intervention des consommateurs, des gens du quartier, des paysans fournisseurs paraît désormais instituée.

Dans « une partie de ballon », on retrouve ce même mouvement. Le film est tourné dans un lycée de Pékin. La cloche a sonné, un professeur demande à un groupe d'élèves de cesser de jouer au ballon. Mais l'un d'entre eux lance le ballon en direction du professeur. Toute la classe se réunit pour discuter de ce geste. C'est un débat étonnant.

Il ne s'agit pas de condamner un coupable, mais d'encourager les élèves et les professeurs à s'exprimer et à résoudre certains conflits latents. Ce court-métrage de dix-sept minutes constitue peut-être la clé qui permet de comprendre l'ensemble des films : tout doit se transformer, tout se transforme à partir d'un débat, d'une réflexion, d'une confrontation.

Roger DOSSE



Qu'est-ce qui fait courir les militants ? — *Miroglio*

LE CAPITAL ET SON DOUBLE
Marc GUILLAUME
PUF - 172 p.

« Marx a proposé son analyse à un moment où la production de type capitaliste était largement minoritaire ». C'est à partir de ce constat et du fait qu'elle exerce aujourd'hui à plein ses effets que Marc Guillaume demande que l'on élargisse le champ de l'analyse économique. En étendant son empire à l'ensemble de la société, la production capitaliste n'a pas seulement franchi des étapes quantitatives, elle a sauté un seuil qualitatif : elle n'est plus tant l'objet d'une science que le centre d'un nouveau système social structuré autour d'une hiérarchie de signes.

Cette nouvelle société, Marc Guillaume la voit formée de « foules inertes, moléculaires, de consommateurs, d'électeurs, de spectateurs, d'usagers. Dans de tels rassemblements de solitudes agglomérées, il n'existe pas d'autre moyen de se définir une identité et de communiquer avec les autres que d'utiliser les objets, les images et les idéologies produites par les organisations ». Dans ces conditions, la mécanique de la production de plus-value, en laquelle Marx plaçait le centre de la production capitaliste, ne perd-elle pas de son importance sociale ? L'aspect central de l'exploitation ne serait-il pas plutôt la production d'une superstructure contrôlée par le capital : la société de spectacle où la communication est intégrée à la force marchande ?

Bref, à la suite du « Miroir de la production » de Jean Baudrillard (1), Marc Guillaume reprend la thèse que dans le capitalisme actuel, la forme domine le fond, autrement dit que le système sémantique de représentation et d'expression capitaliste développe une force aliénante, plus puissante encore que les rapports de production.

La riposte à ce système récuse toute référence à un développement des forces productives qui participe de l'aliénation conceptuelle produite par le capital. Revenant aux sources du situationisme et même du surréalisme, Marc Guillaume défend un anti-productivisme qui se veut fondamentalement critique de l'économie, sous sa forme bourgeoise et sous sa forme marxiste. Les gardiens de l'orthodoxie en seront émus.

Mais il est des recherches qui doivent négliger l'émotion lorsqu'elles veulent essayer la révolution hors des chemins ou elle se trouve embourbée.

Jacques GALLUS

(1) Gallimard - 1975

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR LES MILITANTS ? - YVON BOURDET - PENSER - STOCK 2

Animateur de la revue « Autogestion », auteur de plusieurs ouvrages théoriques dont « La délivrance de Prométhée » et « Clefs pour l'autogestion », Yvon Bourdet dans son dernier livre s'interroge et nous interroge sur le militantisme. Dans une période d'élévation de la conscience « politique », mais aussi semble-t-il de refus des formes traditionnelles de militantisme, particulièrement chez les jeunes, Bourdet ne se contente pas d'une analyse des théories sur le militantisme mais, par la lecture des œuvres littéraires et en complétant par ses propres interviews « les mémoires spontanées par des mé-

moires provoquées », il aboutit à une typologie du militantisme. Cela lui permet d'organiser une classification selon le champ d'action, le but, le statut dans l'entreprise, les rôles, et de proposer une analyse structurale des « figures de la militance ». On retrouve, par élargissement progressif des cercles jusqu'au point zéro du militantisme, les dirigeants, les martyrs, en passant par les inscrits, les activistes, les compagnons de route, les sympathisants, pour finir par ceux qu'Yvon Bourdet désigne sous le terme d'imposteurs. Dans ce chapitre IX « de l'essence de la militance révolutionnaire », l'auteur précise la notion de militantisme en distinguant le militantisme de l'apostolat, le militantisme de gauche du militantisme de droite, la compréhension théorique de l'injustice du désir affectif de la révolution.

S'agit-il de vivre par anticipation sinon par procuration la banalité comme une aventure, de rechercher une affirmation de soi à travers les conflits, ou selon les analyses de Max Weber « tout homme qui fait de la politique aspire au pouvoir, soit parce qu'il le considère comme un moyen au service d'autres fins, idéales ou égoïstes, soit qu'il le désire pour lui-même en vue de jouir du sentiment de prestige qu'il confère ».

On retrouve dans ce chapitre l'extraordinaire pensée de Rosa Luxembourg : « quelque chose bouge en moi qui veut sortir à la surface, quelque chose à penser et à écrire... Je veux agir sur les gens comme un tonnerre, non par la déclamation mais par la largeur de vues, la sincérité, la conviction, la puissance d'expression. Mais je ne sais pas comment, quoi, où... » Ceci n'empêche pas Rosa Luxembourg de se plaindre de l'ennui des tâches militantes quotidiennes et de ressentir parfois la lassitude et l'écœurement dont il faut savoir que Marx et Engels avaient eu aussi de semblables accès de lassitude.

Une interrogation dont le livre d'Yvon Bourdet nous montre qu'elle reste actuelle.

Jean LE GARREC



Distinguer le militarisme de l'apostolat — *Fotolib*

rouge



TOUS LES JOURS
avec ceux qui se battent à Lisbonne, à Madrid, à Luanda, à Santiago, à Prague aussi.

TOUS LES JOURS
avec ceux qui luttent dans les usines, les champs, les écoles, les casernes.

TOUS LES JOURS
contre l'exploitation des travailleurs, l'oppression des femmes, l'embrigadement des jeunes et le bourrage de crâne.

- un journal partisan
- une tribune de débats
- un outil pour les luttes

UN QUOTIDIEN AUJOURD'HUI POUR LE SOCIALISME DEMAIN

en vente partout, 1.50 F.

APPROCHES MATERIALISTES DE LA BIBLE MICHEL CLEVENOT EDITIONS DU CERF - 174 PAGES.

Ce petit livre marque une révolution dans son domaine. Jusqu'à présent, les instruments de la critique littéraire moderne n'avaient guère été utilisés pour analyser les textes religieux. La voie est maintenant ouverte. Il y a un an déjà, l'édition de « La lecture matérialiste de l'Evangile de Marc » par Fernando Belo avait ouvert une brèche. Mais c'était encore avec beaucoup de confusion, l'auteur ayant été victime d'un véritable syncrétisme critique à base d'emprunts souvent mal dominés à Lacan, Derrida, Barthes, Althusser, Bataille, Kristeva et quelques autres encore. L'approche de Michel Clevenot est à la fois plus modeste et plus convaincante. Son propos est simple. Il s'agit de ne plus considérer la Bible comme un tout, vaste texte sacré qui serait tombé du ciel, mais d'envisager les textes qui la composent comme les produits idéologiques de groupes sociaux concrets avec leurs histoires, leurs conditions de vie économiques, leurs traditions. Depuis une quarantaine d'années déjà les acquis de l'école historique avaient permis de dégager dans la Bible, et principalement dans l'Ancien Testament, la présence de plusieurs ensembles de textes enchevêtrés constituant des traditions différentes et parfois contradictoires. Michel Clevenot montre comment ces traditions traduisent des rivalités politiques et religieuses. La tradition yahviste (J) est celle issue des royaumes du Sud. Elle est le produit du travail des scribes salomoniens qui cherchent à lutter contre les tendances autonomistes des tribus du Nord pour renforcer le pouvoir politique de Salomon en l'appuyant sur une idéologie religieuse unifiée. La tradition élohiste (E) exprimée par les tribus du Nord de la Palestine exprime au contraire les traditions du désert de type démocratiques, hostiles à toute centralisation et à toute monopolisation du pouvoir. Après le



retour de Babylone, la caste sacerdotale qui a réussi à maintenir une certaine unité dans l'exil, cherchera à assurer la cohésion sociale de groupe en rédigeant le code sacerdotal (tradition P), version ritualiste et cléricale des antiques traditions qui codifient les conduites sociales autour des catégories du pur et de l'impur.

En lisant les approches matérialistes de la Bible, le lecteur sera étonné de ce qu'un tel travail n'ait pas été fait plus tôt. C'est le propre de tous les ouvrages fondateurs de laisser cette impression. Le livre de Michel Clevenot est en ce sens un symptôme des bouleversements qui s'opèrent dans le milieu chrétien pour tenter d'exprimer et de pratiquer une foi religieuse correspondant à l'intelligence et à l'expérience sociale et politique d'aujourd'hui.

Pierre DUPUIS

L'OLIVIER FILM REALISE PAR LE GROUPE CINEMA-VINCENNES

L'Olivier n'est pas un film comme les autres. C'est un film collectif (cinq cinéastes français du groupe Cinéma-Vincennes et un réalisateur algérien) qui procède au repérage d'un certains nombre de contradictions à l'intérieur et à l'extérieur du système d'Israël, non pas tant au niveau de la réalité qui s'y développe qu'à celui de l'image que l'on s'en fait.

Chasse au mensonge qu'un dispositif d'interviews croisées traque ici, sans la moindre concession, L'Olivier questionne sans temps mort, sans complaisance esthétique quelques consciences qui se placent en dehors de l'opinion confuse systématiquement répandue par le parti des conquérants.

Parmi les juifs anti-sionistes interrogés, citons en particulier Piet-Nak, secrétaire du syndicat des éboueurs hollandais, qui a déclenché une grève à Amsterdam en 1941, pour protester contre la déportation des juifs. Il a rendu à Israël toutes ses distinctions honorifiques. Il avait lu un jour ce qu'avait écrit une jeune fille de quinze ans : « je hais le monde entier. Je suis élevée sous une tente de réfugiés et tout le monde est indifférent ». Et le film passe à d'autres pièces du procès : des sabras ulcérés par le racisme des Eskhenazes, des juifs progressistes, des militants paysans-travailleurs, des fedayins, des sionistes repentis, des panthères noires qui n'hésitent pas à mettre leur vie en jeu pour combattre la politique d'annexion de leur pays.

L'Olivier va forcer à ouvrir les yeux sur un certain nombre de pratiques militaires, policières et civiles, sur les prisons, sur les tortures. Il recueille mémoire populaire et parole d'offensés (palestiniens et juifs) en renvoyant dos-à-dos sionisme et antisémitisme.

Il aide à bousculer, sinon à faire éclater, comme le dit Danielle Dubroux, co-réalisatrice du film, « ce complot de silence dont étaient victimes les Palestiniens pour prix de la bonne conscience retrouvée de l'Occident, vis-à-vis de ses anciens boucs-émissaires : les juifs ».

R.D.



Un paysan arabe : renvoyer dos-à-dos sionisme et antisémitisme

Fotogram

« JAMAIS PLUS TOUJOURS » DE YANNICK BELLON

Enfin un film français réalisé par une femme qui réveille et touche chacun de nous. Au milieu d'objets inconnus, amoncelés pour la vente aux enchères, nous abordons des personnages penchés sur leurs souvenirs. D'un appartement vidé, d'une pendule-réveil jusqu'à l'album de photos, nous entrons dans la vie d'Agathe –

(Loleh Bellon) – Agathe à travers les yeux de Claire – (Bulle Ogier) –, photos de théâtre, images de répétition, photos d'été, de joie de vivre, Agathe et Claire sous le soleil.

Lieu de rencontre, cette salle où l'on lève la main trop vite, sans compter, pour ne pas laisser échapper un geste revenu à la mémoire, une main effleurant un masque, le reflet d'un visage dans un miroir. Avec la tendresse comme pivot, Yannick Bellon regarde des êtres s'aimer, se chercher, se découvrir. Dans « Quelque part quelqu'un » elle dénonçait la solitude, l'abandon, la ville envahissante et creuse. Dans « la femme de Jean » elle montrait la cassure d'un couple ; lui, porté par son élan mais vite affaibli et perdu, elle, animée soudain d'une force qu'elle ne soupçonnait pas et s'affirmant, enfin, seule. Dans « Jamais plus toujours » elle parle de l'amour, amour adulte surtout, lucide, amer parfois, mais jamais vain. Ceux qui ont vécu, ceux qui rêvent de la « vie pour toujours » se croisent. Un jeune couple avec la fraîcheur des grands serments, symbole d'un « seul et unique amour » qui survit rarement. Nous sommes portés à oublier notre passé pour ne retenir que ce qui « ne peut pas mourir » : le souvenir de l'amour.

A travers le temps perdu, on se retrouve, Claire croise un ancien ami, Mathieu, – (Jean-Marc Bory) –, dans l'attente, lui aussi, d'un nouveau passé à créer. Alternance des personnages figés dans leur vie quotidienne et intensité vécue de leurs souvenirs. Les uns et les autres passent, se rejoignent, se séparent, mais inévitablement laissent des souvenirs, des objets, des regards inoubliables.

Il suffirait, semble-t-il, de s'arrêter, d'être disponible, de ne jamais craindre une solitude qui reviendra toujours.

Dernière inquiétude, le passé évoqué pêle-mêle dans les ventes, les camions broyeurs ? La fragilité du bois, la solidité du cuir, la douceur de la fourrure, que trouverons-nous chez les antiquaires quand il ne nous restera plus à toucher que du plastique, du synthétique ? Perdrons-nous, finalement, le goût amer et doux du passé ?

Stéphane COQUARD

DEFENSE ET CONQUETE DE LA VILLE

Quand des militants s'interrogent sur la portée, la signification et le sens de leur action...

Le colloque « Défense et conquête de la ville » organisé par l'I.S.E.R. (1), le 28 février au Foyer des Jeunes des Hauts de Belleville a permis à 150 militants des luttes urbaines, venus du monde entier et surtout de France, de se rencontrer, de témoigner de leur action et d'essayer ensemble de mieux dégager la signification de leurs luttes.

Réalisé par un groupe de travail composé de personnes venues de tous les horizons, un document préparatoire à ce colloque avait apporté un éclairage lucide et des premiers éléments de réflexion sur les luttes urbaines en France. L'accent y est mis notamment :

- Sur l'absence de politisation de certaines luttes urbaines qui, en visant la satisfaction des besoins collectifs, n'entrent pas nécessairement en contradiction avec le système social actuel.
- Sur le phénomène d'alliance de classes sous la dominance de la petite bourgeoisie qui caractérise les luttes urbaines en France. Permet-il l'intégration des milieux ouvriers ? Des revendications pour quelles couches sociales ?
- Sur les faiblesses et les pièges des luttes urbaines : action privilégiée par rapport à la réflexion, tendance des comités à s'autodéterminer, à ne pas s'ouvrir sur l'extérieur, piège de la participation qui transforme le comité de quartier en courroie de transmission.
- Enfin la signification politique des luttes urbaines est mise en évidence. Dans la phase capitaliste actuelle, l'urbain est la sphère de reproduction des classes dominées. La lutte pour de nouvelles conditions de reproduction ne peut donc à aucun moment, être dissociée de celle menée pour d'autres conditions de production, pour d'autres rapports de production.

Après une introduction de

D. Mothé

AUTOGESTION ET CONDITIONS DE TRAVAIL

OBJECTIFS cerf

sous presse

ATTENTION : ILLICH

Patrick Viveret

Une lecture marxiste d'IVAN ILLICH: comment ses principaux concepts peuvent servir à un changement réel de la société.

sous presse

CERF

Durand qui ouvre le colloque, les interventions étrangères révèlent l'ampleur des contacts menés au niveau international. Ainsi en Espagne, les luttes urbaines articulées sur la crise politique générale visent à dégager un ensemble de droits sociaux relatifs à l'urbain. A Londres, Covent Garden, la population du quartier à majorité ouvrière s'oppose au projet des Pouvoirs publics et réalise un contre-plan. A Turin, la force et la permanence des luttes urbaines contraignent les autorités à reconnaître des actions illégales.

Répartis en cinq carrefours, les participants au colloque ont ensuite échangé, confronté leurs points de vue et ainsi mené une réflexion collective. Certains points ont été dégagés, entre autres :

- La nécessité de situer chaque lutte urbaine dans le cadre de la société capitaliste car elle n'acquiert de signification, qu'insérée dans une vision globale explicative et politique.
- Les mouvements urbains ne peuvent déboucher sur un projet de société que s'ils intégrent les valeurs de la classe ouvrière.
- Favoriser au maximum l'information, la prise de conscience des usagers qui doivent assumer eux-mêmes leurs propres luttes.
- Mise en œuvre d'un processus de coordination entre les différents comités associations, mouvements urbains.
- Le véritable sens des luttes urbaines réside dans la recherche d'un contrôle et d'un pouvoir populaire sur la ville.

Cette confrontation générale, en tant que première étape, a marqué un besoin de politisation et d'union des luttes urbaines, elle a montré aussi la solidarité des combats menés pour la défense et la conquête de la ville au niveau international.

(1) Institut socialiste d'études et de recherches.

AUDIBERTI LE TROUBLE-FETE

Audiberti est un auteur qui dérange. Pendant plus de trente ans, il a côtoyé les écoles, les groupes et les cénacles sans jamais s'y laisser enfermer. La critique déconcertée a fait de lui successivement un romantique attardé, un surréaliste dompté, un baroque spontané, un précurseur de l'avant-garde, le dernier des cathares. Maintenant, elle renonce à le classer et préfère analyser sa production.

Cinquante livres. Des vers hermétiques et profus, des récits épiques et fantastiques qui annoncent parfois certaines recherches actuelles, un théâtre mieux connu, encore que souvent incompris et qui oscille entre l'« opéra parlé » et la farce populaire. Et Audiberti fut aussi peintre, journaliste, critique de cinéma, scénariste et se voulut un instant le héraut d'une nouvelle doctrine, l'abhumanisme.

Dix ans après sa mort, le temps est venu de redécouvrir l'œuvre de ce trouble-fête des lettres contemporaines. Il existe une Association des Amis de Jacques Audiberti (1 bis rue des capucins 92190 Meudon) présidée par le peintre Camille Bryen, dont font partie entre autres Jean Cassou, François Truffaut, Jacques Baratier, Marcel Maréchal, Claude Nougaro et qui a déjà publié dans son bulletin biannuel « l'Ouvre-boîte » des inédits de l'auteur, ses lettres à Lévi-Strauss et des textes de Jean Cassou, Eugène Ionesco, André Pieyre de Mandiargues, etc. A l'initiative de cette association, un colloque se tiendra à Cerisy-la-Salle du 4 au 11 août prochain avec la participation d'universitaires, de critiques et d'écrivains venus de cinq pays.

Mais le grand public connaîtra-t-il les romans introuvables en librairie parce que jamais réédités depuis vingt ou trente ans ? Un jeune metteur en scène, Jean-Pierre De Wulf a adapté pour l'écran « Carnage » qui date de 1942 et que Bachelard tenait pour une œuvre capitale. Simone Signoret et Yves Montand, pour qui les deux rôles principaux semblent avoir été écrits, se laisseront-ils tenter par l'aventure ?

Yann ERVAN

CONTRE LA REFORME SAUNIER-SEITE

La réforme des deuxièmes cycles universitaires qui a fait l'objet d'un arrêté du Secrétaire d'Etat aux Universités et d'une circulaire du Directeur des Enseignements Supérieurs et de la Recherche, a réalisé l'unanimité contre elle.



Miroglio

Une réforme qui a réalisé l'unanimité contre elle

L'arrêté pris par Mme Saunier-Seïté vise à opposer deux types de licences : celles à vocation culturelle, sans débouchés, et celles à finalité professionnelle, auxquelles sera, sans doute, appliqué ultérieurement un numerus clausus.

Loin de remédier à l'asphyxie budgétaire dont souffrent les universités, cette réforme ne fait que l'aggraver.

En favorisant par ailleurs, la mainmise du patronat sur l'université, l'arrêté menace de disparition les U.E.R. et les disciplines jugées « non rentables ».

L'intervention patronale s'effectuera à tous les niveaux :

- au niveau de l'élaboration des programmes (les milieux professionnels donneront leur avis sur la formation envisagée) ;
- au niveau de l'habilitation (30 % des représentants du patronat dans les groupes techniques d'experts) ;
- au niveau de la mise en œuvre (participation des professionnels aux enseignements).

De plus, cette réforme vise à instaurer un système concurrentiel entre les universités. Ce qui obligera dans certains cas, les étudiants à passer un examen pour pouvoir changer de faculté.

Loin de vouloir maintenir le statu-quo, les étudiants et les professeurs ont formulé, au cours des dernières semaines, plusieurs exigences :

- une formation théorique de haut niveau. La licence ne doit pas être le « diplôme terminal » ;
- une formation suffisamment ouverte à toutes les catégories de professions ;
- une véritable formation professionnelle que l'université puisse contrôler en permanence ;
- le maintien de la formation continue et son extension à toutes les disciplines.

Une longue bataille qui devrait concerner aussi les organisations syndicales ouvrières. Ce qui aurait, par ailleurs, l'avantage de sortir le mouvement étudiant de son ghetto■

A quoi sert le 7° plan ?

Le VIIe plan va être étudié prochainement par le parlement. Dans sa démarche comme dans son contenu, jamais un plan n'a été aussi contraire à l'idée que les socialistes se font de la planification. Et jamais l'économie française en crise n'a eu autant besoin d'un plan véritable.

Le 31 mars, le Commissaire au Plan a remis au gouvernement le projet mis au point par ses services. Après l'avoir examiné, le gouvernement le proposera à la discussion du Conseil économique et social, puis du Parlement. Après l'avoir amendé, celui-ci le votera ; il sera alors le principal document de référence concernant le développement économique de la France jusqu'en 1980. Au moment où le Parlement votera le VIIe Plan - vers le début juillet - six mois se seront écoulés depuis le début théorique de la mise en œuvre du Plan.

Le VIIe Plan va donc commencer de s'appliquer avec six mois de retard sur le calendrier prévu. Ce n'est pas un hasard : d'ordinaire, l'administration travaille à l'heure. Mais cette fois-ci la préparation du plan s'est engagée de bien curieuse manière. Les services administratifs s'étaient rôdés à étudier un plan plus d'un an avant la fin du précédent ; or, voici qu'à la fin de 1973, alors que va s'ouvrir l'avant-dernière année du VIe Plan, éclate la crise pétrolière. Incontestablement, celle-ci bouleverse les équilibres économiques et remet en cause le cheminement normal du plan. C'est pourquoi les responsables de ce plan remodèlent leurs prévisions et présentent au gouvernement un document appelé « jonquille » qui cherche à donner à la France une nouvelle ligne de développement économique tenant compte du bouleversement pétrolier : c'est le VIe Plan intérimaire. Mais au Ministère des Finances règne un homme qui a toujours détesté l'idée même de planification - il préfère gouverner à vue - et qui se dit que le moment est sans doute venu d'enterrer définitivement en France le plan et son fantôme. En deux étapes, il va presque réussir son coup. La première étape consiste à mettre « jonquille » au panier en prétextant que la situation conjoncturelle est trop mouvementée pour se prêter à un plan. Exit



Bonfils-Viner-Norma

« jonquille ». Par là-même, il condamne le VIe Plan originel à manquer complètement ses objectifs puisque la situation de départ est totalement changée (Cf. tableau 1). La seconde étape consiste à faire diversion au moment où il s'agirait de préparer le VIIe Plan. Cette seconde étape est facilitée par le fait qu'entre-temps le même homme s'est fait élire Président de la République. Un temps précieux est donc perdu au bout duquel l'Elysée finit par penser que, tout bien pesé, un plan pourrait ne pas être tout à fait inutile. Il pourrait servir non pas à prévoir et à planifier - cela c'est fini - mais à monter en épingle quelques coups publicitaires dans la tradition giscardienne. Bref, il s'agit, à un an des municipales et à deux ans des législatives, de transformer le plan en faire-valoir électoral.

Ce qui reste de la planification française est ainsi dérisoire, tant du point de vue de la méthode que de celui du contenu.

Pas de prévisions

Toute méthode de planification économique comporte deux étapes : la première établit des prévisions à terme, compte tenu de la situation présente et de son évolution tendancielle ; cette première étape conclut à un certain diagnostic sur l'année terminale du Plan. La seconde étape consiste à rectifier ce diagnostic tendanciel par des variantes volontaristes de politique économique de manière à parvenir à l'année terminale dans une situation jugée plus satisfaisante. Ces variantes sont donc les mesures que les pouvoirs publics se proposent de prendre pour infléchir la tendance. Pour que l'exercice de prévision que constitue le plan garde sa valeur, il est clair qu'il faut que les variantes proposées soient vraisemblables.

Or, dès ce premier niveau, fondamental, de méthode, le gouvernement a agi, pour produire le VIIe Plan, avec une telle désinvolture qu'elle enlève au mot de prévision toute signification. En effet, tous les calculs prévisionnels sérieux qui ont été faits par les services administratifs compétents ont été gommés par le pouvoir ; celui-ci a retenu, dans chaque domaine, les hypothèses d'avenir les plus optimistes : une croissance supérieure à 5,5% par an, l'hypothèse de croissance la plus haute pour nos partenaires commerciaux, une inflation inférieure à 8%, un équilibre des finances publiques et un équilibre de la balance des paiements extérieurs en 1980. Bref, le mouton à cinq pattes. Ce sont ces chiffres, et ces chiffres seuls, qui figurent dans le projet de VIIe Plan présenté par le gouvernement ; le lecteur du document ignore d'où ils viennent, comment et pourquoi ils ont été choisis, et il ignore de ce fait la réalité de l'économie française d'aujourd'hui et de son avenir le plus probable.



Un plan incapable de répondre à la crise de l'emploi

Miroglio

Une perspective truquée

De ce qui devrait être - au sens strict de la prévision - un document de référence pour tous par le caractère scientifique du travail de préparation, le gouvernement a fait une perspective truquée, à la manière dont les glaces courbes renvoient une fausse image de soi-même. Il poursuit au fond sa tactique actuelle qui consiste à faire excuser la mauvaise situation présente par des promesses d'avenir meilleur : c'est « l'économie en trompe-l'œil » dont parlait récemment un éditorialiste du « Monde ».

Le second point de méthode sur lequel le VIIe Plan trahit l'idée même de planification est sans doute plus grave encore. Il s'agit de l'introduction très partielle, pour la première fois dans un plan français, de la méthode dite de rationalisation des choix budgétaires, sous la forme de « programmes d'action prioritaires » (P.A.P.). Cette méthode, qui consiste à hiérarchiser des objectifs économiques et sociaux puis à définir des moyens permettant de les atteindre et des indicateurs permettant d'en suivre l'application, n'est pas condamnable en soi ; elle peut au contraire, sous certaines conditions, clarifier les choix de la puissance publique dans tous les domaines où elle a à agir. Mais en l'occurrence, les P.A.P. sont un simulacre de choix et s'inscrivent en droite ligne dans la liquidation de la planification à la française qu'incarnaient les plans précédents.

En effet, les P.A.P. vont concerner environ 15% des engagements financiers de l'Etat, c'est-à-dire une faible partie de ceux-ci. La première remarque à faire est que le reste - soit 85 % - ne fait l'objet d'aucune espèce de planification et évoluera donc au gré des fluctuations conjoncturelles. La seconde remarque est que ces 15% n'ont pas du tout été choisis dans un souci de cohérence d'ensemble de l'action des pouvoirs publics ; ils l'ont été en fonction de leur impact publicitaire auprès de l'opinion publique. Le VIIe Plan use ainsi de grands mots sur le retour au plein emploi et sur la qualité de la vie, qui ne se traduisent que par des mesures ponctuelles, parcellaires, décidées dans le plus grand désordre. A cet égard, il porte bien la marque giscardienne et ce n'est pas un hasard si un ami de Servan-Schreiber, Michel Albert, a été nommé en catastrophe Commissaire général adjoint au Plan en février dernier ; spécialiste de la bonne formule et des idées à la mode (il l'a montré en écrivant avec JJ-SS le manifeste radical « Ciel et terre » et avec Jean Ferniot un contre-défi américain intitulé « Les vaches maigres »), il a récupéré le bébé VIIe Plan en toute dernière extrémité pour lui administrer la dose de fard et de produits dopants seuls capables de rendre présentable un document autant dénué de rigueur d'analyse.

En définitive, sur le plan de la méthode, le VIIe Plan se résume en une déclaration d'intention truquée sur les perspectives de l'économie française à l'horizon 1980, un flou total sur 85% des futures dépenses de l'Etat et un engagement sur le reste des dépenses divisées en multiples actions sans qu'aucune cohérence d'ensemble n'ait été recherchée. Il ne reste rien d'une planification qui cherchait (lors du VIe Plan par exemple) à définir un cadre de cohérence d'ensemble de l'évolution économique par l'intermédiaire, notamment, d'objectifs chiffrés concernant tous les grands

domaines d'action des pouvoirs publics. Certes, ces objectifs n'avaient jamais été atteints comme le montre le tableau 1, ce qui prouve le peu d'impact dont souffrait déjà le plan français ; mais du point de vue méthodologique, il avait au moins l'ambition d'être un guide pour l'économie.

Les nationalisations inutilisées

Faut-il insister, dans ces conditions, sur le fait que le VIIe Plan est muet sur la question des moyens à mettre en œuvre pour sortir la France de la crise ? Les P.A.P. se contentent d'indiquer quelques objectifs en matière de formation professionnelle, d'embauche de personnel hospitalier... policier ou militaire, et de mettre en place des crédits budgétaires. Mais la politique du crédit ? de l'investissement ? la relance de la consommation ? la réorganisation de la croissance ? Rien. Le VIIe Plan n'a rien à dire sur ces questions. Un lecteur crédule ignore en lisant ce plan que l'Etat dispose en France d'un appareil bancaire et d'entreprises industrielles nationalisées dont il pourrait user pour mettre en action une politique démocratique. La seule indication que le VIIe Plan donne sur les entreprises nationales est, qu'à l'avenir, elles devront s'équilibrer financièrement par elles-mêmes et qu'elles ne devront plus compter sur le concours de l'Etat : on ne peut mieux dire que les entreprises nationales n'ont plus rien à voir avec l'action de l'Etat.

Cette conception de l'économie nationale s'allie tout naturellement avec un conservatisme rigoureux dans la définition des objectifs économiques à atteindre en 1980. Ainsi, l'équilibre financier de la Sécurité Sociale - qui n'est pas critiquable en soi - est censé être obtenu par une croissance équivalente des cotisations des salariés et du patronat, tandis que pas la moindre réforme n'est envisagée pour lutter contre le gâchis de la production pharmaceutique et les abus qu'entraîne l'exercice libéral de la médecine. Ainsi l'équilibre financier de l'Etat - qui peut être critiquable dans une situation de dépression mais qui fait partie des dogmes giscardiens - est obtenu par une compression drastique de toutes les dépenses d'équipements collectifs, alors que, du côté des recettes, on continue de discuter sur le sexe des anges à propos de l'imposition des plus-values et que l'on continue de ne pas discuter du tout d'une imposition du capital.

Enfin, troisième exemple de ce parti-pris conservateur, rien n'est changé aux rapports structurels entre les finances de l'Etat et celles des collectivités locales ; celles-ci continueront d'être totalement prisonnières de l'Etat pour l'obtention de subventions alors même que l'endettement de nombre d'entre elles est critique.

Chômage et déficit commercial

L'effet journalistique passé, que va-t-il rester du VIIe Plan ? Deux éléments. Les P.A.P. d'abord. Car malgré leur contenu peu sérieux et leur but notoirement publicitaire, il ne fait pas de doute que le gouvernement va s'y accrocher en déclarant que « le VIIe Plan, ce sont les P.A.P. ». Or, les objectifs quantitatifs de ceux-ci sont si modestes qu'il est envisageable - contrairement à ce qui s'est passé lors des plans précédents - qu'ils soient atteints. L'opposition doit donc s'armer à l'avance contre la propagande du pouvoir selon laquelle le VIIe Plan aura été réalisé : et cet argument sera d'autant plus avancé que l'échéance est 1980, un an avant les présidentielles ; il est vrai que d'ici là, d'autres élections peuvent changer le cours des choses. Même dans le cas contraire, il ne sera pas difficile de montrer que trente actions prioritaires dissémi-nées au gré des budgets ministériels ne forment pas un plan et que la modestie des objectifs justifie le dicton « à vaincre sans péril on triomphe sans gloire ». Car la réalité fondamentale de ce plan, et c'est le second élément qui en restera, est d'être totalement inadapté à la conjoncture actuelle. Qu'on en juge : la France se trouve face à la crise du chômage la plus importante de l'après-guerre ; le déficit commercial réapparaît de façon inquiétante, soulignant que les effets dopants de la dévalutation de 1969 ont fini de jouer ; l'inflation continue à un rythme au moins deux fois supérieur à celui de l'Allemagne Fédérale ; les inégalités les plus criantes continuent de diviser la France.

Face à cette situation extrêmement difficile et redoutable pour l'avenir, le gouvernement a pour seule politique d'annoncer la reprise qui, selon lui, vient de l'étranger et un soi-disant plan mobilisant 15 % de ses moyens financiers et sans aucune cohérence interne. La vérité est que cette reprise qui part en effet assez fort aux Etats Unis et en Allemagne, aucun expert ne se risque à en prédire la durée et qu'elle pourrait fort se limiter à un effet technique de restockage sans que les moteurs centraux de l'activité économique mondiale soient remis en marche ; la vérité est aussi que lorsque l'on attend une reprise de l'étranger seulement, c'est que l'on désespère des capacités de l'économie nationale et qu'on ne voit d'issue que dans une disparition accrue des forces économiques françaises dans le « melting pot » multinational.

La vérité, c'est que le gouvernement n'a rien à dire lorsque ses experts lui annoncent qu'en dépit de son plan, il y aura encore au moins huit cent mille chômeurs en 1980. Rien que pour cette raison - mais il y en a tant d'autres ! - ce VIIe Plan n'est pas le bon.

Remy GRILLAUT

L'écart entre les objectifs du VIe Plan et les résultats.

Taux de croissance (%) en volume	Objectifs 1971-1975 (moyennes annuelles)	Réalisations moyennes 1971-1975
Production intérieure brute	5,9	3,6
Valeur ajoutée non agricole	6,2	3,9
valeur ajoutée agricole	3,0	0,9
Durée annuelle du travail	-0,7	-1,2
effectifs	1,9	0,9
Productivité	5,4	4,2 (1)
Consommation des ménages	5,4	4,7
Investissements productifs	6,8	3,6
Investissements en logement	4,6	3,6
Taux d'investissement global	29,1 (2)	28,6
Exportations	10,3	3,4
Importations	9,3	6,7
Solde (valeur) en milliards de francs des biens et services	3 **	3,9

(1) Ensemble de l'économie moins l'agriculture.
(2) Objectif pour l'année terminale du plan 1973 – « Le Monde » – 20 janvier 1976 – page 15.

Ce tableau, qui concerne l'évolution des grandes variables économiques au cours de la période 1971-1975, met en valeur le peu de fidélité que le gouvernement a accordé à ses objectifs. Mais le VIe Plan est également caractérisé par le fait que l'Etat n'a pas tenu ses propres engagements en matière d'équipements publics. Globalement l'Etat n'a réalisé qu'environ 90 % des objectifs visés. Il lui était d'ailleurs difficile de faire moins, compte tenu du caractère inéluctable de certaines dépenses. Plus encore, l'Etat n'a même pas respecté les priorités relatives qu'il s'était lui-même fixées : de 1971 à 1975, on a réalisé plus d'équipements que prévu en matière de poste et télécommunications, pendant que les engagements de l'Etat en matière de formation professionnelle (qui sont, parait-il, redevenus prioritaires en 1976) n'étaient réalisés qu'à 50 %, ceux de l'action sociale à 80 %. ■

Le rôle idéologique de ce Plan

A quoi sert le plan français ? C'est la question qu'on peut se poser lorsque l'on sait que les objectifs qu'il se fixe ne sont jamais - et de beaucoup - atteints. Dans les premières années de son existence, après la guerre, il a incontestablement servi à donner corps à l'effort de reconstruction industrielle du pays. Par la suite, cette ambition première s'est dégradée au point de donner des divergences considérables entre les objectifs et les réalisations.

Malgré cela, le plan continue d'exister. C'est qu'en dehors de son rôle économique déliquescent, il joue un rôle idéologique non négligeable. En effet, le plan est censé être élaboré à la suite d'une consultation de tous les partenaires sociaux. Sur tous les grands thèmes que le plan doit traiter sont réunies des commissions comprenant des représentants de l'administration, des syndicats et du patronat. Ces commissions permettent à chacun de faire valoir son point de vue et c'est la raison pour laquelle les syndicats de travailleurs y participent ; mais ceux-ci se trouvent dans une situation difficile car leur présence risque de cautionner les orientations qui sont fixées à l'issue de ces réunions de commissions. Lors de l'élaboration du VIIe Plan comme d'ailleurs au cours du VIe Plan, ces syndicats ont été obligés de dénoncer le rôle que le pouvoir fait jouer à ces commissions : il ne s'agit pas seulement de prendre l'avis de tel ou tel, de tester des propositions de nouvelle politique, mais aussi de jouer à la démocratie alors qu'en définitive, l'avis de la commission n'aura qu'un rôle très mineur voire nul.

D'une manière concrète, il faut d'ailleurs comprendre combien ces commissions sont sous-informées, combien les indications statistiques qui leur sont données sont savamment sélectionnées et combien, en définitive, leurs travaux sont toujours en retard par rapport à ceux des experts de l'administration qui font véritablement le plan. Toute la mise en scène du plan concernant la participation des partenaires sociaux doit donc être prise pour ce qu'elle est dans le meilleur des cas : un échange de vue « en privé » entre différents groupes sociaux et parfois un échange d'informations. Elle ne doit pas être prise pour ce qu'elle n'est pas : une participation des intéressés à la confection du plan. ■

Des instruments de la planification française

Que recouvre aujourd'hui l'idée répandue d'un plan, œuvre scientifique, représentant de façon « objective » les finalités du développement économique et social qu'il est possible de viser et les moyens nécessaires pour les atteindre, et permettant leur adéquation réciproque ? Que ce soit au niveau de l'appareil statistique, du cadre de la comptabilité nationale ou des modèles dits prévisionnels, les instruments de la planification française n'ont apparemment pas cessé de s'affirmer et de s'affiner ces dernières années.

Mais dans les faits, les praticiens et tous les utilisateurs des statistiques et des études économiques se trouvent de plus en plus confrontés aux contradictions socio-politiques inhérentes à la nature même du système capitaliste. Ainsi, le fait que le chômage demeure une réalité mal appréhendée n'est pas étranger à la volonté des pouvoirs publics de minimiser certains des aspects d'une situation dont ils sont responsables. De même, la précarité des statistiques industrielles ne fait que répondre au secret des affaires sur lequel est censé se fonder un régime « libéral » concurrentiel. Ou encore, les alibis « techniques » les plus divers et dérisoires sont avancés depuis près de vingt ans (manque de crédits, faiblesse des équipes, fragilités des méthodes, manque de temps...) pour freiner, voire empêcher, une connaissance statistique réelle des revenus (non salariaux, en particulier).

La comptabilité nationale française qui privilégie avant tout l'étude de l'évolution de la production et des échanges, se situe elle aussi dans une optique abusivement simplificatrice. C'est ainsi qu'elle ignore les influences non directement quantifiables exercées par la production, en tant que telle, sur l'environnement et la qualité de la vie (expressions bien galvaudées à présent, mais qui recouvrent les problèmes de pollution, nuisances, cadre urbain, relations sociales...). Au point que l'allongement de la durée de vie d'un produit se traduirait, au plan comptable, et « toutes choses égales par ailleurs », par une baisse de la production nationale telle qu'elle est aujourd'hui définie et mesurée ! La comptabilité nationale ne prend pas davantage en compte, au travers de la notion abstraite de travail qu'elle retient, le phénomène de l'exploitation qui conditionne l'évolution des rapports sociaux...

Quant aux modèles mathématiques actuels, loin de mettre en évidence les préférences et les conséquences des choix politiques, tout juste permettent-ils, dans la plupart des cas, de faire des simulations au demeurant très mécanistes. Par surcroît, il n'est pas rare que ces modèles soient utilisés en dehors du contexte dans et pour lequel ils ont été élaborés, au risque d'avatars que le modèle FIFI, parmi d'autres, permet d'illustrer. Ce modèle « physico-financier », utilisé tout au long de la préparation du VIe Plan (celui de « l'impératif industriel »), a été essentiellement conçu - sans que cela soit bien explicite - pour étudier les conséquences sur les entreprises françaises, d'une domination industrielle extérieure. Curieusement, il a été repris, au prix de quelques aménagements techniques il est vrai, pour la préparation du VIIe Plan, dans un contexte économique et social, avec des hypothèses, des perspectives et des aléas radicalement différents. Comment s'étonner, dès lors, que les analyses qu'il permet d'étayer puissent être profondément biaisées, et perdent tout ou partie de leur utilité. Si, par exemple, l'on n'apprécie pas correctement les phénomènes les plus récents d'épargne de précaution et de reconstitution des encaisses réelles en raison notamment des hauts niveaux de chômage et d'inflation que l'on connaît, on peut être conduit à sous-estimer l'épargne des ménages à horizon 1980... Et à en tirer argument pour démontrer l'impossibilité d'un recours des finances publiques à une épargne privée qui pourrait, le cas échéant, de-

Une restructuration de l'appareil d'état financier

Le départ de Giscard d'Estaing du Ministère de l'Economie et des Finances fut suivi, fin 1974, d'une réforme globale des structures internes de la Direction du Budget, à la tête de laquelle le nouveau Président de la République venait de placer l'ancien responsable budgétaire de son cabinet ministériel. Dans le même temps, la procédure de préparation administrative des lois de finances fut profondément modifiée... pour préparer le temps nouveau des « vaches maigres » du budget de l'Etat, dès 1975. Pendant que le rôle et la structure des services financiers de certains ministères (les Armées, par exemple) étaient eux aussi transformés.

Dans le cadre de la préparation actuelle du VIIe Plan, se confirme et s'amplifie ce mouvement de restructuration de l'appareil d'Etat financier. Celui-ci transparaît à présent dans ce que d'aucuns appellent « l'amélioration » des rapports entre le Ministère de l'Economie et des Finances (et notamment sa Direction du Budget), et le Commissariat Général du Plan. Il se retrouve également dans les essais d'élargissement des prérogatives financières et budgétaires des Cabinets de l'Elysée et de Matignon, aux dépens du Ministère de l'Economie et des Finances, en particulier pour la préparation du budget pour 1977.

Au cours de la dernière campagne présidentielle, le Ministère des Finances fut dénoncé par d'anciens ministres de gouvernements récents comme une « nouvelle Bastille à conquérir ». On n'y est peut-être pas assez attentif... ■



Fotogram

meurer inutilisée par l'appareil de production, dans le contexte d'un ralentissement de la production et des investissements. On peut de la sorte accuser l'irréalisme ou les limites d'un rôle plus actif des finances publiques en tant que soutien du développement économique dans la période actuelle. Et certains vont même jusqu'à en déduire la nécessité de renforcer « à tout prix » nos capacités industrielles, les pouvoirs publics devant céder au secteur privé leurs activités les plus rentables, quitte à sacrifier encore davantage les équipements collectifs et à renvoyer encore à plus tard la satisfaction des besoins sociaux...

Il arrive, par ailleurs, à ces modèles, que les responsables politiques leur fixent « a priori » les résultats qu'ils voudraient en attendre. La manipulation des modèles qui en résulte a alors pour seul objet de rechercher les nécessaires apparences de la cohérence (économique, comptable...). C'est ainsi que l'on peut considérer la récente et brutale décision du Président de la République d'afficher dans le VIIe Plan un taux de croissance annuel moyen de la production d'environ 5,7 % alors que la part la plus réaliste des travaux de planification, au cours des mois précédents, semblait avoir permis de dégager un ensemble d'hypothèses sur l'évolution de la production et des échanges qui se traduisait, en définitive, par un taux de croissance de l'ordre de 5,0 %. Personne, d'ailleurs, n'a jusqu'à présent précisé comment l'économie française pourrait connaître, de 1975 à 1980, une croissance de 5,7 % par an (c'est-à-dire plus de 6 % par an de 1977 à 1980), pour atteindre quelles finalités, dans quelles conditions... et à quel prix (par exemple, en matière de pression fiscale et de cotisation sociales) ?

On ne peut pas ne pas dénoncer également le retard pris dans le déroulement et l'achèvement de certains travaux méthodologiques et d'études économiques. Retard qui, le cas échéant, peut rendre leurs conclusions tout à fait inopérantes. Parmi les principaux absents au rendez-vous de la préparation du VIIe Plan figurent les modèles de régionalisation et de cheminement. De même, au moment de la mise en place d'un système de programmes d'action prioritaires, dans le cadre du VIIe Plan on peut constater une méconnaissance quasi-totale des relations entre les dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'Etat (problèmes des hôpitaux, crèches ou autres équipements publics dotés de personnels et de matériels de fonctionnement insuffisants). Cette méconnaissance permet de justifier le blocage des évolutions possibles sur ce point, au demeurant réclamées par beaucoup depuis plus de dix ans.

Mépris du citoyen, artifice, simplification, insuffisance, impréparation, les instruments de la planification française mettent ainsi leurs défauts au service de la politique du pouvoir. ■



Céder au secteur privé les activités les plus rentables. *Fotolib*

Un outil militant



Un instrument de débat



Un mensuel au service du renouveau socialiste



Une autre façon de lire l'évènement

Abonnez-vous à « Faire »

dialogue avec nos lecteurs

De nombreuses suggestions nous ont été adressées par nos lecteurs qui ont utilisé le verso de nos encarts abonnement. Geneviève Soulage a dressé un tableau de ces réactions qui portent sur environ 200 réponses. A vous de nous dire si ces premières réactions vous paraissent ou non significatives de vos souhaits.

1 – SUGGESTIONS SUR LA FORME DE LA REVUE

Les lecteurs aimeraient trouver :

● une rubrique « Courrier des lecteurs »

● des interviews de personnalités politiques et syndicales de gauche

● des critiques littéraires, critiques de cinéma...

Ils attendent de la revue :

● des analyses
– approfondies,suscitant la réflexion
– objectives, réalistes, non démagogiques.

● des articles accessibles à des « non-socialistes », clairs, explicatifs, convaincants.

● un mode d'expression simple et clair.

Ils demandent :

● Comment « FAIRE » se définit par rapport :
– au Nouvel Observateur
– à l'Unité
– à Repères
– à Frontière

● Où en est Radio-Socialiste ?

2 – LES THEMES PROPOSES

12 grands thèmes retenus :

1 Problème théoriques
2 Le PS et les luttes
3 Problèmes sociaux
4 Formation – Ecole
5 International
6 Economie
7 Cadre de vie
8 Régions
9 Entreprise
10 Vie locale
11 Monde paysan
12 Information.

3 niveaux d'analyse des problèmes :

1 Tels qu'ils se posent actuellement –

● Description

● Interprétation dans le sens d'une analyse marxiste

● La réponse actuelle du PS

2 Tels qu'ils se poseraient dans une phase de transition au socialisme

3 Tels qu'ils se poseraient dans une société socialiste autogestionnaire.

Thèmes	Problèmes actuels	Phase de transition	Société socialiste autogestionnaire
– 1 – PROBLEMES THEORIQUES POLITIQUES (30 %)	*Syndicalisme et politique (9 %) *Démocratie ● Concept ● Suffrage universel ● Libertés ● Egalité des chances (9 %) *La non-violence (4 %) *Notions « d'avant-garde » Dépérissement de l'Etat « Pouvoir des mots et des mythes dans le politique actuel » (13 %)	*Problèmes politiques liés à une phase de transition vers le socialisme : ● contraintes internes et externes ● Articulation pouvoir central/base. (25 %)	*Contenu révolutionnaire de l'autogestion différence au communisme (12 %) *Socialisme et ● Sciences sociales ● Culture et Art ● Sciences Techniques et recherche scientifique. ● Christianisme ● Hiérarchie... (28 %)
– 2 – LE PARTI SOCIALISTE ET LES LUTTES (25 %)	*SFIO : historique face au problème colonial *Social-démocratie aujourd'hui (10 %) *Union de la gauche ● sa réalité ● sa stratégie ● le programme commun ● le programme économique ● la politique PC-PS (38 %) *Le PS (15 %) ● programme et projet de société ● relation CERES/ Majorité : ● prise de position, lors : des conflits armés ● dans les luttes sociales ● Internationale Socialiste *Vie militante (26 %) ● le « militantisme » ● la formation militante ● rôle de la section locale ● les luttes actuelles et : la stratégie du contrôle ● internationalisation des luttes syndicales. *Mouvements d'extrême gauche.		*Liaison « luttes sociales projet d'autogestion (5 %) *Autogestion et Internationale socialiste (3 %)

– 3 – PROBLEMES SOCIAUX (23 %)	*Sexualité, pornographie *Famille *Drogue *Handicapés moteurs et cérébraux *Travailleurs immigrés *Retraités *Santé – (17 %) ● organisation ● luttes dans ce secteur ● la Sécurité sociale *Les femmes (12 %) ● libération des femmes ● formation professionnelle et politique ● prostitution *Les jeunes (15 %) ● relations jeunes/adultes ● chômage des jeunes ● leur avenir ● délinquance *L'armée (10 %) *La justice (2 %) *Artisans et petits commerçants (5 %) *Les classes moyennes (5 %) *Problèmes actuels de l'école, du corps enseignant, de l'Education nationale. Analyse théorique du rôle actuel de l'école (34 %)	*Prise de pouvoir et révolution culturelle (3 %)	*Socialisme et santé et Sécurité sociale (7 %) *Armée dans un système socialiste (5 %) *Socialisme et Justice (5 %) *Ecole dans un système socialiste autoautogestionnaire (34 %)
– 4 – FORMATION ECOLE (22 %)	*Les luttes au niveau de l'école Le syndicalisme enseignant Les mouvements étudiants et lycéens (20 %) *La formation permanente (9 %)		
– 5 – INTERNATIONAL	Le sous-développement Le PS et le Tiers-monde Les pays industrialisés et le Tiers-monde (15 %) *Analyse de la situation ● en Espagne ● en Asie du sud-Est ● dans les pays décolonisés d'Afrique noire (12 %)	*L'expérience portugaise (3 %)	*Les expériences socialistes dans le monde ; les expériences d'autogestion. ● pays de l'Est ● la Chine ● la Yougoslavie * pays scandinaves ● Israël (55 %)

	*Conflit Chine/URSS (3 %) *Social-démocratie et alliance atlantique (5 %) *Comparaison France/ Autres pays – (3 %).		*L'Europe Socialiste (6 %)
– 6 – ECONOMIE (18 %)	*Analyse critique de la crise capitaliste actuelle Critique de l'économie Politique (16 %) *Les problèmes économiques actuels ● problèmes monétaires ● inflation ● croissance ● emploi et chômage ● fiscalité ● matières premières ● les multinationales (49 %)	*La place du « marché » dans une phase de transition (3 %) *Les nationalisations (3 %)	*Socialisme et croissance *Fiscalité dans un régime socialiste *Autogestion et planification : différence par rapport au capitalisme d'état. Autogestion et calcul économique. Autogestion et technocratie. Autogestion et entreprises nationales. (29 %)
– 7 – CADRE DE VIE (18 %)	*Urbanisme (23 %) *Environnement–Ecologie (20 %) *Loisirs, sport, tourisme (20 %) *Les luttes au niveau de la consommation (13 %)	*Les voies d'une participation réelle des citoyens à la détermination de leur cadre de vie (3 %)	*Socialisme et Environnement Socialisme et Ecologie (7 %) *Socialisme et sport (7 %) *Expérience de coopératives (7 %)
– 8 – REGIONS (10 %)	*Régionalisation (33 %) *Problèmes des minorités régionales (47 %)		*Autogestion et perspective régionaliste (20 %)
– 9 – ENTREPRISE (8 %)	*La vie de l'entreprise ● relations dans l'entreprise ● conditions de travail ● le « pouvoir » dans l'entreprise ● la réduction du temps de travail ● gestion des p.m.e. (35 %) *Vie syndicale et politique ● répression syndicale ● divergence CGT/FO ● le syndicat FO ● l'action du PS dans l'entreprise (35 %)		*Autogestion dans l'entreprise (14 %) *Autogestion et syndicats (8 %) *Les OS dans une société socialiste (8 %)

– 10 – VIE LOCALE (7 %)	*Stratégie en vue des élections municipales (40 %) *Le PS et la vie municipale (20 %) *Le conseil général (10 %)		*Autogestion et démocratie locale (30 %)
– 11 – LE MONDE PAYSAN	*Le monde paysan aujourd'hui : ● les paysans travailleurs ● place de l'agriculture dans la société capitaliste ● rapports ouvriers/paysans (42 %) *Syndicalisme dans le monde paysan ● syndicalisme agricole (33 %)		*Autogestion et monde paysan (25 %)
– 12 – INFORMATION	*L'information écrite et parlée, aujourd'hui Qui la contrôle ? (62 %) *Rôle de la presse dans le combat socialiste (13 %)		*La presse dans une société socialiste autogestionnaire (25 %)

A propos du débat sur les chrétiens et le socialisme

Une lettre de Paul Vignaux (1)

L'intérêt que suscite le débat sur « les chrétiens et le socialisme » m'a décidé à faire part aux lecteurs de « Faire » des réflexions que l'article de Philippe Warnier m'a inspirées. Je peux, en effet, apporter un témoignage susceptible d'éclairer la manière d'aborder ou de n'avoir point à aborder au plan de notre parti le type de questions envisagé dans cet article.

Mon témoignage est fondé sur mon expérience de responsable syndical, ayant vécu de 1946 à 1970, le mouvement qui a imprimé une orientation délibérément socialiste à la CFTC, puis à la CFDT : on est arrivé au socialisme en passant par la laïcité.

Ce passage a eu lieu grâce aux réponses cohérentes données à certains problèmes de pratique syndicale que les circonstances de l'époque posaient dans un milieu qui, au sortir de la Résistance, se définissait généralement comme « syndicaliste chrétien ». Le MRP était, alors, au plus haut de son éphémère puissance et comptait parmi ses dirigeants d'anciens responsables CFTC : au nom de l'indépendance syndicale, on refusa d'ad-

mettre une « affinité » idéologique entre l'organisation et ce parti de « démocratie chrétienne » ; dans le même esprit, on se gardait de penser l'action syndicale dans un langage « catholique social ». La même idée d'indépendance conduisait à écarter impérativement de la propagande syndicale toute déclaration de l'Eglise. Autre aspect d'une distinction tranchée des responsabilités : tout autre que les mouvements d'action catholique et les groupes éducatifs plus ou moins similaires, le syndicalisme traite ceux-ci dans l'esprit de la Charte d'Amiens comme des « groupements extérieurs » ; pour déterminer sa ligne de conduite il ne saurait prendre en considération leurs prises de positions collectives, il n'a à connaître que des propositions de syndiqués à l'intérieur de l'organisation, sous leur responsabilité personnelle, et des positions de leurs responsables syndicaux élus et mandatés. Par l'adoption de telles attitudes, ce syndicalisme qui, avant 39, avait – sauf, délibérément, au Syndicat Général de l'Education Nationale – un caractère d'« institution chrétienne » est devenu en fait d'abord puis en droit par « déconfessionnalisation » statutaire, un syndicalisme laïque.

Nous avons appliqué à l'action syndicale la règle de laïcité qu'avait conçue, pour la vie publique et l'Ecole de la nation, la République dans laquelle nous avions grandi, à laquelle nous étions en 1940 restés pleinement fidèles. C'est dans le respect de cette règle que nous avons participé sans y introduire de référence chrétienne à nombre de colloques et de rencontres socialistes qui ont préparé la présente expansion du PS. Je peux personnellement ajouter que, par-delà la diversité d'organisations, en dépit d'options philosophiques différentes, l'importance accordée à la règle de laïcité m'a notamment permis d'examiner – aux heures même de querelle scolaire – avec des responsables de « la défense laïque » les problèmes de politique apparemment les plus susceptibles d'opposer croyants et incroyants.

Si la règle de laïcité conduit à traiter la foi religieuse comme une « affaire privée », ce n'est nullement pour demander aux croyants de réduire la valeur qu'ils lui attribuent, c'est pour laisser chacun d'eux en juger. Dans son rapport, justement fameux, sur la séparation des Eglises et de l'Etat, Aristide Briand a fortement exprimé l'état d'esprit de l'homme politique qui, ayant « à règler les manifestations collectives de sentiments aussi intimes que les croyances religieuses... pénètre dans le domaine sacré de la conscience ». Nous n'avions pas une autre conception de la laïcité lorsque nous avons, mes amis et moi, proposé dans la CFTC le socialisme comme une option laïque. C'était laisser hors de notre horizon collectif le problème du rapport christianisme-socialisme tel qu'il peut se poser à tel ou tel croyant résolu à éclaircir ses motivations. C'était aussi s'engager à justifier de façon toute rationnelle (donc partiellement mais essentiellement technique) notre choix non du socialisme en général mais d'un socialisme. Nous refusions l'« imprégnation religieuse d'instruments d'analyse sociale » qui préoccupait récemment un de nos camarades du Sud-ouest (Tribune libre du Bulletin fédéral des Hautes-Pyrénées, juin 1974). Transposant le terme péjoratif « petit-bourgeois », l'un de nos camarades de la CFTC-CFDT dénonçait dans un tel mélange une déviation « petite-religieuse... »

Ce simple témoignage sur un moment de l'évolution de « masses chrétiennes » – je dirais plutôt : un milieu catholique – indique assez pourquoi je ne soumettrais pas à une assemblée, comme celle des Assises, les problèmes évoqués par Philippe Warnier concernant le rapport de catholiques à leur Eglise. Cette réserve me conduit à ne pas discuter ici de ces questions, même sous l'aspect où elles ne relèvent pas d'une option théologique mais simplement d'étude scientifique ou de philosophie critique del la religion.

Avec l'expression très sincère de mes sentiments socialistes.

Paul VIGNAUX

La réponse de Philippe Warnier.

La lettre de Paul Vignaux, fort intéressante du point de vue de l'histoire de toute une génération de chrétiens, me paraît très significative d'une problématique dépassée. Je ne donne pas à cet adjectif un sens péjoratif, bien au contraire. Je crois que le combat pour la laïcité a été indispensable et exemplaire. Mais je pense que cette étape nécessaire nous permet aujourd'hui de dégager les grandes lignes d'une nouvelle problématique. Il s'agit, finalement, d'aller jusqu'au bout de notre laïcité en considérant laïquement les problèmes politiques, collectifs, posés par le fait religieux. Le PS – comme la CFDT – ne peut pas ne pas faire entrer dans sa stratégie le « front secondaire » que constitue le fait religieux (comme il prend en compte les problèmes de l'éducation, de la famille, de la sexualité).

Si la lutte des classes se vit aussi au niveau idéologique, un parti qui axe sa stratégie sur le front de classe doit obligatoirement prendre en compte les problèmes et les institutions de caractère idéologique et parmi ceux-ci : le fait religieux et les Eglises.

Il faut être laïque jusqu'au bout !

(1) Paul Vignaux fut l'un des principaux animateurs de la CFTC, de la CFDT et du SGEN jusqu'en 1970.

Encouragements

Après lecture de votre premier numéro, je tiens à vous adresser mes félicitations pour l'entreprise que vous menez. J'ai particulièrement apprécié l'article d'Alain Touraine qui éclaire d'un jour nouveau la situation au Portugal, ainsi que les « papiers » consacrés à des expériences locales non moins intéressantes (Bologne, Oslo...). Bravo aussi pour la constitution de « dossiers » qui nous donnent une vision globale d'un certain nombre de problèmes importants. J'aimerais que vous traitiez à fond de la situation des forces politiques de gauche en Europe occidentale, des perspectives qui s'offrent à elles ainsi que des efforts de mise au point d'une stratégie unitaire au niveau de la gauche européenne.

F. Lecoq -Cherbourg.

Trahisons

Je ne désire pas souscrire un abonnement pour aider une entreprise dont à l'évidence le but inavoué est : développer un parti (le PS) dont bon nombre des anciens membres et responsables qui le composent ont été de toutes les trahisons par rapport aux travailleurs : Guerre d'Algérie, Suez, sabotage des grèves etc. j'en passe et des meilleures. Comment d'anciens militants syndicalistes ou socialistes authentiques peuvent-ils cohabiter dans un pareil magma ?

Militant ouvrier de base.

Réconciliation

Ancien abonné de Frontière, j'ai été grandement déçu et profondément peiné en apprenant l'éclatement du Comité de Rédaction. J'ai eu pendant près de 2 ans l'occasion d'apprécier l'utilité et la qualité des articles parus dans cette revue, et c'est pourquoi j'ai renouvelé mon abonnement et à Repères et à Faire. Je ne vous cache pas que je garde quelque espoir de voir, dans un avenir que j'espère proche, une véritable réconciliation, réunir à nouveau les 2 rédactions actuelles. Abonné à ces 2 revues (ainsi qu'au Nouvel Observateur et Hebdo TC) je crains surtout de na pas toujours trouver le temps de lire régulièrement les articles qui paraîtront. Je suis véritablement désespéré quand je songe parfois à tout ce que je ne lirai pas et que je devrais ou voudrais tant lire, aux films que je ne verrai pas... Un véritable socialisme ne pourra être sans qu'une plus large part de notre vie (je ne parle pas de la retraite) ne soit libérée des servitudes que nous impose notre activité professionnelle, et ce au bénéfice des activités culturelles, politiques, sportives...

Chant de sirène

Je m'abonne aujourd'hui à « Faire » parce que les sujets que vous vous proposez d'aborder me paraissent primordiaux. Après avoir lu attentivement la circulaire de Gilles Martinet, je ne vous cache pas que certaines phrases telles que « Une ouverture toujours plus large du socialisme » m'inquiètent un peu. A l'heure ou V. Giscard d'Estaing fait retenir aux oreilles du courant modéré du PS son chant de sirène (témoin son habile lettre à Mendès France à propos de la Tunisie), je crains toujours qu'une fois de plus le socialisme ne glisse vers la droite et laisse encore les masses populaires et toute une partie des jeunes qui l'ont suivi déçus et obligés de ne faire confiance qu'au PC ou aux gauchistes pour réaliser un changement vraiment irréversible en remplaçant le capitalisme par autre chose

Aucune alliance de près ou de loin ne me paraît admissible avec la majorité au pouvoir, pas même avec les radicaux ou les anciens gaullistes de gauche.

Marguerite S. Georges-Picot
Paris.

Ouvrir le débat

Dans son article « Pour une nouvelle armée » paru dans le numéro 4 de Faire, Gilles Martinet écrit : « Le parti socialiste doit aller jusqu'au bout de la démarche qu'il a entreprise. Certains points de sa doctrine militaire sont maintenant nettement établis et acceptés par la grande majorité de ses militants : c'est le cas de l'organisation de la défense populaire ».

Je me permet d'attirer votre attention sur le fait que (à ma connaissance du moins) les militants n'ont jamais été consultés sur ces problèmes. Je suis entièrement d'accord avec vous pour dire que ceux-ci « méritent un débat approfondi ».

Jean Gandillon Melun.

ET VOUS ?

La rubrique « changer la vie » n'entend pas se contenter d'exposer de belles et bonnes innovations sociales. Notre effort n'a de sens que si les lecteurs deviennent aussi producteurs d'information. Vous voyez où on veut en venir...
Alors n'hésitez pas. Si vous participez à une expérience intéressante dans le domaine de l'école, de la vie de quartier, de l'entreprise, etc., faites un petit dossier et envoyez-le nous. Ou écrivez pour qu'on se rencontre.

L'équipe de la rubrique
« changer la vie »

Au cœur des recherches et des débats de la gauche, tirant les leçons des luttes et donnant des informations inédites sur les expériences entreprises, "FAIRE" est un instrument indispensable pour tous les partisans du socialisme auto gestionnaire.

Pour recevoir régulièrement "FAIRE" ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI.
Vous bénéficierez de notre tarif spécial de lancement :
100 F pour 12 numéros au lieu de 120 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix spécial de lancement :100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de " FAIRE "

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix spécial de lancement :100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de " FAIRE "

ABONNEZ-VOUS OU ABONNEZ UN AMI IL VOUS SUFFIT DE REMPLIR ET DE NOUS RETOURNER LES BULLETINS CI-DESSOUS

« **Faire** » vous invite à participer à l'élaboration de ses sommaires.

Je souhaite que soient abordés dans « **faire** » les sujets suivants :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Noms et adresses d'amis et de libraires à qui nous pourrions faire connaître « **faire** ».

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Georges Montaron
Quoi qu'il en coûte

Stock

- Des « fortifs » à la Resistance
- Les clandestins de la J.O.C.
- « Peuple, te voilà libre ! »
- J'entre à Témoignage chrétien
- Les points chauds de la guerre froide
- Ce que je crois sur Pierre Mendès France
- Algérie : Guy Mollet choisit la repression
- De Gaulle II : les petits côtes de la grandeur
- La longue marche de François Mitterrand
- « Chrétiens, rompez avec la droite »
- Les « sales guerres »
- La Palestine au cœur
- Rogne au Vatican, grogne chez les évêques
- Vatican II : portes ouvertes au printemps
- Mes lecteurs m'émerveillent
- Chrétiens pour le socialisme

360 pages - Prix : 35 F

En vente chez tous les libraires et à la librairie TC, 49 Fg Poissonnière, 75009 PARIS

cinéma 76

LA revue de cinéma pour les VRAIS amateurs

AVRIL * N° 208

LE CINEMA CHINOIS
et sa longue marche

●

Joris Ivens, l'infatiguable – **Shirley Mc Laine,** portrait-entretien – **Ousmane Sembene,** sur la sellette **Andrzed Wajda,** s'explique...

●

Néo-contestation en URSS et toute l'actualité

●

En vente partout : 8 F
ou 6 R. Ordener, P. 18

6 rue Ordener Paris 18e
Tél. : 208.72.93

Imprimerie Jean Grou-Radenez, 27, rue de la Sablière, Paris XIV - Commission paritaire n° 56924

CHAQUE VENDREDI

L'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

avec la chronique de François Mitterrand

A publié notamment en mars avril

★

- Une série d'articles sur l'ESPAGNE
- Des reportages sur le BRESIL et l'ANGOLA
- L'analyse des succès du P.S. aux élections cantonales
- Une enquête sur la situation dans les universités, etc...

Et chaque semaine la chronique de PIEM

Pour vous abonner, écrivez à L'UNITE 41, bd Magenta 75010 Paris.